

• octobre 1993 • n° 373 •

IMPRECOR

PRIX: 150 FRANCHES

Palestine :

Des accords en trompe-l'œil

Russie :

La dictature des "démocrates"

Maroc :

Opération-mosquée

Dossier:

Social-démocratie



SOMMAIRE

3
EDITORIAL
Vers le "bantoustan"

4
PALESTINE
L'option Arafat
Salah JABER

9
Diktat ou compromis historique ?
Michel WARSCHAWSKI

12
Paix ou reprise de la lutte ?
Adel SAMARA

15
MAROC
La mosquée de "notre ami le roi"
Abraham SERFATY

17
BOSNIE
Succès du convoi ouvrier
Helen SHAW

Dossier

18
FRANCE
A l'épreuve du pouvoir
Jacques KERGOAT

22
GRANDE-BRETAGNE
Dans les affres de la "modernisation"
Phil HEARSE

26
PORTUGAL
L'ordre contre le socialisme
Francisco LOUÇA

28
SYNDICALISME
Le syndicalisme domestiqué ?
Roland WOOD

31
RUSSIE
La dictature des "démocrates"
Poul FUNDER LARSEN

33
HAÏTI
Après les accords de New York
Alan WALD

36
NOUVELLES DU MONDE
POLOGNE — CANADA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Chères lectrices, chers lecteurs

Ce numéro d'octobre contient, de fait, deux dossiers : l'un sur la social-démocratie, l'autre sur les accords Rabin-Arafat, le second nous ayant été imposé par l'actualité.

Nous vous rappelons que vous pouvez toujours vous procurer les dossiers des numéros précédents. Au risque de nous répéter, nous vous encourageons encore vivement à vous abonner et à abonner vos amis.

La rédaction

Correspondance
de Presse
Internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PECCI
sarl au capital de 50 000 francs,
SIREN n° 391 857 562
Rédaction - Administration :
PECCI, BP 85,
75522 Paris CEDEX 11, France

Directeur de publication :
Jean Malewski
Commission paritaire en cours
ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.



Abonnement Réabonnement
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Vers le "bantoustan"

La signature récente à Washington du projet de règlement israélo-palestinien, sous l'égide de la Maison Blanche, a eu un impact médiatique tout à fait compréhensible. Toutefois, à y regarder de plus près sans se laisser impressionner par les mises en scène hollywoodiennes, l'accord est moins original qu'il n'y paraît à première vue.

Il faut rappeler d'abord que le type de règlement adopté est conforme à des projets anciens tels que le "plan" Reagan de 1982, ou encore, le plan formulé il y a vingt ans par un secteur de l'*establishment* israélien, dont des hommes comme Allon et Pérès, et soutenu depuis l'Intifada par des secteurs importants de l'armée (ceux-ci voulant éviter que leurs soldats s'enlisent dans la bande de Gaza dans une situation sans issue avec des conséquences politiques et morales dangereuses) (1).

Ce qui ne s'était pas concrétisé à l'époque constitue l'essentiel des accords signés à Washington sous le patronage du chef de la Maison Blanche. Cela a été le résultat, en premier lieu, d'une évolution du rapport de forces à l'échelle régionale et internationale, surtout depuis la guerre du Golfe, défavorable à la lutte de libération des Palestiniens.

En deuxième lieu, les dirigeants israéliens avaient désormais une préoccupation supplémentaire majeure : l'influence croissante de l'intégrisme islamique, soutenu par des pays comme l'Iran et l'Irak, qui pouvait s'avérer un adversaire plus redoutable que ne le fut l'OLP. Mieux valait traiter avec cette dernière, fortement affaiblie, et avec un Arafat prêt à accepter de lourds compromis. Avec quelques dirigeants de l'OLP craignant une évolution du rapport de forces encore plus défavorable, Arafat a été poussé à accélérer les choses d'autant plus que le contrôle du mouvement populaire lui échappait.

L'accord en tant que tel a des limites évidentes et indéniables. Israël reconnaît l'OLP, mais ne prend aucun engagement pour le futur en ce qui concerne les problèmes fondamentaux — le retrait total des territoires occupés en 1967, le démantèlement des implantations sionistes, la souveraineté d'un éventuel Etat palestinien, le sort de Jérusalem, le retour des réfugiés, etc. Il n'accepte que l'établissement de zones d'auto-gouvernement sur un territoire qui, du point de vue économique, ne l'intéresse que comme un réservoir de main-d'œuvre, qu'il pourra conti-

nuer à utiliser (de même qu'il pourra utiliser ces territoires comme zone de transit des produits israéliens vers des pays arabes).

L'armée israélienne contrôlera toujours la situation sur les points stratégiques de Cisjordanie et pourra même intervenir plus directement dans les zones d'habitation palestiniennes dans le cas où, plus généralement, les intérêts israéliens seraient menacés. L'avantage majeur pour Israël sera de ne plus s'embourber dans le marais de Gaza et les villes et les villages de Cisjordanie. Sur la base des accords, la responsabilité du maintien de l'"ordre" appartiendra désormais à l'OLP qui devra mettre sur pied une "puissante police", qui devra intervenir en cas de mobilisations non souhaitées ou d'actions dirigées contre l'occupation maintenue et "redéployée" selon les termes de l'accord.

Sur le terrain économique, la situation des territoires qui deviennent "autonomes" est littéralement dramatique. La perspective d'un changement un tant soit peu appréciable est liée à un afflux éventuel de capitaux internationaux d'une grande envergure. Dans l'euphorie de la mise en scène de Washington, on a entendu des promesses mirobolantes : dans quelle mesure cela se concrétisera effectivement, c'est une toute autre question, surtout si l'on tient compte de la situation économique mondiale, de l'endettement des principaux pays impérialistes, des risques auxquels s'exposeraient, dans le contexte donné, les investisseurs privés.

La seule chance sérieuse consisterait en une intervention financière massive de la part des monarchies pétrolières arabes, intéressées à arrêter l'avancée des intégristes, donc à consolider dans les territoires en question des couches bourgeoises palestiniennes et à créer des conditions permettant d'amadouer les masses. Bref, la perspective qui se dessine pour l'instant est celle d'une entité politique qui serait un mini-Etat colonial, sinon une espèce de bantoustan ou un néo-protectorat. Par ailleurs, le fonctionnement traditionnel de l'OLP — dont les organismes dirigeants

n'ont jamais eu une vraie légitimation démocratique — et les procédés ultra-bureaucratiques (négociations secrètes entre le petit noyau des fidèles d'Arafat et Rabin-Pérès, à l'insu d'autres dirigeants de l'OLP et, pis encore, des représentants des Territoires occupés aux négociations de Washington), par lesquels les accords ont été négociés et imposés, ne permettent pas de supposer que, sous la direction actuelle, des structures authentiquement démocratiques seront mises en place dans les territoires autonomes. Elles ne pourraient surgir que contre la direction Arafat, liée aux régimes réactionnaires arabes, et liée par les nouveaux accords au gouvernement israélien et à l'impérialisme américain.

Une question se pose donc : est-il possible qu'en dépit des accords et des projets du gouvernement israélien et d'Arafat lui-même, se développe une dynamique tout à fait différente de sorte que l'autonomie prévue par les accords soit la première phase d'un processus susceptible de changer radicalement la situation. Il va de soi que tout dépend du développement éventuel de mouvements de masses aussi bien palestinien qu'israélien : seules des mobilisations puissantes, avec des objectifs nationaux, démocratiques et sociaux et pour une paix équitable et durable, entre les deux peuples, sans oppression ni racisme d'aucune sorte, pourraient briser le cadre contraignant des accords et ouvrir des perspectives nouvelles.

On peut déjà constater que la signature des accords a eu un impact sur de larges secteurs populaires israéliens, dont l'attitude à l'égard de l'idéologie sioniste pourrait commencer à changer. Et on peut supposer que, dans la mesure où l'OLP va assumer les fonctions "normales" d'un gouvernement, la lutte palestinienne ne se limitera plus à la dimension anti-sioniste mais assumera aussi un contenu démocratique et social. ★

15 septembre 1993

1) Pour ces antécédents et l'évolution de l'OLP, signons la série d'articles parus, en 1989, dans les numéros 280 et 281 d'*Inprecor*.

L'option Arafat

Etre marxiste-révolutionnaire implique une certaine approche des luttes nationales. Quelle est cette approche classique traditionnelle ? C'est celle qui consiste à soutenir les luttes des peuples opprimés, indépendamment de la nature de leur direction. Soutenir une lutte ne veut pas dire forcément soutenir sa direction. Cette approche implique qu'on se batte pour favoriser l'émergence d'une organisation autonome des classes opprimées au sein des luttes nationales, qu'on ne gomme pas, qu'on ne mette pas entre parenthèses la lutte de classes pendant la lutte nationale.

Salah JABER *

Nous dénonçons la tendance des bourgeoisies nationales, même les plus nationalistes, à se limiter au plafond d'un compromis avec l'impérialisme et nous soutenons les classes opprimées dans la perspective d'une "permanentisation" de la révolution. Tout cela devrait faire partie en principe de nos acquis intangibles. Une deuxième précision conceptuelle s'impose : on a beaucoup dit à propos de ce qui est en train de se passer que c'était une rupture dans le consensus sioniste. C'est une erreur d'analyse, car il n'y a jamais eu de consensus sioniste sur la superficie du territoire d'Israël (1).

Il n'y a que ceux qui identifient le sionisme au révisionnisme de Jabotinski, qui peuvent croire qu'il y a un expansionnisme inhérent au sionisme toutes tendances confondues, et qui viserait à créer un Israël du Nil à l'Euphrate. Le consensus sioniste, c'est autour de la "judéité" de l'Etat qu'il existe, de l'Etat "ethniquement pur" qui fait de l'Etat juif un Etat raciste. De ce point de vue, non seulement il n'y a pas rupture du consensus sioniste, mais Pérès et Rabin se situent parfaitement dans cette logique, dans la plus sioniste des logiques. Il ne faut pas faire d'erreur là-dessus, sous



Le Premier ministre israélien, yitzhak Rabin serrant la main à un notable palestinien des territoires occupés.

peine de tomber dans les pièges idéologiques, des caricatures de l'anti-sionisme aux relents antisémites.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien parce que nous considérons que l'Etat sioniste est le produit d'une opération coloniale avec, à la clé, l'expulsion de 80 % de la population de son territoire ; une opération coloniale qui était truquée au départ, avant même la guerre de 1948, parce que le partage de 1947 décidé par l'ONU donnait à "l'Etat juif", une portion dessinée sur la carte où les juifs n'étaient pas, ou à peine, majoritaires.

Le consensus sioniste

Au cours de la guerre qui a suivi, ils ont largement dépassé les frontières du "partage" et expulsé 80 % de la population palestinienne de ce territoire pour établir l'Etat ethniquement pur, disons à 90 ou 95 %, avec pour potiches, pour alibis, une petite minorité arabe qui s'est vue octroyer une citoyenneté israélienne, de deuxième ou troisième catégorie.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien contre le sionisme, car nous pensons que c'est une lutte légitime, mais nous approchons cette lutte en internationalistes, c'est-à-dire que nous avons notre

vue précise des questions nationales. Nous ne partageons pas le mysticisme de la terre, par exemple. Il ne s'agit pas, pour nous, de réparer une injustice historique en en commettant une nouvelle, parce que nous comprenons, pour reprendre l'image de Deutscher, (quelqu'un qui, fuyant un incendie, s'est jeté par la fenêtre et est tombé sur quelqu'un d'autre et lui a cassé les jambes), que l'immigration juive en Palestine est, en grande partie, une réaction à l'oppression raciale dans les pays d'origine, et qu'il y a un fait national israélien qui s'est créé.

Tous ceux qui parlent de "juifs arabes", "juifs palestiniens" me font sourire : il y a une nation israélienne et cette nation est actuellement en situation d'oppression raciste. C'est la situation d'oppression qu'il faut détruire, donc l'Etat sioniste. Pour nous, marxistes, il faut détruire tout Etat bourgeois ou oppres-

* Notre collaborateur Salah Jaber étant empêché depuis plusieurs mois pour des raisons professionnelles de contribuer directement à notre revue, nous publions ici la retranscription d'un rapport oral qu'il a présenté le 19 septembre, lors d'une réunion politique à Paris.

1) Au congrès de fondation du mouvement sioniste en 1897, à Bâle, on discutait encore du choix possible d'un territoire en Afrique. Le théoricien du sionisme moderne, Théodore Herzl, s'était prononcé pour un "Etat juif", en laissant ouverte la question de sa localisation.

seur ; on ne peut pas "désioniser" l'Etat sioniste, de même qu'on ne peut pas "déracialiser" l'Etat sud-africain (2). Il ne faut pas se faire d'illusions sur un Etat détaché de la base socio-économique. Il faut le détruire, mais pas comme le veulent Ahmed Jibril ou d'autres, qui rêvent de jeter la plupart des juifs "à la mer" (3).

La destruction de cet Etat sera le fait de la classe ouvrière israélienne qui est le vecteur stratégique d'une telle lutte. Croire qu'on peut détruire l'Etat sioniste de l'extérieur, c'est prôner l'holocauste au niveau de la région. L'Etat d'Israël est une des plus grandes puissances nucléaires du monde, après les cinq grands. Il détient au moins cent têtes nucléaires et on peut être sûr que toute menace de destruction de l'extérieur aboutirait à ce genre d'apocalypse.

En tant qu'internationaliste, je ne connais personnellement pas un seul bout de terrain sur la planète qui mérite cela. Il y a assez de place sous le soleil pour toutes les nations, à condition qu'elles coexistent sans aucune forme d'oppression nationale. Quelles sont donc concrètement, dans cette optique, les modalités du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ?

C'est d'abord bien sûr, au minimum, le droit à l'auto-détermination de la population des Territoires qui ont été occupés en 1967. Le problème du sionisme, le problème palestinien, il ne faut pas l'oublier, n'a pas commencé en 1967.

Quelle autodétermination ?

Ce que j'appelle "droit à l'autodétermination partielle" parce que cela concerne une partie du peuple palestinien dont la majorité, plus de 60 %, vivent aujourd'hui en dehors des frontières de la Palestine de 1947, c'est-à-dire à la fois les Territoires occupés et de l'Etat d'Israël avant 1967, c'est le droit à l'autodétermination de la population palestinienne en Jordanie aussi, où elle est majoritaire. Qu'on ne nous agite pas l'épouvantail qui consiste à citer certains sionistes disant que les Palestiniens n'ont qu'à prendre le pouvoir en Jordanie et abandonner la Palestine, pour rejeter cette idée. Nous sommes pour le renversement de la monarchie jordanienne et pour un pouvoir, — non pas "palestinien", mais palestino-jordanien — des travailleurs.

C'est aussi le droit à l'autodétermination des Palestiniens partout où ils sont

majoritaires, c'est-à-dire y compris à l'intérieur des frontières de 1948, de l'Etat d'Israël, comme dans le Triangle ou la Galilée, régions d'Israël où une majorité de la population est arabe. Ces régions ont parfaitement le droit de faire sécession de l'Etat d'Israël et de se rattacher à l'Etat palestinien, qui d'ailleurs serait évidemment leur option majoritaire si on leur reconnaissait ce droit-là.

Finalement, c'est le droit pour les réfugiés palestiniens qui le désirent de pouvoir

nationaliste des problèmes de l'oppression ethnique qui se posent sur la planète.

Quel était le dilemme du sionisme à partir de 1967 ? L'Etat d'Israël n'a jamais accepté ses frontières de 1948 comme définitives, pas d'un point de vue mystique, mais du point de vue de la "sécurité" d'Israël, en expliquant qu'il y a 14 kilomètres au point le plus étroit entre la mer et la frontière, que c'était dangereux, etc. A l'occasion de la guerre de juin 1967, l'Etat d'Israël a occupé un vaste territoire supplémentaire. Mais cette fois-ci, la majorité de la population palestinienne n'a pas fui.

Elle avait assimilé les leçons de l'exode de 1948, quand les Palestiniens étaient partis en croyant qu'ils allaient revenir, en emportant leurs clés : « *On part, on attend la fin des combats et on revient.* » Ils ont compris cette leçon et sont restés sur place en 1967.

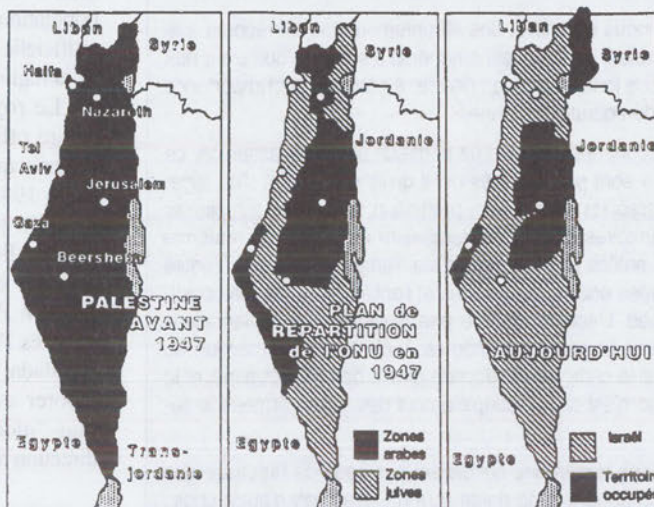
Israël s'est donc retrouvé avec un os en travers de la gorge, difficile à avaler, et c'est pour cela qu'il n'y a jamais eu annexion officielle de Gaza et de la Cisjordanie (excepté Jérusalem-Est), tout simplement parce qu'une annexion de ces territoires, avec leur population

palestinienne, impliquerait qu'on octroie à celle-ci la citoyenneté israélienne, ce qui changerait radicalement l'équilibre démographique d'Israël, avec dans deux décennies, du moins peut-être, une majorité arabe, vu la différence entre les taux de croissance des populations arabes et israélienne.

Le dilemme du sionisme

Face à ce dilemme du sionisme après 1967, trois positions se sont dessinées en Israël, dont deux sont cohérentes et la troisième, tout à fait incohérente, reste à cheval entre deux chaises.

La première position cohérente, extrême ou fascisante dans la tradition de Jabovinski, c'est : « *Foutons-les dehors* » c'est le "transfert" comme on l'appelle en Israël, position qui était représentée dans le gouvernement Shamir. Pour ces gens-là, "Judée" et "Samarie" sont des terres



aller s'installer sur le territoire de Palestine, sans subir d'oppression, mais sans y aller avec "la clé de l'ancienne maison quittée en 1948" pour en déloger ceux qui s'y trouvent, si toutefois elle existe encore. Répétons-le, il y a assez de place au soleil pour tout le monde.

Le droit de vivre sans oppression, c'est un droit que nous défendons partout : le droit à l'immigration, encore plus imprescriptible pour ceux dont c'est la terre à l'origine. Une des clés du sionisme, c'est ce qu'on appelle la "loi du retour", qui dit que n'importe quel juif, qu'il soit falacha d'Ethiopie, juif des Indes, juif russe ou juif originaire de Pologne, a automatiquement le droit, non seulement au "retour", mais à une nationalité immédiate en Israël.

Le droit au retour

Par contre, ceux qui étaient là depuis des siècles et qui ont été expulsés en 1948 n'ont pas le droit de revenir. Il faut inverser cette loi du retour, tout simplement, sans sans pour autant annuler la première loi. Je veux dire par là que je ne suis pas contre le droit des juifs, qui se sentant opprimés là où ils sont, décideraient d'aller s'installer dans un autre Etat, que ce soit Israël, les Etats-Unis ou ailleurs (4). Cela fait partie d'une vision démocratique inter-

2) Il faut distinguer entre la "désionisation", acceptable en tant que programme de luttes démocratiques en Israël même, et l'idée d'une "désionisation" de l'Etat, au sens réformiste, sans démanteler ses structures fondamentales.

3) Ahmed Jibril, dirigeant du Front populaire/commandement général (FP/CG), basé en Syrie.

4) La majorité des juifs de Russie et d'Ukraine souhaitent s'installer aux USA. Le gouvernement des Etats-Unis, de concert avec les gouvernements sioniste et russe, leur a fermé cette porte au nez pour les canaliser, vers Israël.

Troisième lettre aux masses palestiniennes*

J'ai bien précisé dans ma lettre précédente que les défaites successives des Palestiniens ne sont pas dues uniquement aux agresseurs, mais renvoient aussi à notre négligence et notre sous-estimation de nos capacités propres, et au fait que nous comptions sur des soutiens extérieurs (...)

Il y a deux semaines, notre direction nationale a pris connaissance d'un accord de principe passé entre des représentants de l'OLP et des représentants du gouvernement israélien, lors de séances secrètes qui se sont tenues dans la capitale norvégienne. Cet accord avait été approuvé par le gouvernement israélien et des pays arabes et attendait l'approbation de la direction de l'OLP, de son CE et du CC. Cette période cruciale nous fait endosser des responsabilités importantes.

1) Nous devons exprimer sincèrement et loyalement notre avis sur la substance de cet accord et ses éventuels risques.

2) Nos divergences ne doivent pas nous amener à des affrontements ou au recours à la violence, car seuls nos ennemis en tireraient parti. Et cela amènerait à semer le doute sur nos aptitudes à nous libérer et à exercer notre indépendance ; j'insiste à nouveau sur l'importance de notre réorganisation sur des bases démocratiques saines.

(...) Israël prétend ne pas être un occupant et l'accord ne contredit pas cette assertion, ce qui revient à dire que les Territoires ne sont pas occupés mais qu'ils sont l'objet d'un litige, alors qu'il serait important d'exiger qu'Israël renonce à cette prétention, qu'il cesse d'implanter des colonies dans l'ensemble des Territoires, y compris Jérusalem (...). L'accord renferme une reconnaissance implicite de deux entités distinctes dans les Territoires occupés, l'entité Israël-colonies de peuplement, implantées encore aujourd'hui, et l'entité palestinienne constituée par les villes et les villages arabes. L'accord confère une légitimité aux implantations israéliennes illégales dans les Territoires occupés eux-mêmes. Il n'est pas fait mention du retrait total des Territoires occupés dans le cadre de la seconde phase des négociations, et le retrait des territoires de Gaza et Jéricho n'est qu'un redéploiement des forces armées israéliennes dans des zones précises.

(...) On ne peut faire abstraction de ces remarques qui étaient à la base de l'impasse des dix rounds de négociations. On nous répondra sans doute qu'il n'y avait pas d'autre choix, qu'Israël tire les ficelles et continuera d'agir comme il l'entend, étant données ses capacités militaires, que ni nous, ni les Arabes ne pouvons et ne pourrions égaler dans un futur proche, et que le mieux que nous ayons à faire est de nous raccrocher au "possible", quitte à le faire évoluer et le transformer. Cette logique est d'une certaine façon insensée et inacceptable puisque notre acquiescement légitime l'inacceptable et l'illégitime. Et il minimise l'importance et l'urgence de nos droits naturels à l'autodétermination et à une entité indépendante, ainsi qu'à la défense de nos frères réfugiés. ★

* Lettre d'Haïdar Abdel Chafi publiée dans la presse

disait, en septembre 1982 : « Il faut dans les Territoires occupés en 1967, une entité palestinienne rattachée à la Jordanie », et bien sûr dans la politique de Bush.

Après beaucoup de tentatives infructueuses, les rapports de forces ont évolué au Moyen-Orient au détriment du roi Hussein, l'empêchant d'aller de l'avant, de progresser dans cette direction-là. Et l'Intifada a complètement bouleversé ces rapports de forces à partir de 1988, en suscitant même une crainte de contagion en Jordanie, la grande inquiétude du roi Hussein. N'oublions pas que la majorité de la population de Jordanie, entité encore plus artificielle que la plupart des autres entités de la région, est palestinienne.

Le royaume de Jordanie s'est donc séparé officiellement, en 1988, de la Cisjordanie qu'il avait annexée, après la guerre de 1948. L'Intifada a donc mis fin à l'option jordanienne, telle que l'entendaient Allon et son successeur, celui qui a toujours été son disciple sur ce plan-là, Shimon Pérès. L'option jordanienne — sans les Palestiniens — étant morte avec l'Intifada, il fallait trouver autre chose, collaborer avec la seule autre direction, la plus "modérée" après le roi Hussein, la direction de l'OLP.

...à l'accord de Washington

La reconnaissance et les négociations d'Israël avec l'OLP ne datent pas d'hier, mais ont commencé très officiellement, à la fin octobre 1991, quand Bush *imperator* a inauguré officiellement la Conférence de Madrid. Tout le monde savait parfaitement que la délégation palestinienne à ces négociations agissait directement sur les directives de l'OLP. C'était une reconnaissance officieuse, mais indirecte.

Aujourd'hui, elle est officielle. Rabin-Pérès ont compris qu'ils pouvaient obtenir plus d'Arafat dans son exil doré que des délégués de l'intérieur soumis à la pression de l'Intifada. Ils ont choisi de contourner ces derniers, négociant secrètement avec Arafat. D'ailleurs, vous pouvez remarquer qu'on ne parle plus du chef de la délégation, Haïdar Abdel Chafi, de Gaza, qui a critiqué les accords, qui ne s'est pas rendu à Washington, par sens de la dignité personnelle sans doute. On n'en parle plus, les médias l'ont gommé (voir encadré).

Un autre facteur s'est combiné à l'impact de l'Intifada et au changement de majorité en Israël. C'est l'évolution de l'OLP, et de sa composante principale, le Fatah, une organisation fondée par un noyau de militants de la mouvance inté-

5) Voir *Inprecor* n° 366 de février 1993.

bibliques. Le problème démographique se règle par l'expulsion.

La deuxième position, incohérente, est celle du Likoud. On garde les territoires parce que c'est la "Judée et la Samarie", mais on ne donne pas la citoyenneté aux populations, on n'annexe pas officiellement, on crée une sorte d'apartheid. Le chef historique du Likoud, Begin, avait reconnu le principe de l'autonomie des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza. C'est inscrit noir sur blanc dans les accords de Camp David qu'il a signés en 1979, ce n'est pas nouveau.

La troisième position, cohérente, est celle des travaillistes, que je préfère appeler "sionistes éclairés" : on garde le contrôle militaire et stratégique des Territoires, au moyen des colonies stratégiques maintenues et des bases militaires. On filtre tous les points d'accès, on assure donc la "sécurité" d'Israël, mais on se débarrasse des zones peuplées.

A l'origine, c'était le fameux plan Ygal Allon, le ministre des Affaires étrangères de Rabin en 1974. Comme quoi, l'histoire a plus de continuité qu'on ne croit ! Il prévoyait l'évacuation des zones peuplées, le maintien du contrôle militaire sur la Cisjordanie et Gaza et le rattachement des zones évacuées à la Jordanie. A cet égard, il y a aujourd'hui une différence importante.

Du plan Allon...

Le plan Allon, encore appelé "option jordanienne", a été formulé après que le roi Hussein ait écrasé les Palestiniens en 1971 sur son territoire. A partir de là, il semblait possible de formuler un tel plan. C'est ce qu'ont fait les travaillistes à l'époque. On retrouvera des traces de ce plan dans les accords de Camp David, on en retrouve l'écho direct dans le plan Reagan, ce grand libérateur des peuples, qui

griste des Frères musulmans, dont Yasser Arafat lui-même. Certains travaillaient dans les pays du Golfe et ont fondé cette organisation à l'époque où l'intégrisme était l'arme des Saoudiens contre Nasser. Le Fatah, au départ, était une sorte de vecteur anti-nassérien, pratiquant une surenchère nationaliste sur Nasser, mais avec une idéologie islamique droitière (5).

L'OLP "cinq étoiles"

Cette organisation a eu le mérite, ou l'avantage historique, d'avoir la première lancé la lutte armée en 1965, avec tout l'impact psychologique que cela représente pour un peuple opprimé. C'est ainsi qu'après la guerre de 1967, face à la radicalisation de masse des peuples arabes en réaction à la défaite des régimes arabes, l'Arabie Saoudite a choisi de mettre le paquet sur le Fatah, et l'a inondé de dollars, par dizaines puis centaines de millions de dollars annuels : il n'y a pas un seul mouvement de libération dans l'histoire qui ait été aussi riche et aussi corrompu. L'OLP "cinq étoiles", comme disent les militants de l'intérieur, est une réalité.

Le Fatah a connu une bureaucratisation bourgeoise extrêmement rapide qui fait que cette organisation s'est mariée avec l'OLP, fondée en 1964 par la Ligue des Etats arabes. Le Fatah a épousé en même temps le capitalisme palestinien de la diaspora et la bourgeoisie palestinienne des Territoires occupés en 1967. Il est devenu la fraction hégémonique de l'OLP, qui n'a jamais eu un fonctionnement démocratique parce que la composition de ce qui est son organe le plus large est décidée par le sommet. C'est officiel, ce n'est pas une perversion du centralisme démocratique, c'est la direction qui désigne la base.

Cette organisation avait une marge de manœuvre, délimitée d'une part par la pression des masses palestiniennes, de l'autre par celle de ses bailleurs de fonds arabes, et c'est dans cette marge-là qu'œuvrait la direction du Fatah. C'est ce qui fait que pendant longtemps, — parce qu'elle savait que sa force venait du fait qu'elle dirigeait la lutte palestinienne, en tant que dirigeante majoritaire des masses palestiniennes, et qu'elle pouvait représenter cette lutte —, elle a dû la représenter partiellement, jusqu'à un certain degré, pour, en même temps, bénéficier du soutien des régimes qui comptent parmi les plus réactionnaires du monde, dont l'Etat le plus réactionnaire de la planète, l'Arabie saoudite.

Cette direction a pu rester à la tête de la lutte des masses palestiniennes, parce qu'elle tenait compte de la pression de ces

masses. Mais plus elle était coupée de sa base, moins cette pression jouait, et plus elle pouvait aller dans le sens naturel de ses intérêts sociaux, ceux d'une bureaucratie embourgeoisée, d'un appareil d'Etat sans Etat, qui réclame un territoire.

Ce territoire devra être inondé de dollars, pour étouffer ce brasier de la politique moyen-orientale, qui a été un des principaux facteurs de radicalisation au Moyen-Orient depuis des décennies.

Il y a eu "septembre noir" en Jordanie, étape décisive dans la dégénérescence bureaucratique de l'institution Fatah/OLP. Cela avait commencé bien avant, mais la coupure entre la bureaucratie et les masses en Jordanie a été essentielle. La deuxième étape décisive, c'est l'évacuation de Beyrouth en 1982. L'appareil se retrouve alors en exil loin des masses palestiniennes, avec ses dollars. Il n'a plus de base exerçant sur lui une pression directe.

Après la guerre du Golfe, nouveau changement du rapport de forces, à cause de la guerre américaine certes, mais aussi par la gaffe monumentale d'Arafat, qui a misé sur Saddam Hussein, pour se retrouver ensuite dans une situation où il doit s'aplatir totalement devant ses bailleurs de fonds saoudiens pour qu'ils reprennent le financement de sa bureaucratie et devant le gouvernement américain bien entendu, qu'il courtise depuis des années, faisant l'éloge public de Reagan en 1982, puis de Bush.

Il semble même, selon la presse américaine, qu'il avait projeté de remettre son pistolet en public à Bill Clinton, qui n'a pas beaucoup apprécié la suggestion. Mais elle est éloquente par rapport à la nature du personnage Arafat.

Redéploiement militaire

Les accords actuels sont un plan Allon modifié. Israël ne traite plus avec la Jordanie en passant par-dessus les Palestiniens. Rabin-Pérès ont négocié avec une direction de l'OLP qui, bien sûr, n'a rien à voir avec ce qu'a pu être cette direction quand elle représentait une direction de lutte, bourgeoise, nationaliste, mais une direction de lutte quand même.

Le plan actuel prévoit non pas le retrait de l'armée israélienne des Territoires occupés en 1967, mais un redéploiement, et les termes ne sont pas choisis au hasard. Il est hors de question que l'armée se retire intégralement de ces territoires. Elle restera sur toute une série de points stratégiques, notamment le long du Jourdain, une ligne stratégique essentielle pour Israël, et elle évacuera les zones peuplées.

Ce redéploiement avait même été demandé par l'ex-chef d'Etat-majour de

l'armée israélienne, Dan Shomron, qui disait : « On y fait la police, on est en train de gangréner notre armée, notre "Haganah," notre gloire, qui n'est pas une police. On n'a qu'à sortir des zones peuplées et laisser les Palestiniens se débrouiller entre eux. On les encerclera. On contrôlera tout. Ils ne sont pas une menace pour nous puisqu'ils ni armes lourdes, ni projectiles » (6). Lancer des pierres, c'est bien quand vous avez l'armée qui rentre dans vos rues, mais si l'armée est stationnée à quelques kilomètres, il faut tout autre chose que des pierres pour la combattre.

C'est l'esprit des accords actuels, la différence étant que le rôle qu'on voulait faire jouer par le roi Hussein va être joué par la direction Arafat, dont Israël et Washington ont compris qu'elle représente la meilleure option. Cela fait plusieurs mois, selon *Newsweek*, que le roi Hussein a détaché des éléments de sa garde rapprochée pour protéger Arafat et que le Mossad israélien et la CIA contribuent à sa protection. Il est devenu la poule aux œufs d'or, maintenant, celui qui va faire ce dont on a besoin.

Une "puissante police"

Les accords prévoient une "puissante police", pas d'armée, rien qui puisse menacer la sécurité de l'Etat d'Israël, pas de projectiles, ni d'armes lourdes. Pour cette tâche de police, Rabin, Pérès et Arafat ne comptent pas sur la population de l'intérieur. Subitement, Israël, qui a toujours refusé le retour des réfugiés dans les Territoires de 1967, accepte qu'Arafat amène des Palestiniens de l'extérieur.

Il s'agit des troupes de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), stationnées en Jordanie et en Egypte, rattachées aux armées jordanienne et égyptienne, qui sont les troupes palestiniennes les plus conservatrices, les plus "bêtes et disciplinées". On va apporter 17 000 soldats pour contrôler Gaza et 4 000 pour la petite ville de Jéricho.

Arafat n'a pas confiance dans les gens de l'intérieur, Israël non plus, bien sûr. Ils font venir une armée de formation jordanienne et égyptienne pour contrôler les territoires, pour réprimer toute velléité de lutte de la part de ceux qui vont considérer, à juste titre, que la lutte ne peut pas s'achever ainsi, qu'on ne peut admettre qu'il y ait des colonies maintenues, que l'armée reste dans les Territoires occupés en 1967. Ceci sans parler des autres, des réfugiés de 1948 ! Gaza est peuplée dans sa grande majorité de réfugiés de 1948, donc de gens

6) La Haganah, est la branche militaire du sionisme officiel, fondée en 1936.

Sombres augures

C'est au sujet des forces de police prévues par l'OLP que les Palestiniens des Territoires sont le plus inquiets. Elle sera largement recrutée au sein d'unités militaires stationnées à l'extérieur du pays. « Ces gens n'ont aucune expérience d'une société civile » en dit Fateh Azzam, membre d'El Haqq, un groupe de défense des droits de l'homme. Beaucoup de ces futurs policiers ont été entraînés en Egypte, dont les forces de sécurité sont connues pour leur respect des droits de l'homme ! La blague en vogue à Tunis ces derniers jours est que la première chose que fera Arafat à Gaza sera de détruire la prison centrale israélienne de quatre étages, tant honnie, et de la rebâtir sous terre pour ses propres ennemis. Les Palestiniens des Territoires, eux, n'en rient pas du tout. *

* *Newsweek*, 27 septembre 1993

qui, avant 1967, luttèrent pour leurs droits alors qu'ils n'étaient pas sous occupation israélienne. Il y a aussi beaucoup de camps de réfugiés de 1948 en Cisjordanie, sans oublier cette fraction majeure du peuple palestinien qui vit dans les camps de Jordanie, du Liban, et de Syrie.

Quant à l'option jordanienne, elle n'est pas totalement enterrée. Arafat et l'OLP se sont prononcés officiellement, depuis des années, pour une "confédération" jordano-palestinienne. Posons-nous une question, d'ailleurs : le choix de Gaza, cauchemar de l'armée, est compréhensible ; mais pourquoi la petite ville de Jéricho ? Ce n'est pas parce qu'Arafat en a fait le tour avec une trompette, mais tout simplement parce que c'est l'agglomération palestinienne la plus proche de la frontière jordanienne.

Pour mettre en place l'option jordanienne amendée, on fait d'abord le test avec les deux territoires. Si l'OLP d'Arafat se montre capable de contrôler la situation, on continue, sinon on arrête le processus. Schlomo Gazit, ex-chef du Mossad, a déclaré à *Newsweek* qu'il a confiance dans la capacité des Palestiniens d'Arafat de contrôler la situation. Mais Israël se réserve un droit de poursuite sur les Territoires palestiniens ou de poursuite indirecte : la coordination entre les Mossad-Shin Beth et les services de l'OLP a déjà commencé pour indiquer qui sont les trouble-fête et demander à la police de l'OLP de les "neutraliser".

Nous sommes donc devant un cas pire que le cas classique de la "décolonisation" où une bourgeoisie coloniale arrive au pouvoir et fonde un Etat bureaucratique

bourgeois. Ici, dans une certaine mesure, on aura affaire à un bantoustan. L'OLP devra agir, ne serait-ce qu'en vertu du rapport de force, comme le prolongement de la politique israélienne, de la répression israélienne, par d'autres moyens. On va remplacer un type de répression par un autre (voir encadré).

Vers un marché commun

Dernier élément de ce plan mentionné par Shimon Pérès à Washington : le marché commun jordano-palestino-israélien. L'Etat d'Israël pense pouvoir développer des rapports de type impérialiste ou sous-impérialiste, avec le *Hinterland* arabe, avec entremise palestinienne et jordanienne. Cela existe déjà, marginalement : de la marchandise israélienne est écoulée sous d'autres étiquettes sur les marchés arabes. Bientôt, cela se fera officiellement, au grand jour.

C'est un bon pari pour le capitalisme israélien, pour la bourgeoisie israélienne, ainsi que pour la bourgeoisie compradore palestinienne qui est représentée par Arafat et l'a soutenu (voir l'article d'Adel Samara).

Faut-il par conséquent se lamenter ? Certes non. On peut raisonnablement croire qu'il créera une dynamique meilleure pour la lutte des classes, d'une part au sein de l'Etat d'Israël en désamorçant "l'esprit de ghetto", et d'autre part, au sein du peuple palestinien, un des peuples de la région qui n'a pas connu d'organisation autonome de classe dans son histoire. Mais estimer que les accords peuvent améliorer les conditions de la radicalisation sociale n'implique pas qu'on les approuve.

Si Carter l'avait emporté sur Reagan en 1980, cela aurait été probablement meilleur pour la lutte des classes aux Etats-Unis, mais ceux qui en déduisent qu'il fallait soutenir Carter contre Reagan aux élections, font un saut qualitatif extrêmement grave. Une chose est de dire : objectivement, cette solution bourgeoise est préférable à cette autre solution bourgeoise, parce qu'elle est moins répressive, etc. Autre chose est la logique du moindre mal qui fait soutenir, par exemple, un capitaliste modéré contre un fasciste. Il n'y a pas à choisir.

Dans toute question de ce genre, il doit y avoir un dénominateur commun, modulable dans sa forme d'expression en fonction des situations. C'est de l'internationalisme abstrait que de croire qu'on peut avoir la même position avec les mêmes formulations des deux côtés de la barrière d'une guerre de libération nationale, par exemple. C'est abstrait parce qu'on

n'a pas les mêmes tâches, parce qu'on n'affronte pas les mêmes problèmes.

Le fond commun, aujourd'hui, devrait être de dire que ces accords sont le produit d'un rapport de forces qui en fait un diktat, parce qu'ils ne reconnaissent pas les droits minimaux du peuple palestinien, le droit à l'autodétermination, le droit des réfugiés de 1948, etc. C'est aussi de dire que c'est au peuple palestinien de décider souverainement et démocratiquement s'il se satisfait de tels accords dans sa totalité, y compris ses 60 % qui ne sont pas sur le territoire actuel de la Palestine historique.

De l'extérieur, il faut affirmer que nous nous engageons à soutenir le droit des Palestiniens à continuer la lutte contre la présence des colonies, et de l'armée israélienne dans les Territoires occupés en 1967. C'est une lutte juste que nous soutiendrons contre toute répression, y compris, bien sûr, contre la répression bourgeoise palestinienne qui se prépare.

Notre attitude

Recourrons à une analogie historique, avec toutes les limites du genre. Imaginons que par des "effets spéciaux", Arafat signant à Washington, se transforme en Trotski, et Washington en Brest-Litovsk. Sur Brest-Litovsk, qu'a dit Rosa Luxemburg qui militait dans le pays impérialiste ? Elle a dit je comprends que les bolchéviques signent ce traité parce qu'ils ont le couteau sous la gorge. Néanmoins, c'est mon devoir, moi révolutionnaire en Allemagne, de dire : c'est un diktat de l'impérialisme allemand, absolument scandaleux, contre lequel il faut nous battre. Voilà une attitude correcte.

Au-delà de ce qu'il faut dire sur les accords eux-mêmes, tout dépend du contexte politique où on se situe dans chaque pays. Evidemment, dans la région arabe, les révolutionnaires auront un langage très dur par rapport à la direction de l'OLP qui fait partie du concert des régimes arabes. Par contre, du côté israélien, il faudra, bien entendu, adopter un ton tout à fait différent. Il faut surtout dénoncer les accords comme diktat sioniste en disant : c'est le droit des Palestiniens de penser, éventuellement en majorité, qu'il faut accepter cela, mais c'est notre devoir de dire que c'est un diktat qui ne reconnaît pas les droits légitimes et imprescriptibles du peuple palestinien.

Tout ce qui va au-delà du dénominateur commun, qui est la dénonciation des accords eux-mêmes, est modulable selon le contexte dans lequel on lutte. ★

18 septembre 1993

Diktat ou compromis historique ?

La poignée de main entre le président de l'OLP, Yasser Arafat, et le Premier ministre Yitshak Rabin est certainement une de ces images qui marquent un tournant historique. Mais c'est l'histoire qui déterminera si ce tournant aura été le début de la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, ou, au contraire, la fin de l'espoir d'une émancipation pour ce peuple martyr, mutilé et dispersé aux quatre coins du globe.

Michel WARSCHAWSKI

En écoutant les correspondants et les "experts", il semblerait que le dilemme n'existe pas : Israéliens et Palestiniens se serrent la main aujourd'hui pour établir la coexistence fraternelle et pacifique demain. Comme c'est beau ! Comme c'est facile ! Malheureusement, la réalité est beaucoup plus complexe, et les points d'interrogation bien plus nombreux que les certitudes optimistes. Tout se passe comme si ceux qui, hier encore, dénonçaient avec ironie le "déterminisme historique marxiste" et les conceptions qui affirmaient l'"inéluçtabilité de l'histoire", avaient, l'espace d'un show de la CNN, retrouvé les accents perdus des disciples de Staline.

L'accord mène inéluctablement à l'autonomie, disent-ils, sûrs d'eux-mêmes, et celle-ci ne peut déboucher que sur un Etat palestinien indépendant, sur l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les dénégations virulentes de Yitshak Rabin ne sont que des écrans de fumée visant à tromper sa droite, ou, dans le pire des cas, une erreur de jugement.

Dans un accord visant à mettre fin à cent ans de conflit, il faut faire des compromis, et ces compromis sont toujours le reflet, parfois déformé, d'un rapport de forces entre les différentes parties. Le fait même qu'il y ait un accord israélo-palestinien est le résultat de l'impossibilité par l'Etat d'Israël d'écraser le soulèvement national palestinien et de continuer à nier l'existence d'un peuple palestinien ayant



des droits sur la terre de Palestine, mais aussi de l'incapacité du mouvement national palestinien, après un quart de siècle, de réaliser son droit à l'autodétermination en brisant les structures coloniales et racistes de l'Etat sioniste.

L'accord israélo-palestinien est le produit combiné des deux événements politiques les plus importants des dix dernières années au Proche-Orient : l'Intifada et la guerre du Golfe. L'Intifada, ce soulèvement extraordinaire des masses palestiniennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza, a réussi à détruire le *statu quo* qui s'était établi pendant près de vingt ans, et à imposer à l'opinion publique israélienne et à la "communauté internationale" de discuter des modalités d'un retrait israélien des Territoires occupés et d'une solution à la question palestinienne. C'était l'Intifada qui donnait, en 1988, au Conseil national palestinien, le courage de déclarer la formation de l'Etat de Palestine sur les territoires encore occupés par Israël.

Un accord inégal

C'est le nouveau rapport de forces régional et international produit par la désintégration du bloc soviétique et la guerre du Golfe qui, trois ans plus tard, réduit cet Etat palestinien à négocier, en Administration palestinienne autonome. Ce que l'on a appelé la "formule de Madrid" est donc le produit combiné de deux facteurs de poids inégal : la montée de la lutte palestinienne de libération dans

les Territoires occupés, d'une part, et de l'autre, le renforcement substantiel de l'hégémonie américaine au Proche-Orient, avec, en particulier, l'alignement de la Syrie sur l'orbite américaine, et la réduction massive du soutien financier de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe.

Le choix imposé, à ce moment-là, au Comité exécutif de l'OLP, n'était pas simple : « *C'est à prendre ou à laisser* » avait dit le secrétaire d'Etat américain, James Baker, aux envoyés de Yasser Arafat. Malgré les conditions draconiennes incluses dans la formule de Madrid, ce dernier décidait qu'il n'y avait pas d'autre choix, et rien ne permettait de laisser penser à une amélioration prochaine du rapport de forces, au contraire : la Syrie annonçait qu'elle irait à Madrid, avec ou sans les Palestiniens, l'Intifada marquait le pas, et l'Arabie saoudite coupait les vivres.

Draconiennes, elles l'étaient, les conditions imposées par Shamir et acceptées par le secrétaire Baker et le président Moubarak : négocier un statut d'autonomie pour cinq ans, sans garantie aucune sur ce que serait la situation après cette période intermédiaire ; aucun engagement du côté israélien concernant un retrait futur des Territoires occupés, alors que les Palestiniens devaient s'engager à un cessez-le-feu immédiat ; pas d'arrêt du processus de colonisation ; l'OLP disqualifiée comme partenaire, tout en ayant le droit de désigner la délégation venant des Territoires occupés. L'accord signé à Washington par Shimon Pérès et Abou Mazen, s'il

déborde un peu les limites imposées à la Conférence de Madrid, reste dans le cadre défini par James Baker : Israël s'engage à retirer, en l'espace de neuf mois, ses forces militaires d'une grande partie des Territoires occupés où s'établira une administration palestinienne autonome, en échange de quoi, l'OLP s'engage à tout faire pour imposer la fin de la lutte dans et hors des Territoires occupés, et à reconnaître la légitimité d'Israël.

Les concessions faites par Abou Mazen et son équipe à Oslo sont substantielles : ils acceptent le principe d'autonomie, avant même de s'être mis d'accord avec Israël sur son contenu ; ils acceptent la présence des colons dans le territoire palestinien autonome, avec un statut extraterritorial ; ils acceptent la reconnaissance, alors qu'Israël ne s'est pas engagé à un retrait, même lointain, des Territoires occupés en 1967 ; et surtout, ils acceptent de débarrasser Israël de la bande de Gaza — le seul endroit où la résistance est efficace et crée des problèmes sérieux au gouvernement israélien et à son armée — avant de recevoir le contrôle de la Cisjordanie, sauf l'enclave de Jéricho, que Yitshak Rabin décrit, avec la vulgarité qui le caractérise, comme un « *minuscule rien-du-tout* ».

Compromis historique...

Hormis ce "rien-du-tout" que représente Jéricho, la seule concession substantielle faite par Israël est la reconnaissance de l'OLP. Il s'agit là, c'est indéniable, d'un tournant majeur pour l'Etat juif, dont les implications, au niveau de la société israélienne, sont profondes. A travers l'OLP — et ceci apparaît tout au long de la partie déclarative des accords d'Oslo — c'est, avec plus de 50 ans de retard, la reconnaissance d'un peuple palestinien ayant des "droits nationaux égaux" sur la terre de Palestine ; c'est le début d'un processus de "ré-humanisation" de l'entité palestinienne ; c'est la légitimité donnée par le gouvernement israélien aux symboles nationaux palestiniens, aux combattants et aux dizaines de milliers de martyrs de la cause palestinienne.

Mais là aussi le prix payé en échange par la direction de l'OLP est énorme : cautionner la conception israélienne de l'histoire du conflit israélo-palestinien, réduit pour l'essentiel à une lutte terroriste contre la communauté juive d'Israël, sans raison apparente, et surtout sans justification. C'est à juste titre que les familles des martyrs palestiniens se sentent profondément offensées : « *Alors, nos fils et nos filles n'étaient que de vulgaires terroristes, tombés sous les balles ennemies dans une lutte*

qui n'avait aucun sens, aucune valeur ? » A écouter le président de l'OLP et Bassam Abou Sharif, son conseiller et porte-parole, on serait tenté de croire que toute cette lutte n'était qu'un immense gâchis, où les Palestiniens seraient tombés à cause d'un malentendu, ou des erreurs de leurs dirigeants ou, pire, pour s'être opposé à l'existence de juifs en Palestine, sans aucune raison si ce n'est un racisme primaire.

...ou compromis avec l'histoire ?

Lorsque Yasser Arafat et le Conseil national palestinien (CNP) d'Alger de 1988 offraient à Israël un "grand compromis historique", il ne s'agissait pas d'effacer le passé ou de réécrire l'histoire, mais de tourner une page douloureuse, et, ensemble, de reconstruire l'avenir. Pour un véritable compromis historique entre les deux peuples de Palestine, il faut que le peuple israélien et ses dirigeants aient le courage de regarder le passé, ancien et récent, avec honnêteté et, s'il ne peut être réparé, du moins demander pardon ; alors, et alors seulement, les mères palestiniennes pourront, non pas oublier, mais du moins tourner la page.

Il ne pourra y avoir de compromis historique entre les peuples fondé sur un compromis sur l'histoire ; tout au plus un accord entre gouvernements, lourd de malentendus et de ressentiments, gros de nouveaux conflits.

L'OLP qu'Israël reconnaît enfin, est une organisation exsangue, au bout du rouleau. Pour certains de ses dirigeants et fondateurs, tels Hani El Hassan ou Shafik El Hout, elle n'est plus qu'une ombre, une carcasse vide de tout contenu. Le pari de Yasser Arafat et de celui qui apparaît de plus en plus comme le numéro deux de la centrale palestinienne, Abou Mazen, est de remplacer l'OLP par un appareil d'Etat en Palestine, qui, de Jéricho et de Gaza, pourrait continuer à représenter et à diriger le peuple palestinien tout entier.

L'exemple suivi plus ou moins consciemment est celui du mouvement sioniste qui, dans les années 30, a remplacé la direction sioniste de l'extérieur par la Histadrout — structure pré-étatique en Palestine sous mandat britannique — comme centre de décision et de pouvoir pour préparer l'indépendance. C'est une expérience qui a réussi, vu qu'en moins de quinze ans, le sionisme créait l'Etat d'Israël sur près des trois quarts du territoire palestinien.

Reste, évidemment, à savoir si les conditions sont les mêmes et les rapports de force identiques, ce qui n'est pas l'avis d'une partie importante de la direction

palestinienne, y compris dans le propre courant de Yasser Arafat, le Fatah : Shafik El Hout, ambassadeur de l'OLP à Beyrouth et Mahmoud Darwish, ministre de la Culture au Comité exécutif de l'OLP viennent de démissionner de leurs postes respectifs.

Hani El Hassan, membre fondateur du Fatah et dirigeant historique de ce mouvement est depuis Madrid en dissidence ouverte, les chefs militaires au Liban n'acceptent plus l'autorité des dirigeants de Tunis, et même Abou Lotf (Farouk Kaddoumi), ministre des Affaires étrangères de l'OLP, a voté contre l'accord, mène sa politique, indépendamment des décisions du Comité exécutif. A quoi il faut évidemment ajouter le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique, ainsi que les organisations, moins importantes numériquement, qui se situent hors du cadre de l'OLP.

Les Palestiniens de l'extérieur ne manifestent aucun enthousiasme pour l'accord d'Oslo, qui les ignore superbement, même s'ils représentent la majorité du peuple palestinien, et s'ils ont constitué pendant plus de deux décennies, la base du pouvoir et de la représentativité de l'OLP.

Les réactions palestiniennes

Ce silence éloquent est la base de la critique des adversaires d'Arafat qui l'accusent de tourner le dos aux Palestiniens de l'extérieur, au profit d'une entité politique pour les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ; ce faisant, il détruirait l'acquis le plus important de l'OLP : l'unification du peuple palestinien en une seule nation et un seul mouvement national. C'est ce que certains appellent la "kurdisation" des Palestiniens.

Les Palestiniens de l'intérieur sont évidemment plus divisés, et l'enthousiasme décrit par les médias occidentaux est pour le moins exagéré. Le fait de voir l'OLP reconnue, la perspective d'un retrait proche des forces israéliennes, et le droit de brandir ouvertement le drapeau national pour lequel tant de jeunes sont tombés, ont sans doute provoqué une joie spontanée ; mais celle-ci est modérée par un doute sur le bien-fondé du pari de Yasser Arafat, et l'absence de certitude sur les débouchés de l'accord.

« *C'est mieux que rien, et de toutes façons on n'a pas d'autre alternative* », voilà ce qu'en substance affirment les habitants de Cisjordanie et de Gaza, à qui se donne la peine de leur demander leur opinion et ne se contente pas des déclarations euphoriques des notables et des résistants de la dernière heure. L'opposition

organisée aux accords d'Oslo — le FPLP et le Front démocratique d'une part, l'opposition islamiste (Hamas, Jihad islamique) de l'autre — refuse le cessez-le-feu, et revendique son droit de lutter contre l'occupation israélienne tant que celle-ci continue. Elle vient de former un "Front national islamiste", dont l'objectif le plus important est de se donner les moyens d'empêcher un monopole du pouvoir et de l'activité politique par le Fatah de Yasser Arafat. En effet, tout se passe comme si Israël avait reconnu non pas l'OLP, mais Yasser Arafat et son parti, et octroyé l'autonomie non pas aux Palestiniens des Territoires occupés mais au Fatah.

La propagande israélienne et les médias internationaux font tout un battage autour des risques d'une guerre civile lancée par l'opposition, et en particulier les intégristes musulmans. Ces derniers ont pourtant déclaré qu'ils ne verseraient pas le sang de leurs frères palestiniens, ce qui n'est pas évident en ce qui concerne leurs adversaires. En effet, à suivre les festivités et les premières préparations de l'administration autonome, on remarque que ce n'est pas la Palestine libre que l'on célèbre, mais Abou Amar et le Fatah ; des dizaines de milliers de drapeaux palestiniens ont été imprimés avec, en surimpression, "OLP-Fatah" ! Même les courants liés au Fatah dans la délégation palestinienne sont ignorés (1).

La liste officieuse des postes dirigeants de la nouvelle administration ne comprend que des membres du Fatah ou d'ex-collaborateurs ou éléments pro-jordanien. Le docteur Haïdar Abdel Shafi, prestigieux et très populaire chef de la délégation palestinienne à Madrid, co-fondateur de l'OLP et indépendant de gauche, se voit nommé sous-directeur des services de santé à Gaza.

Les réactions en Israël

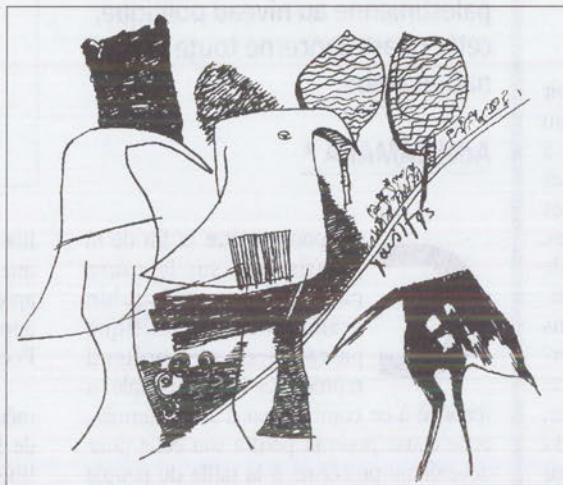
Le meurtre d'Abou Chaabane, cette semaine à Gaza, est attribué par tous les experts à une lutte d'influence interne au Fatah, mais elle laisse surtout entendre que l'attitude du nouveau pouvoir palestinien ne sera pas tendre envers ses opposants.

L'Etat israélien, en tous cas, ne fera rien pour faciliter l'élargissement de la démocratie dans le territoire palestinien autonome, et se charge dès à présent de faire gratuitement de former ses victimes d'hier, pour tout ce qui concerne les tâches de police et de répression.

La reconnaissance de l'OLP par Israël représente un véritable tremblement de terre pour le public israélien. Les ennemis

d'hier deviennent des partenaires légitimes, ceux qui ont été "déshumanisés" pendant plus de deux générations, des voisins avec qui il faut apprendre à vivre. Le drapeau palestinien, pour qui sont tombés des jeunes gens et des jeunes filles flotte librement sur les voitures et les bâtiments, y compris à Jérusalem.

Contrairement aux craintes de Rabin et de son entourage, la grande majorité de la population juive d'Israël est prête à accepter la nouvelle politique du gouvernement, et y voit une source d'espoir, même si cet espoir est atténué par la crainte que cela échoue. Le peuple israélien est fatigué de l'occupation, et la résistance, même si elle marque le pas, continue à entretenir un sentiment d'insécurité et la volonté d'en



finir (2). L'abstention des députés du Likoud, Meir Shitrit et Roni Milo, lors du vote sur les accords à la Knesset, est symptomatique : le premier est très proche de la base populaire de son parti, le second veut se faire élire maire de Tel-Aviv.

Ils sont tous deux conscients de ce que leur base électorale veut entendre. Plusieurs autres députés du Likoud voulaient d'ailleurs s'abstenir également, mais ont dû plier sous les pressions de la direction de leur parti. Celle-ci a fait un choix suicidaire : s'allier à l'extrême-droite religieuse et messianique dans une politique de rejet total de l'accord.

Euphorie à gauche

Dans les grandes manifestations de la droite (jusqu'à 100 000 personnes), on ne voyait que très peu de gens représentatifs de l'électorat populaire du Likoud ; par contre, les intégristes et les groupes d'extrême-droite y étaient hégémoniques. C'est ce qui explique la réaction désabusée de l'ancienne députée du parti de la Thiya : « Le peuple a perdu la foi. Il préfère la paix et la sécurité à Eretz

Israël » (3).

A gauche, c'est l'euphorie : pour les militants du Parti travailliste, du Meretz et de "La paix maintenant", l'occupation est finie, et tout ce qui reste à faire, c'est de renforcer le gouvernement et de soutenir toutes ses initiatives. Seul le Bloc de la Paix, un regroupement de forces de gauche critiques du gouvernement, et défendant clairement la perspective d'un retrait total des Territoires occupés, et la formation d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, défend une politique différente (4).

Tout en ayant une approche positive par rapport aux accords, il ne fait en aucun cas confiance au gouvernement israélien, et se mobilise dès maintenant pour des changements réels dans les Territoires occupés (libération des détenus politiques, retour des bannis, etc.) et pour neutraliser les colons et commencer l'évacuation des colonies. C'est sur la base de ces changements réels que se décidera si l'accord est une première étape vers le retrait total des Territoires occupés, ou un ensemble de méthodes qui permettent à Israël de mieux contrôler les Territoires, avec la collaboration d'une partie de l'OLP.

La LCR face au diktat

Dans sa résolution sur les accords israélo-palestiniens, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) israélienne analyse ces derniers comme un diktat imposé aux Palestiniens par les Israéliens, sur la base d'un rapport de forces particulièrement mauvais, tout en ajoutant que les suites de cet accord dépendent des mobilisations futures, en particulier dans les Territoires occupés, que la nouvelle situation peut d'ailleurs faciliter : « L'heure n'est pas à l'euphorie, ni au désespoir. Elle exige à la fois une lecture de l'accord, mais aussi de la façon dont les masses, palestiniennes et israéliennes, vont vivre la nouvelle situation. » Pour la gauche révolutionnaire en Israël, il ne s'agit en aucun cas de tenter de mobiliser contre l'accord, ce qui d'ailleurs n'aurait aucune signification pratique.

Au contraire, il faut s'appuyer sur la volonté de paix qui existe au sein de la population, pour rendre plus difficile toute tentative du gouvernement d'aller en arrière, et pour lui imposer de dépasser les

1) Le Parti du peuple, ex-Parti communiste palestinien, et le Fida, fraction dissidente du Front démocratique.

2) Voir *Inprecor* n° 372 de septembre 1993.

3) Le Thiya, parti des colons, éliminé de la Knesset lors des dernières élections.

4) Voir *Inprecor* n° 372 de septembre 1993.

rythmes et les limites de l'accord, et de créer un état de fait irréversible. C'est le sens de la campagne lancée, à l'initiative de la LCR, par le Bloc de la Paix pour la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

Une deuxième tâche, qui incombe à la gauche, est de lutter systématiquement contre toutes les tentatives de délégitimer quiconque ne s'aligne pas sur le parti de Yasser Arafat et la ligne officielle de l'OLP. Le travail d'éducation de la majorité des pacifistes israéliens reste à faire : plus que jamais, reconnaître aux Palestiniens le droit d'être, de dire, de penser ce qu'ils veulent, même si ce n'est pas conforme à ce qu'attendent d'eux les Israéliens bien-pensants.

Donner la parole aux peuples

Parallèlement, il s'agit de promouvoir des initiatives qui traduisent, au niveau populaire, la coopération qui commence à se mettre en place au niveau des classes dirigeantes : rencontres, débats, initiatives communes, soutien de comités populaires, etc. Sur ce plan, tout dépendra, une fois de plus, de la capacité de la gauche palestinienne à sortir de l'état de choc dans lequel elle se trouve, et de saisir les opportunités que la situation nouvelle lui offre, pour relancer une mobilisation populaire, non pas sur des problèmes stratégiques du genre "pour ou contre l'accord", mais pour des revendications immédiates de changement (droit à la résidence, arrêt immédiat des confiscations de terres, contre la répression) et sur la participation populaire dans le nouveau cadre qui se crée. « *Nous ne sommes ni pessimistes, ni optimistes. Nous croyons que les masses ont leur mot à dire, et le diront, d'une façon ou d'une autre.* »

Cette conclusion, dans la résolution de la LCR, résume ce qui, à ses yeux, doit être les tâches en Israël et en Palestine, pour tous ceux qui ont combattu pour une paix israélo-palestinienne basée sur l'égalité, le respect mutuel et la coopération entre les peuples. Après que les élites ont déterminé le cadre qui leur semble le plus efficace et le plus rentable, il s'agit de donner la parole aux peuples, et ceux-ci ont les moyens de déborder les cadres qu'on va essayer de leur imposer. La droite israélienne le sait, qui dès à présent se prépare à défendre ses intérêts par une stratégie de tension. Il reste à savoir si les forces de gauche sauront faire de même. ★

Jérusalem, 30 septembre 1993

Paix ou reprise de la lutte ?

La lutte historique entre le projet national arabe et le projet impérialiste sioniste allié à la bourgeoisie commerçante et comprador arabe aborde, avec l'accord "Gaza-Jéricho d'abord", une étape nouvelle sur le front de classe et celui de la lutte nationale.

Bien que centrée sur la question palestinienne au niveau politique, cette phase concerne toute la nation arabe.

Adel SAMARA *

Cela pourrait être la fin de la polarisation sur la cause palestinienne, puisqu'un grand courant politique palestinien, qui prétend représenter tout le peuple, a renoncé à ce combat ; en d'autres termes, cette cause pourrait perdre son éclat pour devenir un problème à la taille du peuple qu'elle représente.

Cette étape a été marquée par l'initiative populaire de l'Intifada, puis par sa canalisation et sa domestication par la direction droitière de l'OLP (direction de Tunis) qui visait à l'empêcher de créer sa culture, sa direction, et son économie propres, pour que les réalisations de l'Intifada soient mises au service du projet du capitalisme palestinien, intégré et dépendant du projet capitaliste mondial dans la région arabe.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le capitalisme récolte les fruits de la lutte des classes nationales et populaires, mais il existe pourtant une particularité palestinienne, à savoir que ce capitalisme a pu renoncer aux droits nationaux d'un peuple sous couvert de le représenter, et sans qu'il y ait pour autant une explosion populaire contre lui ! Ce tournant abrupt pose une série de questions dont, à titre d'exemple : quel sera l'avenir de l'OLP après l'accord ? Quelle est la tactique de la gauche ? Quel est l'avenir des droits nationaux palestiniens ? Quelle sera la carte probable de la région ?

Depuis le milieu des années 60, l'OLP a eu pour slogan la lutte armée pour la



libération de la Palestine, ce qui lui a valu une popularité certaine, devenue évidente après la défaite de juin 1967, qui l'a fait apparaître comme une force combattant l'occupation israélienne.

Il y avait alors une correspondance, même relative, entre le contenu et le cadre de l'OLP, qui représentait les espoirs de libération et de retour portés par différentes classes au sein du peuple palestinien. Mais des années de lutte ont convaincu l'aile bourgeoise pragmatique de la direction de la centrale, que ses faibles moyens ne lui permettraient pas de réaliser l'objectif de la libération.

La mutation de l'OLP

Ces conclusions ont débouché sur une série de changements programmatiques et tactiques qui ont entraîné une modification complète de stratégie, symbolisée par l'autonomie limitée et expérimentale à Gaza et Jéricho. Des couches sociales diverses sont entrées ou sorties de l'OLP pendant cette période. La centrale a d'abord été le porte-parole de l'idéologie des réfugiés et de leur aspiration au retour, l'aspiration de paysans dépouillés de leur terre — prolétarisés de force et non par l'industrialisation — à retrouver ce qu'ils possédaient. Mais elle est devenue à la longue le représentant des intérêts et des

* Economiste palestinien habitant la ville de Ramallah, en Cisjordanie, militant marxiste indépendant, emprisonné deux ans et demi par la juridiction jordanienne, et cinq ans et demi par les Israéliens.

ambitions du capitalisme palestinien, plus précisément de ses couches compradores-commerçantes qui cherchent un climat propice à la maximisation de leurs profits. Peu leur importe les conditions de réalisation de ces profits, qu'ils se fassent aux dépens de la terre nationale ou non.

L'envergure de ce capitalisme est bien inférieure à celle qui soutient la conception et l'expérience dominante historiquement de la bourgeoisie nationale productive, dont le but est une véritable indépendance. Son développement est difforme et elle est adaptée à son handicap. Elle n'est donc pas candidate aux investissements productifs et partant, à la lutte pour la protection du marché national.

Ainsi l'OLP a changé et s'est adaptée à la conception israélienne des Palestiniens. Israël cherchait une direction palestinienne alternative aux objectifs de l'OLP, au droit au retour et à l'autodétermination, une direction qui accepte que les Palestiniens des seuls Territoires occupés soient désormais sous le contrôle "seul et légitime" d'Israël. C'est ce qu'accepte la direction de Tunis. Comment cela fut-il possible ? Le cours des négociations peut nous éclairer à ce sujet. Les négociateurs palestiniens représentent en fait les intérêts de trois fractions du capitalisme palestinien et deux sortes d'intellectuels.

1) Le capitalisme bureaucratique de la direction de l'OLP. C'est une couche représentée par l'appareil bureaucratique supérieur de l'OLP, qui maîtrise en quasi-proprétaire tout ce que la centrale a collecté auprès des émigrés et des pays pétroliers, au nom de la résistance face à Israël. Cette fraction a exercé le pouvoir sur les Palestiniens et elle a investi à l'étranger, sans avoir besoin pour cela d'un Etat. Quant à la lutte, elle sait depuis les massacres de septembre 1970 en Jordanie qu'elle passerait tôt ou tard par la solution israélo-américaine.

Un capitalisme palestinien ?

2) Le capitalisme financier de la diaspora palestinienne : c'est un capitalisme d'entrepreneurs, de services et d'intermédiaires. De ces domaines, elle a tiré sa richesse, bien sûr sans indépendance. C'est un capitalisme réellement cosmopolite et c'est l'expression palestinienne de l'essence du capital financier mondial : la nation ou la géographie n'ont aucun sens pour lui. Elles ne sont appréhendées qu'en fonction des profits possibles.

En d'autres termes, le capital financier transféré de la périphérie au centre perd son identité nationale et adopte l'identité du centre impérialiste. Pour cette raison sans doute le capital financier de la diaspo-

ra n'a participé à aucun investissement dans les Territoires occupés. Et le mouvement dans ce sens n'a commencé qu'après Madrid. La fidélité de cette couche capitaliste se mesure à l'aune de ses comptes en banque et non des arpens de terres perdus lors de l'occupation israélienne de Jaffa en 1948.

3) Le capitalisme de sous-traitance dans les Territoires occupés. Cette fraction dépendante s'est enrichie sous l'occupation, sans l'indépendance. Elle travaille dans des sociétés mixtes (avec le capital israélien) depuis 1967. C'est elle qui a le plus intérêt à pérenniser les rapports directs avec l'occupant, car elle a été la première à échafauder des projets communs avec ce dernier.

4) Les intellectuels occidentalisés et déçus de la gauche dans la diaspora ou les Territoires occupés. La culture de ce groupe est fondée sur l'adoption de l'idéologie bourgeoise capitaliste, particulièrement en ce qui concerne l'entreprise privée, au plan économique. Par ailleurs, sa soumission à l'eurocentrisme le plus vil qui considère les autres ethnies et surtout les Arabes comme arriérés culturellement, lui fait ressentir un complexe d'infériorité face à l'Israélien ou l'Occidental en général.

Jusqu'à la lie

C'est pourquoi ils ont accepté la reconnaissance d'Israël, avec toutes les concessions concernant les droits du peuple palestinien, et qu'ils encouragent l'entrée de l'OLP dans le giron de l'administration américaine. Composante principale de la délégation aux pourparlers de paix, ils sont maintenant les zéloteurs de Gaza-Jéricho. Ajoutons-y les intellectuels du Parti communiste (le courant pro-Moscou) qui ont brusquement découvert que l'option américaine était inéluctable et s'y sont intégrés de la façon la plus vile.

En ce sens, les négociations ouvertes à Madrid ne sont qu'une conférence capitaliste permanente (qui ne s'arrêtera pas) visant à organiser la circulation du capital dans la région, par la libération du commerce à l'échelle régionale, en orientant les choix d'investissements sur la base de la sous-traitance et des industries exportatrices, de la fourniture du pétrole arabe, et de l'ouverture des marchés arabes aux produits impérialistes y compris israéliens.

Dans ce contexte, le capitalisme palestinien s'est trouvé un rôle et une place, ou plutôt un strapontin, comme y ont trouvé leur compte les autres bourgeoisies arabes et les bourgeoisies d'Israël et des pays occidentaux en général. Signalons ici qu'il n'y a pas de lien réel entre le projet capitaliste palestinien et la chute de l'URSS,

puisque cette dernière n'a jamais appuyé la Charte nationale palestinienne. On assiste plutôt à une maturation des intérêts du capital palestinien pour une intégration dépendante dans une structure capitaliste régionale, et dans les structures périphériques du centre impérialiste.

Blocus économique

La direction de Tunis n'a pas investi dans les Territoires occupés, encore moins pendant l'Intifada, car elle ne souhaite pas que les Palestiniens puissent compter économiquement sur eux-mêmes, position qui leur aurait permis de refuser les projets liquidateurs.

Par ailleurs, les Israéliens ont fait pression sur le peuple palestinien, lui imposant un blocus économique, et on a argué du fait que les monarchies pétrolières auraient suspendu leur aide à la direction de Tunis. L'essentiel reste que tout cela a contribué à enfoncer le peuple des Territoires occupés dans une impasse économique asphyxiant à laquelle s'est ajoutée une répression d'une ampleur inégalée, avalisée par la plupart des régimes arabes et occidentaux.

L'accord Gaza-Jéricho signifie fondamentalement le passage des Palestiniens sous l'hégémonie et la souveraineté israéliennes, en tant que minorité ethnique. Il vise à mettre un terme à la dimension politique et nationale de la cause palestinienne, à mettre fin à sa dimension souveraine et politique dans le prolongement en quelque sorte de la formule de Schultz : « *Améliorer les conditions de vie sous l'occupation dans les Territoires occupés.* » Cela implique que l'OLP actuelle se soit transformée en parti politique représentant une minorité nationale en Israël et qu'elle abandonne son statut de représentant et d'organisateur des droits nationaux du peuple palestinien.

En supprimant la question palestinienne, toute la région pourra rentrer sous hégémonie américaine.

La séparation entre les habitants palestiniens et israéliens sera accentuée au sens démographique et racial, pour préserver l'Etat "purement juif". Pendant la phase (ou les phases) transitoire, un lien organique sera établi entre l'économie des territoires occupés et l'économie israélienne, qui rendra la séparation économique impossible, ou contradictoire avec les intérêts de forces et classes sociales au sein du peuple palestinien. Ce processus est déjà amorcé. En effet, dans la dernière période du blocus, les territoires occupés consomment des produits israéliens, alors que la main-d'œuvre palestinienne se voyait refuser le droit d'entrer en Israël.

À l'avenir, l'expérience de Gaza et

Jéricho en fera deux "portes" vers les marchés arabes. Cela signifie que l'économie des Territoires palestiniens prendra la forme de zones de transit vers les économies arabes. Elle ne sera qu'une simple économie de transit. Il nous est possible de dessiner le scénario économique israélien de la négociation sur la base d'une forme spécifique de division du travail.

1) Israël continuera de concentrer les industries de pointe pétrochimiques et électroniques et sera le centre technologique développé de la région. Le travail et les capitaux seront seulement israéliens et impérialistes.

2) Israël mettra en place (cela a déjà commencé) une série d'industries traditionnelles dans trois zones :

- les zones industrielles dans les frontières de l'Etat d'Israël d'avant 1967 ;

- des zones industrielles conjointes avec le capital palestinien dans les villes de Cisjordanie et de Gaza ;

- des zones industrielles (et pas seulement traditionnelles) dans les villes israéliennes de Cisjordanie et de Gaza.

Toutes ces industries reposent sur du travail essentiellement palestinien (et peut-être arabe) à bon marché. Israël aura une participation dans les terrains des entreprises implantées dans les Territoires occupés, leurs bâtiments, leurs machines, leurs capitaux, leur administration et leur marché.

3) L'emploi des habitants des Territoires occupés dans la propagande, l'information, la commercialisation et le tourisme entre Israël et les pays arabes.

Instruments de domestication

En ce sens les Territoires occupés deviendront un ensemble de cantons dépendants d'Israël et leur rôle fondamental sera de faire transiter pour l'exportation des produits israéliens vers les pays arabes. Cantons disposant d'un "auto-gouvernement" (ou Etat palestinien non-indépendant), ils seront des instruments de domestication sur tous les plans et particulièrement économique. Au plan de la sécurité, ces cantons deviendront des administrations locales palestiniennes dépendantes militairement de l'administration israélienne. Et il existera inévitablement une politique sécuritaire commune entre la direction de ces cantons et les autorités israéliennes en ce qui concerne toute opposi-

tion à la négociation ou toute lutte contre Israël.

Malgré la répression étatique israélienne et le blocus économique contre les Territoires occupés, l'état d'esprit des masses populaires palestiniennes s'est retourné contre Madrid et les négociateurs lors des trois derniers rounds. Les opérations militaires réussies du mouvement islamique ont contribué à monter la rue contre les négociations, d'où la nécessité de faire avancer celles-ci afin que les rênes restent entre les mains de la direction de Tunis, d'autant que les partenaires dans la négociation savent fort bien que jamais moment n'a été aussi propice pour faire passer la solution, la capacité de résistance populaire étant actuellement au plus bas.

La position des masses

Jusqu'ici, le refus de l'accord Gaza-Jéricho n'a pas pris la tournure de l'affrontement. Si cela peut s'expliquer par les



conditions écrasantes vécues par la population, c'est aussi dû à l'inexistence de programme alternatif mobilisateur contre la droite, programme qui aurait dû être mis en œuvre au moins depuis 1982. L'ensemble de ces faiblesses a empêché que l'accord ne conduise à une explosion populaire contre la solution dans sa forme actuelle. Je ne crois pas que cette explosion soit envisageable dans les circonstances présentes, à moins que des affronte-

ments allument la mèche de la guerre civile entre opposants au règlement et artisans, palestiniens et israéliens de ce règlement.

Cette solution confèrera à la lutte entre le projet national arabe et le projet impérialiste sioniste un contenu très différent dorénavant. Alors que la cause palestinienne a été le moteur de cette lutte, la direction a refermé le dossier et est devenue une partie de l'axe impérialiste, sioniste et comprador arabe.

Dans ce nouveau contexte seulement, le conflit arabo-israélien prendra sa dimension véritable. Dans cette situation seulement, on verra s'affronter directement le projet sioniste inaltéré et les peuples arabes, alors qu'au long de la période précédente le conflit se déroulait entre Israël et les armées des régimes arabes. Il reviendra à Israël de perpétuer le blocage du développement économique arabe, de combattre la démocratie, la culture nationale, et l'aspiration à l'unité arabe. En bref, Israël devra, de par sa structure sioniste inchangée, empêcher tout

progrès de la Nation arabe. Autrefois, l'Etat sioniste remplissait cette fonction en employant la force militaire et avait face à lui des armées, aujourd'hui il lui faudra affronter les peuples et cette évolution annonce l'importance et la spécificité de la période à venir. Israël soutiendra tout régime arabe pour interdire la démocratie et perpétuer la dépendance.

Sa détermination à faire venir des millions d'émigrants juifs en provenance de différents pays du monde (y compris d'Afghanistan et du Pakistan) impliquera une nécessaire expansion géographique, bien au-delà des frontières de Cisjordanie et de Gaza. Avec la domination du mode de production capitaliste périphérique, la question nationale ne sera plus une justification pour soumettre le travail salarié au capital, et chaque classe (en tant que classe ou fraction de classe) affrontera l'autre, tant dans les pays arabes qu'en Israël. Un nouvel espace naturel s'ouvrira aux

luttons sociales, en lieu et place du combat national.

Mutations profondes

Mais peut-être serait-il plus juste de dire que la Nation arabe va être le théâtre d'une transformation des rapports entre la lutte sociale à l'intérieur et la lutte nationale contre Israël, qui seront menées par les classes pauvres à la fois contre Israël et les

régimes arabes. Si les bourgeoisies arabes continuent de représenter la version bourgeoise du nationalisme arabe, les masses pauvres représentent le nationalisme potentiel qui n'a pas encore joué son rôle.

Les événements récents indiquent que ce nationalisme arabe caché empruntera le chemin de l'affrontement de classe avec les bourgeoisies au pouvoir et de l'affrontement national avec le capitalisme israélien, qui remplacera en grande partie l'impérialisme dans le blocage du développement arabe et palestinien.

Le rôle de la gauche

La gauche palestinienne n'a plus de programme depuis 1987, c'est-à-dire depuis que le Front populaire est revenu au Comité exécutif de l'OLP, intégration qui s'est faite dans une certaine mesure sous la pression de Moscou. Depuis lors, la gauche s'est ralliée au programme de la droite, comme alliée récalcitrante, qui proteste continuellement, mais qui ne se donne pas les moyens d'élaborer un programme politique propre. La gauche a adhéré au programme de l'Etat palestinien, tel que l'entend la droite, en incluant la reconnaissance d'Israël, de son rôle dans la région et son appropriation de la terre palestinienne.

Depuis lors, la spécificité de la gauche s'est érodée et elle a fini par devenir une composante de l'OLP, qui n'est pas un front unique nationaliste mais une institution sous hégémonie droitiste. La gauche a eu à maintes reprises l'occasion d'affirmer son identité propre et d'élaborer un programme alternatif, comme lors de la scission du Fatah en 1982, ou de l'accord Arafat-Husseïn de Jordanie en 1985, ou encore dernièrement lors de la Conférence de Madrid, mais ces événements n'ont pas conduit à la cristallisation d'une position tranchée et distincte de gauche. Si une position claire de la gauche est aujourd'hui nécessaire, elle ne donnera pas de grands résultats maintenant.

La gauche doit affirmer que les signataires de l'accord Gaza-Jéricho ne représentent pas le peuple palestinien et que tout signataire ne représente que lui-même, car aucun n'a été élu ou mandaté. Ce qui est encore plus important, c'est que la gauche comprenne qu'à l'avenir l'affrontement ne sera pas fait de réactions nationalistes ou sentimentales, qu'elle doit élaborer à la fois un programme social, économique et politique et ne pas se contenter d'un programme de libération nationale.

La gauche doit se battre pour les droits de la classe ouvrière, pour la protection des petits paysans, pour mettre sur pied les

institutions de la société civile et démocratique. Seule la gauche peut lutter pour la libération de la femme et pour ses droits.

Un défi à relever

Ce combat qui attend la gauche sera long et la défaite des cinquante dernières années n'est pas un simple accident de parcours, mais une défaite totale. Pour s'en remettre, il ne suffira pas de le vouloir, mais il faudra y travailler de façon opiniâtre.

Il nous reste à ajouter que l'alliance éventuelle entre les forces nationales radicales et communistes révolutionnaires et

l'Islam radical dans la région arabe doit rassembler les classes nationales populaires sous le mot d'ordre de boycott total, donc économique, de la nouvelle alliance israélo-palestinienne. Ainsi, les traits et la forme que prendra la lutte dans la région ne deviendront évidents que si s'achève l'intégration des classes dominantes arabes dans cette nouvelle alliance israélo-américano-palestinienne. Mais ce qui est d'ores et déjà à l'ordre du jour c'est le front national arabe contre la normalisation. ★

Ramallah, 5 Septembre 1993

MAROC

La mosquée de "notre ami le roi"

Le 30 août 1993 au soir, anniversaire de la naissance du prophète Mohammed dans le calendrier musulman, Hassan II a procédé à l'inauguration de la grande mosquée de Casablanca à laquelle il prétend laisser son nom. Cet édifice, bâti sur l'Atlantique, est le plus haut édifice religieux du monde et la seconde mosquée de l'Islam après celle de La Mecque.

Abraham SERFATY

Par sa position, bâtie en partie sur des pieux de béton armé, battue par les vagues de l'océan et affrontant les vents de l'Atlantique, par son ampleur et — il faut le dire — sa splendeur, héritière de l'art arabo-berbère qui fit la mosquée de Cordoue et la Koutoubia de Marrakech, elle



peut prétendre symboliser l'épopée de Oqba Ibn Nafi, le premier des Arabes à apporter l'Islam en Afrique du Nord berbère, dont la course équestre ne fut arrêtée que par l'océan.

On voit d'ores et déjà l'usage que peut en faire Hassan II, tant pour conforter son autorité politique et religieuse au Maroc, que pour apparaître aux yeux du monde

arabe et du monde comme le "Commandeur des Croyants", héritier du Prophète et représentant d'un islam tolérant et ouvert au progrès en ces temps de montée du fanatisme intégriste. La cérémonie religieuse inaugurale fut d'ailleurs marquée par la lecture d'un poème déclamé — contrairement à toutes les traditions — par une jeune femme !

Et pourtant, toutes les informations convergent pour permettre d'affirmer que cette vaste opération politique a été un échec grave pour Hassan II, tant au plan interne qu'arabe et international.

Au plan interne, la grande salle de prière, qui peut contenir plus de 25 000 fidèles, n'en abritait que 10 000, et encore, nombreux furent ceux qui, devant le retard habituel de Hassan II, firent leur prière... et partirent ! Il est vrai, entre autres inepties dignes de ce *makhzen* féodal dont Hassan II se veut le continuateur, que l'appareil policier qui veillait à l'organisation de la cérémonie avait interdit l'accès aux toilettes dans l'attente du "roi" ! Mais l'on ne peut ignorer aussi que le peuple n'oublie pas les conditions dans lesquelles

le financement de cette Mosquée lui fut extorqué, ni l'action souterraine des islamistes, qui font ressortir à juste titre combien une telle extravagance de richesses, alors que la misère règne, est contraire à l'esprit originel de l'islam.

Mégalomanie royale

Depuis l'inauguration, la mosquée ne fonctionne toujours pas. Le rayon laser, fruit du délire mégalomane de Hassan II, censé marquer la direction de la Mecque à des dizaines de kilomètres de distance, absorberait toute l'énergie électrique du secteur. Le fonctionnement de la mosquée demande un effectif de 500 personnes pour lesquelles les ressources financières ne sont pas disponibles.

De plus, tout le monde sait à Casablanca que cette vaste opération religieuse recouvre une opération de spéculation immobilière plus vaste encore et autrement plus scandaleuse. A Casablanca, sous l'égide de l'appareil policier-*makhzen* qui régent tout, a été créée une "Agence urbaine" qui décide de tout l'aménagement de cette immense agglomération. La construction de la mosquée est l'occasion

d'une gigantesque opération de restructuration urbaine : tous les quartiers pauvres situés entre le port et le centre d'affaires de la ville, d'une part, la mosquée et les quartiers riches de la côte ouest d'autre part, sont en voie de destruction : de larges avenues sont en cours de percement, des immeubles de luxe et des centres d'affaires sont déjà programmés.

Au cœur de ces opérations juteuses se situe l'Omnium nord-africain, un puissant groupe marocain contrôlé par Hassan II,

ainsi ce qui fut dénoncé en son temps par le journal *Le Monde*, à propos de la collecte des fonds, comme un "racket d'Etat".

Opération de revernissage

Après le livre de Gilles Perrault, *Notre ami le Roi*, et la révélation de Tazmamart, il faut tout de même prendre des gants avec Hassan II. Mais un échec politique d'une telle ampleur amène à se poser des questions sur l'isolement grandissant de

Hassan II sur la scène internationale. Bien qu'il soit en train d'aboutir dans son opération de revernissage prétendument démocratique du régime grâce à l'opportunisme des directions conciliatrices de droite des principaux partis de l'opposition parlementaire, tout le monde a conscience de la fragilité de cette manœuvre. Le mouvement démocratique radical, jusqu'au sein de ces partis, n'a cessé de se renforcer. Le mouvement islamiste se renforce également.

A l'échelle du Maghreb, il apparaît de plus en plus clairement

que les trois régimes en place, sans compter la Mauritanie, ne pourront, chacun par ses propres voies, maintenir très longtemps leurs peuples sous le joug. Et tout est lié au Maghreb. L'opération Rabin, au lendemain de la signature à Washington des accords israélo-palestiniens, n'est qu'une tentative de plus de Hassan II de redorer son blason sur la scène internationale.

Il est permis de penser qu'elle n'ira pas plus loin que l'opération mosquée. Le bourreau de Tazmamart ne réussit guère à se travestir ni en démocrate, ni en chef religieux, ni en homme de paix. ★

16 septembre 1993.



qui est devenu le premier groupe privé d'Afrique (Afrique du Sud exceptée), lequel vient de commander à Bouygues, le constructeur de la mosquée, la réalisation d'un Centre mondial d'affaires (*World Trade Center*) qui sera le fleuron de ces opérations, et ce pour un montant prévisionnel de 350 millions de francs français.

Au plan externe, l'échec politique de l'opération mosquée est encore plus étonnant. Seulement trois chefs d'Etat arabes et le Premier ministre libanais sont venus. Les chefs d'Etat arabes ont ignoré superbement Hassan II et sa mosquée. Aucun chef d'Etat occidental n'était présent non plus ! De France, pays protecteur par excellence de Hassan II, aucune personnalité n'est venue !

Des raisons particulières à cette mosquée ont pu concourir à tant d'absences. Les potentats arabes d'Orient, guidés par le grand frère saoudien, "Gardien des lieux saints", ne supportent pas de se voir damer le pion en matière religieuse par ce prétentieux petit roi du Maroc, d'autant plus que la célébration de la naissance du Prophète ne relève pas de l'orthodoxie sunnite rigoureuse. Les dirigeants et personnalités occidentales ont pu craindre de couvrir

Succès du convoi ouvrier

Le convoi ouvrier pour la Bosnie, organisé à l'initiative d'une série de groupes révolutionnaires britanniques dans lesquels les militants de la Quatrième internationale ont joué un rôle moteur, a remporté un franc succès. Les quatorze camions, dont dix en provenance de Grande-Bretagne, deux de Suède et deux d'Italie, sont arrivés à Jesenice, en Slovénie, et ont déjà commencé à distribuer l'aide aux réfugiés bosniaques en Croatie.

Helen SHAW

Le convoi a reçu le soutien des syndicats slovènes et soixante personnes l'accompagnent à ce jour, dont des militants britanniques, suédois, danois, belges et italiens de la Quatrième internationale. La campagne du Convoi ouvrier pour la Bosnie défend le droit à l'existence d'une Bosnie multi-ethnique et apporte un message de solidarité au peuple bosniaque.

Le convoi a eu un retentissement important en Grande-Bretagne et dans le reste de l'Europe. Il est arrivé en France après un tour de la Grande-Bretagne qui a été couronné de succès — et qui a culminé par une visite au congrès de la centrale syndicale britannique, le Trade Union Congress (TUC), le 9 septembre 1993.

Le convoi s'est alors scindé en deux de façon à traverser davantage de pays, mais malgré cela il n'a pas été possible de répondre aux demandes provenant de toute l'Europe. Les organisateurs avaient même envisagé de renoncer à passer dans certaines villes de l'itinéraire prévu tant les camions étaient pleins et l'emploi du temps chargé. Mais cela a pu être évité grâce à l'enthousiasme rencontré localement. A Brescia, en Italie, l'ensemble de la gauche s'est unie autour de la campagne, y compris le Parti de la gauche démocratique (PDS, ex-communiste) et une cinquantaine de syndicats, et a organisé ses propres camions pour qu'ils accompagnent le convoi.

Le moral était haut et, à mesure que le

convoi traversait l'Europe, les équipes se sont mieux organisées et ont été plus soudées. Jusqu'à présent la campagne a permis de recueillir 70 000 livres sterling (soit 602 000 francs français) en liquide et de l'aide en nature pour plusieurs dizaines de milliers de livres. Le convoi avait accepté d'acheminer 2 000 tonnes de biens collectés par l'Aide islamique de Grande-Bretagne, à condition qu'ils soient distribués à toutes les composantes de la population de Tuzla — Musulmans, Serbes et Croates.

A Paris, le Parti communiste a accordé à cette campagne un stand gratuit à la fête de l'Humanité (son imposant rassemblement annuel). La Confédération générale du travail (CGT) a autorisé une collecte directe lors de son congrès, ce qui est sans précédent. Le maire de Montreuil, en banlieue parisienne, a offert un hangar permanent pour stocker l'aide.

Des négociations sont en cours pour mettre sur pied un entrepôt similaire à Berlin. Les membres du Convoi ouvrier pour la Bosnie ont même établi un bureau permanent à Jesenice ; il y aura de plus un entrepôt, une permanence et un compte en banque de façon à ce que les groupes de solidarité des pays lointains puissent envoyer de l'argent. Etant données les réactions positives qu'ils ont suscitées, certains camions du convoi traverseront directement la Slovénie et devront revenir pour collecter de l'aide supplémentaire.

Renforts scandinaves

Le 15 septembre 1993, le convoi a été rejoint à Berlin par deux semi-remorques venus de Scandinavie. Ces deux véhicules ont parcouru la Suède et le Danemark et se sont adressés au syndicat équivalent du TUC au Danemark avant de partir pour Berlin. L'équivalent de 70 000 francs a été récolté au Danemark, et en Suède, le convoi a recueilli 90 000 francs en plus des dons en nature.

A Courtrai, en Belgique, la portion "septentrionale" du convoi a tenu une conférence de presse très médiatisée et a même eu droit aux honneurs de la télévision. En Hongrie, le Syndicat national des mineurs et le Parti socialiste ont accepté de soutenir l'initiative et une série d'initiatives ont été organisées pour cette semaine. Le trajet du convoi a inclu les villes de Lille, Liège, Courtrai, Anvers, Oberhausen, Hambourg, Cologne, Berlin, Vienne,

Graz, Paris, Charleroi, Nancy, Strasbourg, Bâle, Genève et Brescia.

Au même moment, la Solidarité irlandaise avec la Bosnie a organisé un soutien au convoi. Les postiers irlandais ont réussi à faire diffuser l'information par la Poste et des membres du Syndicat national des journalistes (NUJ, syndicat qui organise les journalistes en Grande-Bretagne et en Irlande) ont convaincu la Radio-télévision d'Etat irlandaise de ne plus désigner la Bosnie comme un Etat islamique et de parler de Bosnie "multi-ethnique".

Internationalisme des travailleurs

Politiquement, la campagne a eu une signification énorme. La coopération du Parti communiste français, le soutien du parti socialiste hongrois et du PDS à Brescia pour un convoi qui ne se contentait pas d'apporter de l'aide matérielle mais qui était porteur d'un message de soutien à « *L'Etat multi-ethnique de Bosnie* » et de solidarité avec ses habitants, est une percée remarquable pour une campagne lancée par des petits groupes politiques britanniques.

Ce qui donne toute sa signification à ce convoi, c'est qu'il est une tentative consciente de reconstruire l'internationalisme des travailleurs. Des discussions ont actuellement lieu pour transformer l'initiative du Convoi ouvrier pour la Bosnie en cadre de travail permanent de la solidarité internationale.

Une conférence internationale se tiendra à Manchester les 30 et 31 octobre 1993. La seconde journée se tiendra un meeting international de soutien au Convoi ouvrier. En tous cas, l'initiative de solidarité se poursuivra tant que durera la guerre en ex-Yougoslavie. ★

Londres, 24 septembre 1993

Introduction

Alors que s'est achevée la décennie qui a vu l'arrivée au pouvoir de partis social-démocrates dans plusieurs pays d'Europe occidentale et que les espoirs soulevés dans les rangs des dirigeants de la social-démocratie internationale par l'effondrement du stalinisme sont aujourd'hui envolés (le bilan de la construction dans l'Est post-stalinien est quasi nul), il fallait faire le point sur l'état de la social-démocratie.

La sélection d'articles qui suit — sur la France, la Grande-Bretagne et le Portugal — étudie quelques aspects de la crise de la social-démocratie dans ces pays. Ils ne constituent donc qu'une partie d'un tableau bien plus vaste.

Pourtant, l'exemple de chacun de ces pays témoigne d'une des formes différentes qu'a pu prendre cette crise.

► En Grande-Bretagne, les liens organiques entre le mouvement syndical et le Parti travailliste sont menacés. Phil Hearn nous explique pourquoi et quelle seraient les répercussions d'une altération significative de ces liens ou de leur rupture pure et simple.

► En France, plongé dans le scandale des "affaires" et avec une image d'incompétence gouvernementale, le Parti socialiste a presque disparu de la carte lors des élections législatives de mars 1993. Jacques Kergoat, revenant sur beaucoup des débats des années 70 et 80, analyse les fondements de l'échec de ce parti et ce que le futur lui réserve.

► Au Portugal, l'entrée de ce pays dans la CEE a profité à la droite et éclipsé le Parti socialiste. Francisco Louça estime néanmoins qu'il ne représente pas, dans l'opposition, une alternative pour les travailleurs.

► Dans un quatrième article de ce dossier, nous nous interrogeons sur les effets de la crise du projet social-démocrate sur la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Roland Wood suggère que, si les répercussions de cette crise sont perceptibles chez de nombreux affiliés de la confédération internationale, elles sont relativement négligeables pour l'organisation prise dans son ensemble.

C'est d'autant plus vrai qu'elle occupe aujourd'hui une position de quasi-monopole sur la scène internationale depuis la l'éclipse de la Fédération syndicale mondiale. La CISL continue de danser sur sa propre musique et elle espère même "donner le la" aux jeunes confédérations syndicales combattives nées dans certains pays du "tiers-monde". GM ★

A l'épreuve

Rarement, tant de bonnes intentions déclarées se sont derechef muées en leur contraire. Le retour au plein-emploi — et les 2 500 000 emplois qui devaient être créés en cinq ans ! — s'est changé en 3 millions de chômeurs. L'augmentation "régulière" et "substantielle" des salaires et du pouvoir d'achat s'est muée en stagnation et en recul. L'institution de l'échelle mobile est devenue désindexation des salaires. Les inégalités sociales se sont aggravées, les exclusions et le racisme se sont développés, les références à la lutte des classes sont devenues une ode à la culture d'entreprise, et le discours "anti-impérialiste" de Cancun a débouché sur le soutien à la politique américaine lors de la guerre du Golfe (1).

Comment cela a-t-il été possible ? Il n'est pas très raisonnable d'imaginer la totalité des dirigeants du Parti socialiste fonctionnant selon le mode de Mister Hyde et du Dr Jekyll : prônant la "rupture avec le capitalisme" lors de leurs discours dominicaux, ils n'auraient été préoccupés, en réalité, que de la meilleure manière de répondre aux souhaits des capitalistes, et se préparaient en secret à exploiter encore plus les salariés de ce pays. L'histoire ne fait pas bon ménage avec ce type de fantasmes. Sans doute les socialistes comptaient-ils en leurs rangs quelques cyniques notoires. Mais la plupart d'entre eux venaient au pouvoir avec la volonté d'améliorer le sort des couches populaires, et convaincus que telle était la trace qu'ils laisseraient dans l'histoire.

A qui la faute ?

Il est de bon ton, alors, d'incriminer le programme sur lequel ils se sont fait élire, les 101 propositions de Mitterrand, issues du "Projet socialiste", lui-même fils du Programme commun (2). Les reproches faits à ce programme sont de natures diverses. Pour certains, il cédait à la démagogie et à l'emphase "révolutionnariste", ce qui n'est pas faux. Pour d'autres, il était quant au fond platement réformiste et ne prenait pas la mesure de l'ampleur des

S'il est aujourd'hui un pays où la faillite gouvernementale est particulièrement évidente, c'est aux facilités des affirmations péremptives politiques que la droite — ce qui est faux — ne mérite la moindre considération : il y a des ombres et de la lumière. Mais g

Jacques

changements à effectuer, ce qui est incontestablement vrai.

Et pour d'autres encore, il était prisonnier d'une logique étatique et nationale qui n'avait pas pris la mesure de la mondialisation de l'économie, ce qui n'est pas faux non plus. Le débat est assez difficile à mener à son terme, pour une raison simple : ce programme n'a jamais été appliqué.

S'il l'avait été d'ailleurs, on se serait sans doute aperçu que, malgré toutes ses limites, sa dynamique pouvait déboucher sur de très réelles questions de transformation sociale. Et on peut douter que si les socialistes avaient disposé d'un programme tenant compte des changements à l'œuvre dans le monde, intégrant les limites du productivisme et les questions nouvelles que soulevait la mondialisation de l'économie, ils l'auraient davantage appliqué.

La deuxième explication avancée est celle des contraintes extérieures. Il va de soi qu'elles existaient. Mais il n'en découle nullement qu'il n'était pas possible de les affronter, ni qu'une autre politique que celle qui fut appliquée était impossible (3). Il convient de ce point de vue, de rappeler que parmi ceux qui insistent aujourd'hui sur la mondialisation de l'économie, il en fut qui prirent clairement position, en 1982-1983,

1) La ville de Cancun, au Mexique a accueilli un sommet sur la coopération et le développement en octobre 1981. Lors de cette réunion, le président Mitterrand a prononcé un discours anti-impérialiste, dénonçant le droit que s'arroge les "grands" de décider de l'avenir des "petits" pays.

2) Le Programme commun était un programme pour une alternative gouvernementale de gauche signé en 1972. Il rassemblait les partis socialiste et communiste ainsi que le Mouvement des radicaux de gauche dans ce qui s'appelaient alors l'Union de la gauche.

du pouvoir

de la social-démocratie et de sa politique au...
te, c'est bien la France. Non qu'il faille céder
, dire par exemple qu'elle a mené la même
ou considérer que dans ce qui a été fait rien
bien sûr, dans le tableau d'ensemble, des
globalement, le bilan est affligeant.

KERGOAT

pour des mesures de type protectionniste. Et il convient de contester que les "contraintes extérieures" pesaient sur tous les domaines et toutes les décisions possibles : le taux de chômage ne nécessitait pas forcément que les socialistes renoncent au "grand service public et laïc d'éducation nationale" qu'ils avaient tant annoncé (4).

Reste alors une troisième explication : l'absence de forces dans la société susceptibles de se mobiliser pour des changements substantiels. On nous peint alors le tableau idyllique de dirigeants socialistes profondément convaincus de la nécessité d'aller de l'avant, vers la rupture avec le capitalisme, et contemplant avec désespoir une base qui se refuse à appuyer leurs efforts, peu pressée de mobiliser, ne désirant pas vraiment des changements réels. Bref, c'est la carence de ceux qu'ils

appelaient les "acteurs du changement" qui aurait freiné le zèle transformateur des dirigeants socialistes. On glisse alors vers une vision du vote de 1981 que l'on caractérise comme "anti-Giscard" plutôt que "pro-Mitterrand" (5).

On commence à banaliser l'expérience, on explique que, somme toute, il s'agissait d'une élection, pas d'une révolution (6). Certes, mais le problème est qu'une description ainsi faite a peu de choses à voir avec la réalité. D'abord parce que l'élection de François Mitterrand n'est pas due au ralliement plus ou moins discret de fractions de la petite-bourgeoisie

anti-giscardienne : 90 % des électeurs chiraquiens qui votent Mitterrand au second tour sont des salariés (7). Et la volonté de changement apparaît comme de l'anti-giscardisme, mais par volonté que s'effectuent "de grands changements dans la société".

La société dans le collimateur

Il est vrai que l'électorat mitterrandien avait dû affronter au préalable la rupture de l'Union de la gauche, puis la rupture de l'unité syndicale et sa conséquence sur les luttes (8). Mais il est exagéré de penser que la "démobilisation délibérée des mouvements populaires" faisait que le peuple de gauche ne pouvait plus être acteur d'une politique de changement (9). Sa fraction la plus active avait consciemment intégré que puisque l'on ne pouvait plus, dans l'immédiat, gagner le changement par les luttes, on pouvait tenter de l'obtenir par les urnes. Cela ne signifiait aucun renoncement, simplement un détour obligé.

Il n'est donc pas possible d'exonérer les dirigeants socialistes, au nom d'on ne sait quelle passivité de leur base sociale : ce sont eux qui, une fois au pouvoir, l'ont consciemment rendue passive. Les racines d'un bilan aussi désastreux doivent être en réalité cherchées dans deux directions.

La première a à voir avec le rapport à l'Etat qu'entretiennent les socialistes. Il serait à vrai dire possible de clore tout de suite le débat. Il suffirait de rappeler que l'Etat, dans les sociétés où il a été mis en place par la bourgeoisie, est un système construit pour préserver l'ordre existant, non pour le changer, et que cela est encore plus vrai de "l'Etat fort" mis en place par le général de Gaulle ; et que, faute de

modifier fondamentalement la nature de cet Etat — par ce que dans des temps de moindre pudeur, l'on appelait banalement une révolution —, l'instrument dont croient pouvoir se servir les réformateurs joue constamment à l'arrosee arrosé, c'est-à-dire se retourne contre les maladroits qui veulent lui faire accomplir autre chose que ce pour quoi il a été conçu. Affirmation qui, à vrai dire, apparaît largement vérifiée par l'expérience socialiste.

Les socialistes, ces néophytes

Il est cependant intéressant d'examiner comment les socialistes ont abordé la question de l'Etat. Le "Projet socialiste" n'avait pas ignoré cette question. Dans l'Etat, « *Le mouvement ouvrier a toujours su reconnaître l'instrument d'une domination de classe et de la perpétration de celle-ci dans la domination du corps social* » (10).

Il y a eu loin des mots à la réalité de l'exercice du pouvoir. Les socialistes ont-ils estimé que leur arrivée au gouvernement signifiait qu'une autre classe désormais dominait et que l'Etat, qui avait si bien servi une classe, pouvait, tel quel, en servir une autre ? On ne sait. Ils ont, ceci dit, abordé l'Etat comme un instrument neutre, mais probablement performant, comme un jouet d'autant plus fascinant qu'il leur avait été depuis longtemps interdit. Et ils l'ont en général approché avec le respect, la modestie, voire la déférence des néophytes.

Combien de fois avons-nous entendu répéter que dans l'équipe ministérielle de 1981, seul Gaston Deferre avait déjà été ministre, et que les autres n'avaient aucune expérience de l'Etat ! Bref, s'il y avait des embardées, elles n'étaient en rien dues à l'outil, à ses malfaçons ou à ses résistances, mais à l'inexpérience des utilisateurs, qui n'hésitaient d'ailleurs pas à faire publiquement contrition, à s'excuser devant l'Etat. Bien sûr, l'Etat, lui, considérait d'un œil amusé ces nouveaux venus.

3) François Mitterrand a donné un temps le sentiment qu'il pouvait le comprendre : « *Il y a deux manières d'aborder une revendication sociale. La première consiste à additionner les difficultés pour justifier qu'on y renonce. La seconde à considérer qu'il s'agit d'une exigence de justice et que, si l'on fait le compte des obstacles, c'est avec la volonté de les surmonter.* » Ici et maintenant, Fayard, 1980.

4) On peut également nuancer l'affirmation selon laquelle une fois prise la décision d'abdiquer dans le domaine économique, c'est-à-dire de se rallier aux thèses libérales, cette abdication rendait impossible quelque initiative que ce soit dans les autres domaines. (Voir Serge Halimi, *Sisyphes est fatigué*, Laffont, 1993)

5) Valéry Giscard d'Estaing a été président de 1974 à 1981, et dirige un parti de droite, l'Union pour la démocratie française (UDF).

Mitterrand a remporté les présidentielles de 1981 et a convoqué de nouvelles élections pour l'Assemblée nationale,

où les socialistes ont remporté la majorité des sièges.

6) Georges Ross, Stanley Hoffman, Sylvia Malzacher, *The Mitterrand Experiment*, Oxford University Press, 1987.

7) Jacques Chirac était candidat au premier tour de la présidentielle de 1981, pour le parti de droite, Rassemblement pour la République (RPR). Au second tour, on lui a reproché de "diviser la droite" en ne se prononçant pas clairement pour un vote pour Giscard contre Mitterrand.

Chirac est actuellement maire de Paris et probablement candidat de son parti pour la prochaine présidentielle, en 1995.

8) L'Union de la gauche a explosé en 1977, juste avant les législatives de 1978.

9) Denis Bergeret et Henri Maler (*Bâtisseurs de ruines, Futur antérieur*, n° 17, 1993-3) peuvent donner le sentiment qu'ils partagent cette thèse.

10) *Projet socialiste pour la France des années 80*, Club socialiste du Livre, 1980.

Pour sept ans, vraiment ? Est-ce bien sûr ? Que connaissent-ils aux dossiers ? Ah, les dossiers, la connaissance des dossiers, ultime refuge du fonctionnaire récalcitrant !

La résistance de l'Etat en irrita sans doute quelques uns. L'on se souvient de l'interview donnée à la radio par Louis Mermaz (11), le soir du congrès de Valence, en 1981, dénonçant la campagne contre ces instituteurs barbus, rustres et ignares, qui allaient occuper l'Etat : « *Mais enfin, nous savons nous servir d'un couteau à poisson comme tout le monde !* » L'ironie était bien venue, mais elle désignait aussi la hauteur des ambitions : être reconnu par l'Etat. La combativité s'est alors épuisée à faire admettre que l'on était, somme toute, comme les autres, et tout aussi dignes d'occuper l'Etat avec ses fastes et avec ses régles.

Réformer l'Etat

Sans doute existe-t-il de hauts fonctionnaires loyaux, imprégnés de l'esprit du service public. Il ne s'ensuit d'ailleurs pas pour autant qu'ils soient les mieux à même de mettre en musique les réformes, de les convoyer et de les faire aboutir. Et surtout, il existe aussi des hauts fonctionnaires à l'hostilité avouée, des hauts fonctionnaires à l'hostilité sourde, des hauts fonctionnaires, tout simplement, qui, préférant la tranquillité au changement, sont prompts à signaler l'irréalisme et l'irresponsabilité des projets. Si l'on décide de ne pas toucher à ce micro-milieu et de chercher sa reconnaissance, celle-ci se paye.

Elle se paye en complaisances, en plâneries sur les programmes d'avant 1981, quand on ne connaissait pas encore les réalités de l'Etat, en renoncements d'abord "soft", puis de plus en plus tangibles. Il fallait à tout cela un habillage conceptuel, on inventa alors la "culture de gouvernement", ce qui offrit l'avantage supplémentaire de pouvoir brocarder tous les archaïques et les ringards qui en étaient restés à la "culture d'opposition".

Une fois cela fait, les socialistes ne se sont pas contentés de supporter en silence l'Etat sulfureux dans lequel ils avaient été contraints de s'installer. Ils s'en sont servis, et avec appétance ; du 49-3 à répétition, comme des pouvoirs présidentiels gaullienement revendiqués lors de la cohabitation. Et François Mitterrand, en expliquant que la Constitution de la Vè République était dangereuse pour les libertés, avant lui, qu'elle le redeviendrait après lui, mais que lui pouvait très bien s'en accommoder, a cyniquement légitimé ces pratiques (12).

Pourtant, ils avaient prévu de réformer un peu. Ils avaient mis leurs idées noir sur

blanc dans le "Projet socialiste pour les années 80" : mandat à 5 ans, modification de l'article 11 (sur le référendum), de l'article 19 (sur les décisions sans contre-seing), abrogation de l'article 16, proportionnelle intégrale, fin du vote bloqué (13).

Mais, en réalité, les socialistes, pour les meilleurs d'entre eux, ont considéré que l'Etat était un champ de réformes comme un autre, et qu'il n'était pas le plus urgent par rapport aux attentes populaires. Ils se sont comportés comme s'ils ne savaient pas — ou plus — que l'Etat était l'instrument pour les réformes, et qu'il fallait le réformer en premier, tenter d'en faire un outil adéquat pour cette tâche. Et encore, ceux-là étaient les meilleurs.

Réformés par l'Etat

Et puis, comme l'Etat inchangé ne fonctionnait bien sur, les meilleurs ont baissé les bras, les moins bons ont envahi le devant de la scène. Ceux-là ont bien apprécié les contreparties que leur offrait l'Etat qu'ils servaient si servilement : les avions du GLAM, les R 25, les cortèges insolents faisant vibrer leurs "deux tons" (14). L'argent, là-dedans, n'a été qu'une facilité supplémentaire, un des jokers du jeu de cartes qu'on leur avait offert.

Envolées, alors, les velléités de réformer l'Etat ! Car enfin, cette fois-ci, ce n'est pas le temps — douze longues années — qui a manqué. Mais c'est maintenant, à la veille d'un départ que l'on sait proche, que François Mitterrand, après s'être abondamment servi, pendant ces douze années, de toutes les facilités qu'offrait la constitution monarchique de la Vè République, vient d'envisager son aménagement. Mais la réalité, c'est que les socialistes n'ont pas voulu toucher en quoi que ce soit à l'Etat tel qu'il était, à la constitution gaulliste qu'ils avaient tant dénoncée. Faute d'avoir changé l'Etat, c'est alors l'Etat qui les a changés. Le deuxième élément expliquant le bilan a à voir avec le rapport au "mouvement social" qu'ont entretenus les socialistes.

11) Ancien ministre et ancien président de l'Assemblée nationale, compagnon de route de François Mitterrand dès l'UDSR, depuis plus de 40 ans.

12) En 1958, durant la crise politique qui a marqué le début de la guerre d'Algérie, Charles de Gaulle est sorti de la retraite qu'il s'était imposée et a constitué la Cinquième République, basée sur une constitution autoritaire qui donne, en dernière instance, tous les pouvoirs au président. Le 49-3 permet au gouvernement de faire passer une loi sans discussion au Parlement, et en engageant sa responsabilité.

13) Le vote bloqué désigne la pratique par laquelle un député membre d'un groupe parlementaire peut voter pour tout son groupe pendant les scrutins à l'Assemblée nationale.

14) Les avions du GLAM, réservés aux membres du gouvernement, ont souvent été utilisés pour un usage privé. La R25 est le modèle de luxe de Renault attribué à chaque député.

15) Michel Rocard était le dirigeant d'une organisation de

Le Parti socialiste avait en effet adopté, en 1974, des thèses sur l'autogestion. Le Projet socialiste élaboré pour les élections présidentielles de 1981 parle encore, sous le titre "le beau risque de la démocratie", du "socialisme autogestionnaire de demain". Sans doute la référence à l'autogestion ne figure pas dans les 110 propositions de François Mitterrand : elle ne faisait guère, à vrai dire, partie de son profil politique. Mais l'on se souvenait encore des thèmes de sa campagne précédente : « *Ils veulent conserver le pouvoir, nous voulons vous le rendre.* »

Dans le parti lui-même, le courant rocardien avait fait de l'anti-étatisme, du lien avec le mouvement social et de l'autogestion, la bannière de la "deuxième gauche". Le CERES de Jean-Pierre Chevènement plaidait avec continuité pour l'articulation entre le mouvement d'en bas et le mouvement d'en haut. Jusqu'à Pierre Mauroy, une fois installé Premier ministre, qui n'hésitait pas à réclamer la mobilisation des "acteurs du changement" (15).

Canons à eau

Ces bonnes intentions proclamées n'ont jamais été mises en pratique. Les divers gouvernements socialistes n'ont jamais tenté de mobiliser les "acteurs du changement". La plupart du temps, ils ont choisi, soit de les ignorer, soit de les confiner dans la passivité en leur expliquant qu'il fallait laisser faire le gouvernement, faire confiance et ne pas gêner par des manifestations toujours intempestives, quitte à les appeler à faire la claque, une fois la proposition gouvernementale sortie du chapeau. Et quand les acteurs du changement se sont réellement mobilisés, les socialistes au pouvoir ont toujours perçu cette mobilisation comme une marque de défiance, voire comme un complot dont les initiateurs clandestins variaient (16).

Il va de soi que l'hostilité était évidente dans certains cas, quand il s'agissait de mobilisation contre des projets gouvernementaux à la nocivité évidente : la liste va

gauche radicale, le Parti socialiste unifié (PSU) à la fin des années 60. Avec une partie de la direction de ce parti, il a rejoint le Parti socialiste en 1974. Il a été Premier ministre de 1988 à 1991.

Jean-Pierre Chevènement est le dirigeant du courant de gauche du PS appelé Centre d'étude, de recherche et d'éducation socialiste (CERES) puis devenu "Socialisme et République". Il a été ministre de l'Education nationale puis ministre de la Défense, avant de démissionner pendant la guerre du Golfe. En 1992, il a fondé le Mouvement des citoyens qui, contre la majorité du PS a mené campagne pour le "non", au référendum sur le traité d'Union européenne de Maastricht. Après les législatives de mars 1993, le Mouvement des citoyens a rompu avec le PS.

Pierre Mauroy est un des piliers du courant "mitterrandien" du PS et est élu dans le nord de la France, anciennement pays de mines et bastion socialiste. Il a été le premier Premier ministre de Mitterrand jusqu'en 1984, où il a été remplacé par Laurent Fabius, alors jeune technocrate.

du conflit avec les sidérurgistes jusqu'à l'affaire des délocalisations en 1992 (17). Mais, dans bien d'autres cas, le gouvernement aurait pu choisir d'en appeler à la mobilisation populaire ou de s'appuyer sur elle : il a au contraire choisi de s'y opposer, de les discréditer et de les briser.

Le canon à eau des forces de police opposé au mouvement des infirmières restera le symbole de cette politique-là. Il en restera souvent, pour les "acteurs du changement", le sentiment non seulement que l'on n'avait pas besoin d'eux, mais que le changement qu'ils souhaitaient n'était pas — ou n'était plus — celui que voulaient les socialistes au pouvoir.

Reste donc la question : pourquoi les socialistes au pouvoir ont-ils choisi de ne pas faire appel à la mobilisation populaire ? Les raisons sont sans doute multiples.

Mais la raison fondamentale est qu'ils sentaient que cette mobilisation risquait de les porter au-delà de leurs petites réformes et de leurs objectifs initiaux, parce qu'aller au-delà signifiait assumer un type d'affrontement avec les classes dominantes dont ils ne voulaient pas, tant ils étaient d'ailleurs assurés qu'ils le perdraient, et que seraient ainsi annulés les gains "à petits pas" qu'ils se faisaient fort d'accumuler.

Nonobstant, il n'y eut pas non plus de gains "à petits pas". Le résultat, c'est le bilan : il est connu. Le résultat, c'est aussi un mouvement social atrophie, amer, méfiant. Le résultat, c'est un parti socialiste ne pouvant plus remplir le rôle de traducteur du mouvement social (à défaut d'en être l'initiateur), d'intermédiaire entre celui-ci et le gouvernement, à son tour gangréné par l'Etat.

C'est dans ce contexte que le CERES troque la "rupture avec le capitalisme" pour un républicanisme de bon aloi. C'est dans ce contexte que cohabitent toujours deux ailes au sein du mouvement rocardien — l'aile autogestionnaire et l'aile technocratique — la première s'évaporant pour ne laisser subsister que la seconde. On sait moins en quoi changent les mitterrandistes, et ce qu'ils avaient à abandonner de leurs convictions antérieures.

Mais c'est désormais la politique de la "deuxième gauche", jadis tant critiquée, qu'ils pratiquent ouvertement, du moins dans son "réalisme économique" le plus affligeant. Fabius Premier ministre menait déjà la politique de Rocard. Le discours rocardien du "big bang" systématisé une

perspective, celle du "parti démocrate à l'américaine", que Fabius avait déjà mis en avant (18).

Le Parti socialiste a aujourd'hui plusieurs avenir possibles. Le plus probable est peut-être le retour à une structure regroupant le Parti socialiste, ses courants et ses proches alliés, une structure souple, de type fédératif, moins partidaire. La deuxième solution serait la construction



d'une social-démocratie "à la française". On ne recréera pas en France les conditions qui existent dans les pays nordiques ou anglo-saxons, mais il pourrait exister quelque chose de plus authentiquement social-démocrate, une forme résolument partidaire, des liens tissés avec les syndicats, les associations, etc. Mais les dirigeants susceptibles de porter un tel projet, Jospin, Mauroy, etc. ne semblent guère en état politique de le faire.

Quel avenir ?

La troisième possibilité, c'est la disparition du Parti socialiste comme parti lié au mouvement ouvrier et sa transformation en une formation qui ressemblerait à ce qu'est le Parti démocrate aux Etats-Unis, c'est-à-dire ce qui a été préconisé par Michel Rocard dans son discours de Montlouis, sous l'appellation médiatique du "big bang". La cohérence du discours est réelle. On y explique d'abord que la société en général et les travailleurs en particulier sont en train de s'évader du travail.

Une conclusion en est immédiatement tirée : la société s'évadant du travail, il n'y a plus de classes sociales, puisque celles-ci étaient justement définies en fonction de leur place dans les rapports de production. Il n'y a donc plus de classe ouvrière, et est alors archaïque la notion même de mouvement ouvrier. De ce fait, l'idée d'un parti lié au mouvement ouvrier devient obsolète, en même temps que la volonté de transformation sociale qu'il incarne à travers le mot socialisme.

L'avenir est donc à un mode de gestion bipolaire de la société : d'un côté des gens qui sont pour une gestion humaine et sociale du capitalisme, de l'autre des gens qui préconisent une gestion plus froide. Et la constitution de ce bloc "pour une gestion humaine et sociale du capitalisme" passe par une fusion au sein d'un même parti avec une partie de la droite, avec ceux que Rocard désigne comme étant les "centristes sociaux", c'est-à-dire pour l'essentiel le courant de la démocratie-chrétienne.

On voit assez facilement les conséquences dramatiques qu'entraînerait un tel dispositif. Il est, ceci dit, peu vraisemblable qu'il voie maintenant le jour, non seulement en raison des réticences au sein du Parti socialiste, mais surtout parce que les "centristes sociaux", fortement investis dans le gouvernement Balladur, n'ont aucune raison de se lancer dans une telle aventure.

Mais il serait erroné de n'y voir qu'une petite manœuvre tactique liée à la prochaine élection présidentielle : il s'agit là d'un vrai projet de réorganisation de la société française, il resurgira donc, et il devra être combattu. ★

Paris, 15 septembre 1993

16) Ce furent les ayatollahs pour la grève des OS de Flins, les communistes pour le conflit de la sidérurgie, les "terroristes" issus de la mouvance autonome pour les premières actions réclamant le droit au logement, les trotskystes pour la grève des infirmières, et les dirigeants de la Gauche socialiste — un courant du PS pourtant lié à la direction — lors des manifestations lycéennes.

17) Le conflit avec les travailleurs de la sidérurgie a eu lieu en 1982-83 alors que l'industrie de l'acier française était rationalisée — c'est-à-dire virtuellement démembrée — face aux restructurations continentales de ce secteur. Cela a eu des effets dévastateurs sur les bastions ouvriers du Nord et de la Lorraine.

18) Au cours de la campagne pour les législatives de mars 1993, Rocard a, au cours d'un discours ultramédiatisé, appelé de ces vœux un "big bang" qui initierait prétendument un processus de regroupement politique entre les forces de "gauche" et les centristes.

Dans les affres de la "modernisation"

Il y a douze ans, le Parti travailliste britannique était secoué par la plus importante poussée de gauche de son histoire. Il s'en est fallu de très peu pour que le porte-parole traditionnel de la gauche, Tony Benn, soit élu vice-président du parti tandis que le congrès adoptait des résolutions radicales. Aujourd'hui, ce parti traverse une autre période troublée, causée cette fois par l'offensive des "modernisateurs", qui veulent rompre les liens historiques du parti avec les syndicats et accentuer le glissement à droite amorcé il y a une décennie.

Phil HEARSE



Sacrifice au dieu "économie de marché"

La bataille actuelle revêt des contours différents car les "modernisateurs" d'aujourd'hui ne sont pas des syndicalistes de base menant des campagnes nationales à l'intérieur des structures syndicales et des "circonscriptions" travaillistes (1) : il s'agit des principaux dirigeants du parti, dont John Smith, le secrétaire général, alliés aux plus droitiers des dirigeants de syndicats et auxquels s'affrontent certains dirigeants syndicaux des organisations les plus puissantes, même s'ils ne sont pas toujours très à gauche.

En fait, l'absence de débat interne au sein des circonscriptions travaillistes n'est pas très étonnante : après quatre défaites électorales consécutives depuis 1979, qui ont été l'occasion pour la direction du parti de lancer de nouvelles attaques contre la gauche, ses structures locales se sont atrophiées. Le nombre des adhérents individuels, estimé à 240 000 (contre un million en 1951), est le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale et a sans doute baissé de 100 000 en dix ans — or ceux qui sont partis sont surtout des partisans de la gauche.

Le processus de modernisation est enrobé dans un habillage mystificateur.

Ses promoteurs avancent la nécessité de créer un parti social-démocrate moderne dont l'adhésion de masse se fait à l'"européenne". En fait, il s'agit de préparer le parti à une coalition avec les libéraux-démocrates, le troisième parti britannique. Ceci constituerait un précédent historique de taille, quand on connaît l'hostilité traditionnelle aux alliances avec les partis, qui pour des raisons historiques, existe au sein du Parti travailliste (2).

Le glissement vers le "coalitionnisme" est un bon indicateur de l'effondrement idéologique de ce qui est probablement, après le SPD allemand, le plus fort parti social-démocrate du monde. Ce qui sous-tend cet effondrement, c'est la crainte, profondément ancrée dans les bureaucraties travailliste et syndicale, que le Parti travailliste ne soit plus un parti gouvernemental viable, du fait de changements dans la structure sociale et dans la vision idéologique de larges secteurs de la classe ouvrière, tout particulièrement dans le sud de l'Angleterre.

Adieu Etat providence ?

Le sens de la proposition de la direction travailliste et des plus offensifs des "modernisateurs" regroupés autour du

porte-parole aux affaires intérieures, Tony Blair, et du porte-parole économique, Gordon Brown, est de baser l'élection des dirigeants du parti et le choix des candidats à la députation sur un système "un membre, une voix", parmi les adhérents individuels. Cette proposition a d'abord semé la confusion car elle semblait aller vers une plus grande démocratie. La pratique du "vote bloqué" pour les syndicats dans les congrès annuels permet traditionnellement à l'aile droite du parti de disposer de millions de voix "au nom" des très nombreux adhérents des syndicats. Le nombre total des mandats des "circonscriptions" du parti est de 650 000, tandis que les syndicats détiennent plus de six millions de

1) Le Parti travailliste est organisé sur la base de zones géographiques correspondant aux circonscriptions électorales : chaque circonscription élit son député. Chaque circonscription est subdivisée en quatre ou cinq branches, qui à leur tour correspondent aux zones d'élection des conseillers des gouvernements locaux.

2) En 1931, Ramsey MacDonald, dirigeant travailliste, a convaincu la majorité de sa fraction parlementaire de former un gouvernement de coalition avec les conservateurs. Ce "gouvernement national" a réduit les indemnités de chômage et autres prestations sociales, en réponse à la crise mondiale. MacDonald et les autres députés travaillistes ont été exclus du parti, devenu parti-croupion au sein du Parlement : les Tories (conservateurs) sont restés au pouvoir jusqu'en 1945. Pendant des décennies, "Ramsey MacDonald" est resté une insulte dans la mythologie du parti.

mandats, et il y a rarement un décompte démocratique pour déterminer la position du vote bloqué (3).

Pourtant, le vote bloqué est le point d'orgue du système qui lie les syndicats au Parti travailliste de la base au sommet : ainsi, les membres des branches locales des syndicats peuvent assister aux réunions de circonscriptions travaillistes pour participer au débat politique et pour voter sur les sujets controversés, y compris dans le choix des candidats aux législatives. Tout ce système est aujourd'hui menacé. Traditionnellement, la gauche ne s'oppose pas au principe du vote bloqué mais plaide pour sa démocratisation, pour un système où le "vote bloqué" serait précédé et déterminé par un débat au sein du syndicat.

La direction travailliste ne s'est pas contentée de détruire le vote bloqué, elle a mis sur pied une série de réformes constitutionnelles visant à réduire le pouvoir du congrès annuel en matière de décisions politiques. L'ensemble de ces réformes, cumulé avec la fin du vote bloqué aboutiraient à ce que les adhérents "syndicaux" et les membres individuels du parti soient écartés des prises de décision politiques.

La pouvoir et le poids de la social-démocratie britannique proviennent essentiellement des réalisations du gouvernement travailliste des années 1945-1951 : la nationalisation de services publics et de grands secteurs industriels comme le charbon et la sidérurgie, la mise sur pied d'un système de protection sociale comprenant des dispositions parmi les plus avancées du monde — comme le Service national de santé, qui fait figure de modèle par ses prestations de soin universelles et gratuites.

Adieu keynesiannisme ?

Aujourd'hui, après 14 ans de gouvernement thatcherien, ces conquêtes sont à la veille d'être anéanties. L'"économie mixte" n'est plus qu'un souvenir après la vague de privatisations des années 80. L'Etat providence est sérieusement battu en brèche, mais n'est pas encore tout à fait en ruine. Enfin, avec le fort taux de chômage et le vieillissement de la population, les prestations sociales (allocation chômage, allocations familiales, aide aux handicapés, et tout particulièrement le système de santé) pèsent lourdement sur le capitalisme britannique. Le déficit budgétaire, qui s'élève à 50 millions de livres, est étroitement lié à la hausse des dépenses sociales. Ce n'est pas la perversité politique qui pousse les Tories à attaquer le système de protection sociale, mais plutôt la situation financière catastrophique de

l'Etat (4). La crise idéologique du Parti travailliste provient de son incapacité et de son manque de volonté de défendre son vieux fond keynésien et de culture d'Etat providence.

Malgré sa méfiance traditionnelle à l'égard des grandes théories, la social-démocratie britannique a développé une théorisation substantielle d'un "socialisme démocratique" qui serait incarné par la défense et l'extension du consensus keynésien : cela a été principalement l'œuvre d'Anthony Crosland sur ses vieux jours, dans son ouvrage *L'avenir du socialisme (The Future of Socialism)* publiée en 1956.

Crosland pensait que les modifications du système capitaliste survenues dans l'après-guerre étaient irréversibles, et a parié sur l'impossibilité pour le Parti conservateur de jouer le rôle de parti de la contre-révolution sociale (5). En particulier, sa conception du système fiscal progressiste semblait entérinée. Ses écrits réformistes classiques reflétaient l'optimisme et l'assurance de la social-démocratie d'après-guerre, au seuil d'une expansion économique de longue durée : son manque de perspective historique est pathétiquement évident aujourd'hui.

La direction travailliste remet en cause l'idéologie des prestations universelles de l'Etat providence comme celle de l'économie mixte. Sa politique économique est basée sur l'orthodoxie du marché : elle a mis sur pied une "commission pour la justice sociale" dont le rôle est de fournir un fatras de raisons compliquées justifiant les graves attaques contre le dispositif de protection sociale.

L'effondrement des fondements de l'idéologie social-démocrate, qui n'épargne aucun des grands partis sociaux-démocrates, y compris ceux de Suède et d'Allemagne, n'est pourtant qu'un élément du glissement à droite de la direction travailliste. Tony Blair, le "chef modernisateur", a commis deux innovations symptomatiques : la défense des "valeurs de la famille" et la tentative de rivaliser avec les conservateurs sur la question de la loi et de l'ordre.

Surenchère moralisatrice

En matière familiale, la direction travailliste ne se distingue des conservateurs que sur un point : elle insiste sur la nécessité d'une économie à fort taux de croissance pour créer un contexte permettant la stabilisation de la famille. Mais elle ne remet pas en cause le vieux fond idéologique sur le caractère progressiste de la famille nucléaire traditionnelle et sur son rôle dans la résolution des problèmes de drogue et de délinquance juvénile. Ces

conceptions sont particulièrement inappropriées à une société où il y a des millions de parents célibataires et seulement une minorité de familles nucléaires traditionnelles (6).

Tony Blair s'est récemment spécialisé dans les grandes tirades sur la "responsabilité individuelle", se rapprochant de l'idéologie de la droite du Parti conservateur, qui bien sûr affirme que la criminalité, la drogue et les désordres sociaux sont le résultat d'individus retors, du manque de discipline à l'école, des effets idéologiques catastrophiques des années 60, de l'effondrement des religions organisées, etc.

Faute d'idéologie forte, le Parti travailliste est naturellement dépourvu d'une base solide pour s'opposer aux Tories. Il ne s'en démarque que par l'appel à l'investissement public en matière de formation et d'éducation, pour contrebalancer le déclin économique britannique dû à un "manque de qualification". Lors des élections de 1992, les électeurs se sont montrés très sceptiques sur ces propositions et n'avaient pas tort.

Le Parti travailliste peut-il gouverner ?

Les conservateurs ont récemment subi deux rudes défaites électorales lors d'élections parlementaires partielles. A Newbury et à Christchurch, sur la côte sud, les libéraux-démocrates ont remporté les élections en bénéficiant d'un report de voix massif au détriment des Tories. Le parti travailliste n'a partout obtenu qu'un faible nombre de voix. C'est dû à des raisons particulières : le vote "utile" d'une grande partie de l'électorat travailliste voulant la défaite des Tories dans des zones rurales où leur

3) Les syndicats font adhérer leur membres au Parti sur la base d'une "cotisation politique" en plus des cotisations syndicales. Cette affiliation étant automatique, c'est plutôt pour se désaffilier que le syndiqué doit faire une démarche. Au fil des ans, beaucoup d'électeurs des libéraux ou des conservateurs ont été de cette façon affiliés au Parti travailliste.

4) Ceci surtout depuis les réductions d'impôt massives que les Tories ont réalisées à la fin des années 80. En 1988 et 1989, la balance budgétaire était positive grâce à un mini-boom économique, et des sommes substantielles ont servi à rembourser la dette publique.

5) L'idéologie du courant dominant dans le conservatisme britannique a, bien entendu, subi des modifications radicales depuis les années 50. Et on sous-estime trop souvent à quel point la "Nouvelle droite" britannique a élaboré son idéologie ; il ne s'agissait pas seulement d'importer les théories de Milton Friedman et de Von Hayek, mais d'une théorisation beaucoup plus approfondie de la société et de l'histoire. Pour une interprétation critique, voir Andrew Gamble, *The Free Economy and the Strong State*, MacMillan, 1988 et Edgar Wilson, *A Very British Miracle*, Pluto, 1992.

6) Ceci principalement du fait du grand nombre de jeunes adultes et de personnes âgées qui vivent seuls ; le nombre élevé de familles monoparentales est fonction du taux des divorces et des différentes structures familiales au sein des minorités ethniques.

parti ne pouvait pas l'emporter, par exemple — dans ces deux circonscriptions situées au sud de l'Angleterre traditionnellement conservateur. Toutefois, l'ampleur du vote travailliste pose un problème : à Christchurch, les libéraux-démocrates ont obtenu 33 000 voix, les Tories 16 000 et les travaillistes seulement 1 500.

A part Londres et deux autres circonscriptions urbaines, il n'y a pas de député travailliste dans le sud de l'Angleterre, qui est le centre démographique et économique de la Grande-Bretagne. Les députés travaillistes représentent principalement le centre de Londres, le nord industriel, le Pays de Galles et surtout l'Ecosse (où le Parti travailliste détient 51 sièges sur 72).

Ces résultats ont entraîné un débat sur les possibilités pour le Parti travailliste de conquérir une majorité parlementaire à lui tout seul — et ce d'autant plus que ses bastions sont sur-représentés en termes de sièges, et que cette sur-représentation va progressivement disparaître avec le redécoupage des circonscriptions en cours —, mais aussi un débat plus profond sur le fait que le Parti travailliste et son idéologie traditionnelle sont basés sur des couches sociales, les travailleurs manuels de l'industrie et les employés du secteur public, toutes deux très syndiquées mais en déclin.

Mutations sociales

À la fin des années 50 et au début des années 60, il y a eu un débat houleux dans le Parti travailliste pour savoir si les travailleurs "aisés" abandonneraient le parti. Le débat a été tranché par la vie réelle : l'amélioration du niveau de vie en elle-même n'a pas affaibli la conscience de classe, cela s'est traduit par l'augmentation du taux de syndicalisation et le maintien du vote travailliste jusqu'au milieu des années 70. Par contre, les changements sociaux en Grande-Bretagne sont aujourd'hui plus fondamentaux qu'il y a 30 ans.

L'industrie traditionnelle décline au profit des services et de l'industrie de pointe, qui embauchent fort peu. Le taux de syndicalisation a diminué, tant à cause du chômage que de l'incapacité des principaux syndicats à ne serait-ce que faire des incursions dans les nouveaux secteurs industriels. Il y a un consensus dans le monde des "sciences politiques" pour dire que cette évolution aurait modifié la conscience d'appartenir à une classe et la fidélité à un parti, et aurait vu l'émergence d'un électorat pragmatique qui détermine ses préférences électorales en fonction de ce qu'il perçoit comme ses intérêts immédiats. Le Parti travailliste en pâtirait beau-

coup car il est perçu comme le parti des gros impôts sur le revenu, principalement dans le sud de l'Angleterre, une zone plus prospère.

Il y a quelque chose de vrai dans cette explication. Il serait ridicule de nier les changements majeurs dans la structure sociale de la classe ouvrière, et le déclin de l'adhésion idéologique systématique au Parti travailliste pour des secteurs importants de la classe ouvrière — bien que 40 % de la classe ouvrière ait toujours voté pour les conservateurs. Mais tous les sondages d'opinion révèlent la persistance alarmante (alarmante pour les promoteurs de la "révolution thatchérienne") des valeurs "collectivistes" de l'idéologie "social-démocrate" au sein de la majorité écrasante de la population.

L'attachement à l'Etat providence, au service de santé, aux retraites versées par l'Etat, à l'investissement gouvernemental en matière d'éducation et de services publics, reste important; et il convient de noter aussi qu'une majorité se prononce pour des politiques sociales progressistes sur des questions comme l'avortement ou les droits des lesbiennes et des gays (7). On pourrait en conclure rapidement que (ce qui est perçu comme) l'idéologie travailliste, une idéologie que la direction travailliste est en train de jeter précipitamment aux orties, a une audience énorme.

Pourtant, il y a une contradiction entre cette majorité idéologique et le vote pour le Parti travailliste. Les raisons en sont claires : après maintes expériences gouvernementales travaillistes, il y peu d'espoir que le Parti travailliste développe le service public et les prestations sociales. Les travailleurs de la santé constituent sans doute le groupe le plus unanimement hostile aux Tories dans toute la société, mais des sondages pré-électorales en 1992 ont révélé un scepticisme généralisé au sein de ce groupe sur la possibilité de changements avec un gouvernement travailliste.

Scepticisme généralisé

Leur attitude est d'ailleurs renforcée par leur expérience des élus travaillistes locaux. Par ailleurs, les gens sont très sceptiques quant aux privatisations, les usagers de l'industrie nationalisée en étant très mécontents, et le Parti travailliste ne semble avoir d'autre alternative que les nationalisations bureaucratiques ou la logique du marché.

Il y a aussi les angoisses individuelles suscitées par l'éventualité d'un gouvernement travailliste. Il étaient des millions à penser pendant la campagne électorale de 1992 que rien ne changerait, qu'il faudrait payer plus d'impôts, que l'économie

empirerait probablement avec les travaillistes. Pourtant onze millions d'électeurs ont voté travailliste. Combien d'entre eux l'ont fait dans l'espoir d'un jour nouveau et par conviction idéologique sincère ? Combien par rejet des conservateurs ? La question reste ouverte.

On ne peut isoler les calculs du vote pragmatique de la crise organisationnelle et idéologique généralisée du mouvement ouvrier. Le faible niveau de syndicalisation empêche ces syndicats d'être des éléments décisifs dans la mobilisation pour le vote travailliste et sape la fidélité collective au Parti travailliste.

On peut retenir certains facteurs sociaux qui sapent le vote travailliste, mais il faut les mettre en perspective avec les huit millions de syndicalistes et six millions de membres du Parti travailliste. Dans ce contexte, même du point de vue étroit de la préservation des intérêts de la bureaucratie travailliste, le cours actuel du parti est désastreux.

Au lieu de mener une campagne de syndicalisation, un combat pour l'organisation des chômeurs et la résurrection d'une idéologie keynésienne basée sur l'Etat providence fût-elle limitée, la direction travailliste a pris une voie opposée, en démobilisant sa base actuelle, et en laissant passer l'occasion de conquérir de nouvelles couches, ou des couches qui se sont détachées du Parti. C'est un cours de suicide collectif annoncé.

Le projet de la bourgeoisie

La trajectoire autodestructrice actuelle du Parti travailliste est une grande victoire pour la bourgeoisie britannique. Au début des années 80, la révolte "benniste" au sein du parti a envoyé des ondes de choc dans tout l'*establishment*. A l'encontre des théories simplistes suivant lesquelles le vote bloqué des syndicats est intrinsèquement droitier, c'est la capacité des bennistes à marquer des points substantiels à la base des syndicats qui en a fait une puissante force au sein du Parti. La perspective d'un Parti travailliste radical, arrivant au pouvoir grâce à la force des syndicats, signifiait un désastre potentiel pour la bourgeoisie.

Là encore, contre toute vision réductrice, la bourgeoisie est éminemment intéressée par le profil politique du Parti travailliste. La leçon de l'écrasante défaite électorale du Parti travailliste en 1983, dans la foulée de la guerre des Malouines, et de la plus gigantesque campagne média-

7) Les deux sujets sur lesquels l'opinion publique est majoritairement réactionnaire sont le contrôle de l'immigration et la criminalité, avec une écrasante majorité en faveur de la peine de mort.

tique antitravailleuse du siècle, est simple : la bourgeoisie a intimé au Parti travailliste de se conformer au "moule de gouvernement".

Il s'agit bien entendu d'un jeu sans fin : la bourgeoisie exige du Parti travailliste des changements radicaux, mais tout glissement à droite s'avère "tout à fait insuffisant" — même si le *Financial Times* a soutenu ce parti en 1992 ! Il ne s'agit pas seulement d'en briser l'aile gauche, la volonté de séparer le parti travailliste des syndicats relève d'une politique consciente et délibérée des secteurs les plus actifs politiquement de la bourgeoisie. La raison de ce changement dans la conception du courant dominant dans la bourgeoisie vient de la situation difficile du capitalisme britannique et de la perspective de la réorganisation du système des partis politiques.

La Grande-Bretagne n'entrainera pas son déclin économique relatif, quelles que soient les fluctuations conjoncturelles — si l'économie britannique semble avoir une croissance supérieure à celle du reste de l'Europe, c'est fondamentalement le résultat des effets à court terme de la réunification sur l'économie allemande. Par conséquent, la protection sociale keynésienne d'après-guerre devient insupportable, et l'Etat providence doit être démantelé, or un grand parti soutenant ces aspects est inacceptable pour la bourgeoisie.

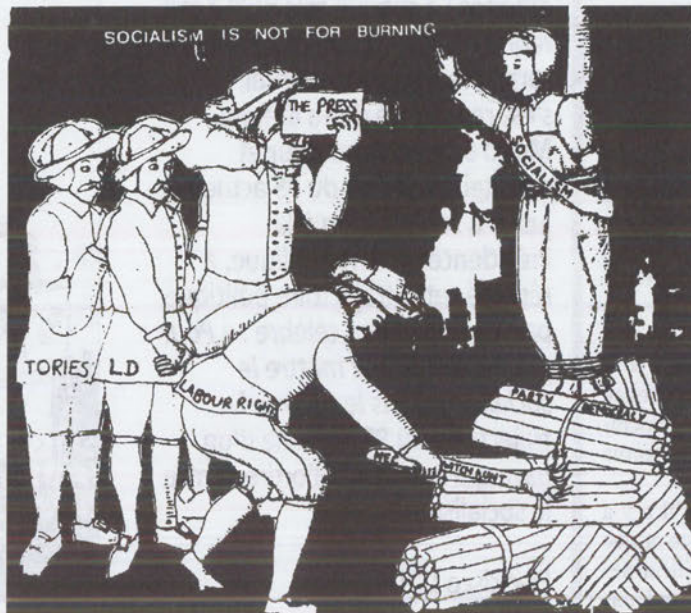
De plus, les mécanismes "corporatistes" pour coopter les dirigeants syndicaux s'avèrent, à la lumière des expériences des années 70, également inacceptables pour la bourgeoisie (8). Tout cela contribue à un effort visant à écraser le Parti travailliste en tant que parti basé sur la classe ouvrière organisée, donc à briser ses liens avec les syndicats.

Démocrates américains ?

Cela cadre avec le projet de créer une alternative viable au gouvernement tory. Après quatorze ans de pouvoir conservateur, les théories sur le monopartisme en Grande-Bretagne abondent. Ces théories sont d'autant plus simplistes que les secteurs éclairés de l'opinion publique bourgeoise ressentent le besoin d'une équipe alternative de gouvernement crédible. Ne serait-ce qu'en cas d'accident électoral. A ce titre, l'idée d'une coalition entre les libéraux et les travaillistes est plus accep-

table que celle d'un autre gouvernement travailliste. Pour intégrer cette coalition, le Parti travailliste devrait rompre ses liens organisationnels avec les syndicats.

La bataille fractionnelle au sein du Parti travailliste a immédiatement relancé le débat sur sa caractérisation : a-t-il cessé d'être un "parti ouvrier bourgeois" pour devenir tout simplement bourgeois, comme le Parti démocrate des Etats-



La droite du Parti travailliste alliant le bûcher sous l'allégorie du socialisme la main dans la main avec les partis bourgeois

Unis ? Les analogies mécanistes avec le Parti démocrate sont déplacées, étant donné qu'une partie substantielle de la classe dominante américaine adhère à ce parti, ce qui ne risque pas de se produire en Grande-Bretagne avec le Parti travailliste.

Ce dernier est déjà un parti bourgeois au sens politique, et l'a toujours été, contrairement aux mythes entretenus par certains secteurs (en déclin) de la gauche travailliste. Tony Benn a récemment affirmé que « le Parti travailliste n'a jamais été un parti révolutionnaire (socialist) » (9). Il pourrait devenir un simple parti bourgeois, mais il y a toujours un énorme fossé entre ce qu'est le parti travailliste aujourd'hui et cet avenir possible.

Une modification des liens organisationnels avec les syndicats, bien que très importante et extrêmement symbolique, ne serait pas en soi décisive. Le SPD allemand ne possède pas de tels liens organiques, pourtant les syndicats sont très influents dans ses instances supérieures. Par ailleurs, les changements proposés par John Smith ne sont pas prêts d'être réels, certainement pas cette année.

Les dirigeants du plus gros syndicat du TUC, le Syndicat des travailleurs des transports et du Syndicat général GMB, le

troisième du TUC en taille et l'un des deux syndicats généraux britanniques, sont engagés dans une bataille politique serrée avec Smith sur cette question. Cela révèle un instinct de survie : les chefs des syndicats n'ont peut-être pas l'influence qu'ils avaient sur le gouvernement dans les années 70, mais ils ont au moins leur mot à dire dans l'un des deux grands partis. Ils craignent d'être complètement marginalisés par les réformes de Smith, or ce sont les syndicats qui financent le parti travailliste, ce qui, en l'absence de base d'affiliés directs massive, est décisif. Au congrès de septembre 1993, John Smith peut au mieux s'attendre à un compromis qui modifie la forme du lien avec les syndicats, sans le supprimer.

Plus profondément, malgré la prédominance du "nouveau réalisme" prônant la collaboration de classes, les syndicats britanniques — à l'exception d'un important groupe de syndicats droitiers autour de celui des ingénieurs — dont les quatre plus gros, n'ont pas sombré dans le syndicalisme affairiste si fréquent aux Etats-Unis.

Un parti ouvrier ?

En dépit du déclin organisationnel et du chaos idéologique, le Parti travailliste britannique reste d'une nature très différente des partis socialistes français, espagnol et surtout italien. Toute remontée de la lutte de classe peut rapidement envoyer des ondes de choc au sein de ce parti. La gauche travailliste est peut-être défaite et en déclin, mais elle est plus substantielle (et beaucoup plus "gauche") que n'importe quel courant comparable dans les pays capitalistes avancés. Et la base sociale des "modernisateurs" est très fragile, comprenant une faible portion de la bureaucratie ouvrière.

Pendant le printemps et l'été 1993, la plupart des congrès des grands syndicats ont nettement rejeté les propositions de Smith visant à modifier les liens avec le Parti travailliste, y compris lors de celui du Syndicat des transports, le plus gros syndicat britannique, malgré l'intervention per-

8) La période pendant laquelle les syndicats ont le plus pesé sur le gouvernement, celle du "contrat social" du gouvernement Wilson-Callaghan en 1975-1979, a coïncidé avec une période de poussée d'activisme syndical dans l'industrie, qui a culminé avec l'hiver de la colère en 1979-1980.

9) Eric Heffer, 1992.

sonnelle de Smith pour plaider sa cause. John Edmonds, le dirigeant du GMB, un droitier "loyaliste" des années 80 mais fin manœuvrier, a dû faire une diatribe contre Smith, lui reprochant de « brader [les] valeurs traditionnelles [travailleuses] » et de n'avoir pas su s'opposer efficacement aux attaques des Tories contre la classe ouvrière.

En ce qui concerne les liens avec les syndicats, il y a de longues et dures batailles à venir. Le Parti travailliste traverse une crise historique parce que la base sociale et économique de son idéologie s'est effondrée.

Si la classe ouvrière subit des défaites de plus en plus grosses, si la crise économique, tant britannique qu'internationale, ne s'arrête pas, si le système social est totalement écrasé, s'il n'y a pas de remobilisation conséquente des travailleurs, si une nouvelle aile gauche n'est pas construite et si tout cela survient dans un contexte de défaites ininterrompues pour la classe ouvrière au niveau international, alors le Parti travailliste pourrait évidemment se transformer en parti bourgeois tout cours.

Il serait stupide d'affirmer qu'il n'y a pas d'évolution du Parti travailliste et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Celui qui prendrait à tort ces changements pour une irrésistible tornade politique se tromperait. Une défaite historique qui risque de se produire à long terme est une défaite historique qui peut être évitée. ★

Londres, septembre 1993

L'ordre contre le socialisme

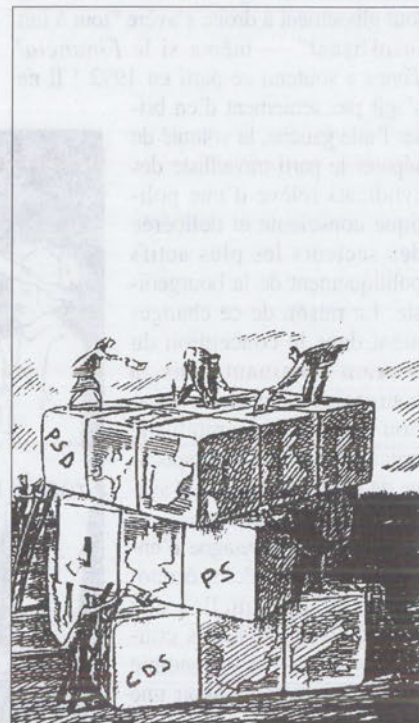
La longue histoire du Parti socialiste portugais tient dans un court résumé de victoires et de défaites : à chaque fois qu'il a fait régner l'ordre et a consacré son caractère gouvernemental, le PS s'est rapproché de sa défaite. Mario Soares, fondateur et secrétaire général du PS actuel jusqu'à son élection à la Présidence de la république, a résumé cette trajectoire politique par un aphorisme célèbre : « Pour gouverner, il faut mettre le socialisme dans le tiroir ». La trajectoire du PS est celle d'un parti qui a défendu l'ordre contre le socialisme.

Francisco LOUÇA

Le Parti socialiste portugais a été fondé en 1875, dans la foulée de la commune de Paris, dont les victoires et les tragédies étaient discutées avec passion dans le Chiado de Lisbonne, l'après-midi, après l'arrivée de chaque express en provenance de Paris (1). Un groupe d'intellectuels et quelques ouvriers — dont les plus grands poètes et écrivains de cette génération, comme Antero de Quental — ont fondé le parti qui promettait de révolutionner la vie du pays et d'instaurer une nouvelle société.

Une intense correspondance avec Engels a tenu lieu de relations avec l'Internationale, et très tôt les socialistes portugais s'inscrivirent dans les deux combats idéologiques de l'époque : celui des marxistes contre les réalistes et des marxistes contre les "alliancistes" — les bakouninistes, dont les délégués, venus à Lisbonne, ont contacté les noyaux de la 1ère Internationale.

En fait, ces deux combats ont été gagnés sur le papier mais perdus sur le terrain. Le recul des bakouninistes, n'a pas empêché, qu'au début du XX^e siècle, les anarcho-syndicalistes et les anarchistes deviennent la composante la plus active et la plus organisée du mouvement ouvrier et qu'ils battent en brèche l'hégémonie socia-



liste dans les syndicats. Mais cette altération était déjà le sous-produit d'une autre, qui révèle l'influence tardive des réalistes : le PS n'est pas parvenu — par manque de base sociale, de cohérence stratégique et même par manque de volonté de ses dirigeants — à assurer l'hégémonie de l'opposition à la monarchie, qui fut rapidement gagnée par les républicains bourgeois, qui ont ensuite renversé le roi en 1910 et gouverné le pays.

Perdant du terrain au profit de l'opposition républicaine, certains dirigeants socialistes se sont rapprochés et sont même devenus ministres sous la monarchie, abandonnant leurs principes. Lors de l'instauration de la République, le PS était un parti défait.

Un parti défait

Le rôle joué par les anarcho-syndicalistes (puis la naissance du Parti communiste portugais d'une scission de l'anarcho-syndicalisme en 1921), a accentué la marginalité du PS. Au moment du coup d'Etat militaire qui va instaurer la dictature qui gouvernera pendant plus d'un demi-siècle le pays, le 28 mai 1926, le PS est

1) Le Chiado est un quartier historique du vieux Lisbonne, qui a flambé lors d'un incendie criminel en 1988. Il est actuellement en reconstruction.

une force de gauche sans importance, peu préparée à résister, et sans projet politique. Le dernier fragment du PS va se dissoudre formellement comme groupe politique en 1949, non sans que quelques uns de ses dirigeants aient collaboré à l'institution du statut corporatiste et à la fascisation des syndicats.

La révolution des années 60

En 1964, Mario Soares, qui fut membre du PCP pendant une courte période de sa jeunesse (il a été l'élève d'Alvaro Cunhal), fonde l'Action socialiste portugaise, en exil. Le groupe, qui organise une vingtaine d'intellectuels, regroupe quelques figures de l'opposition républicaine traditionnelle en exil et dans le pays. En 1972, ce groupe est à l'origine, avec la bénédiction et l'hospitalité de Willy Brandt, du congrès qui proclame la fondation du PS, d'un nouveau PS, qui va être confronté, deux ans plus tard, à la chute de la dictature par le coup d'Etat militaire d'avril 1974 et à la crise pré-révolutionnaire qui a suivi.

Par ses relations internationales, par le caractère du PCP, et par le rôle central qu'il joue dans la transition entre le régime dictatorial et le régime parlementaire, le PS va gagner un grand poids dans le gouvernement provisoire (Mario Soares est le ministre des Affaires étrangères et, de fait, l'homme-clé du processus de la décolonisation de l'empire d'outre-mer qui était dévasté par treize années de guerre sauvage) et dans les institutions de l'Etat. Face à une droite en désagrégation et amenée à tenir un discours de gauche sous la pression révolutionnaire (le parti de droite déclarait sa fidélité à "la transition au socialisme"), le PS va devenir le parti qui décrochera le plus de suffrages aux élections générales d'avril 1975 (38 % contre 12 % pour le PCP).

A partir de ce moment, sa principale préoccupation sera de stabiliser le régime et de normaliser la société, de mettre fin à l'expression des mouvements de radicalisation des soldats et des travailleurs, qui donnaient lieu à une contestation généralisée des hiérarchies, de l'autorité militaire et de l'exploitation capitaliste.

Ainsi, le PS s'engage dans une alliance avec une faction militaire (le "groupe des neuf") dans la préparation d'un coup militaire qui va être à la fin du mois de novembre 1975, au point fort des mobilisations populaires. Des troupes spécialisées occupent des postes stratégiques à Lisbonne, la conscription obligatoire et l'interdiction de la circulation de journaux sont décrétés par le président Costa Gomes, solidaires des auteurs du coup

d'Etat. En un jour, l'ordre règne à Lisbonne. Puis, il faudra quelques mois pour normaliser la situation : la prison d'Otelo et de quelques autres militaires de gauche, la répression contre les mouvements de soldats, le démembrement des organisations populaires.

Le PS, qui va gouverner, conduira ce processus : le ministre du Travail, Maldonado Gonelha, décide de créer une nouvelle centrale syndicale où le PS établit une parité dans la direction avec les représentants des partis de droite : le ministre de l'Agriculture, Antonio Barreto, va diriger l'attaque et l'évacuation des fermes et des unités collectives qui avaient été instituées, dont les propriétaires avaient été expulsés ou dont ils avaient pris la fuite.

Jusqu'en 1983, le PS dirige au gouvernement les accords d'ajustement structurel avec le FMI, qui vont impliquer une couverture salariale drastique, une inflation galopante et une compression immédiate des revenus salariaux.

"Bloc central"

Pour consolider ces options politiques, Mario Soares a cherché à contenir les partis de droite, à travers une coalition avec le parti les plus à droite de l'échiquier parlementaire (le Centre démocratique-social (CDS), qui a oscillé entre 5 et 10 %) et après avoir mené une politique de "bloc central", qui consistait en un accord avec le principal parti bourgeois, le Parti social démocrate (PSD) (2). Ce gouvernement a été formé, puis rompu, lorsque la situation sociale est devenue plus favorable à la bourgeoisie (1986), à la faveur d'une initiative du nouveau leader du PSD, Anibal Cavaco Silva.

Depuis cette date, le PSD est en passe d'être hégémonique sur le système politique, il détient la majorité absolue au parlement et au suffrage — une situation inédite dans le pays — jusqu'à maintenant.

De nouveau dans l'opposition, le PS n'a remporté qu'une victoire : l'élection présidentielle de Mario Soares (puis sa réélection en janvier 1991, avec l'appui du PSD lui-même). Le conflit interne s'aggrave dans le PS avec la lutte pour la succession de Soares et la perspective de son éloignement durable des centres de pouvoir, face à une structure majoritaire de droite — qui s'est renforcée pendant la phase initiale de l'adhésion à la Communauté européenne, dont le gouvernement bénéficie de façon extraordinaire avec l'afflux massif d'aides financières (3). Ainsi, trois secrétaires généraux vont se succéder rapidement à la direction du PS, corseté en fractions et groupes rivaux.

Avec plus de 30 % des suffrages aux dernières élections générales et l'attente d'une remontée (notamment avec la victoire municipale dans les grandes villes, comme Porto, Coimbra et encore Lisbonne où il se présente avec le Parti socialiste révolutionnaire (4) et le PCP), le PS continue d'aspirer à la place de force alternative au sein du système parlementaire, bénéficiant de la perte d'influence du PCP dans la société.

Le PS contre le socialisme

Mais cette attente correspond une fois de plus à la réaffirmation d'une stratégie de gestion du cycle politique en suivant le "modèle PSOE", en appliquant les normes et les exigences de la politique de droite — ce qui aboutit à une offensive contre le socialisme et contre les revendications des travailleurs et des jeunes.

Mais si le PSP a une continuité, c'est bien en matière de victoires qui annoncent une défaite. ★

Lisbonne, 5 septembre 1993

2) La droite a toujours été divisée entre un courant démocrate-chrétien minoritaire, le CDS, qui rassemble des catholiques conservateurs et des nostalgiques de la dictature de Salazar, et un courant "social-démocrate" représenté par le PSD, qui rassemble le patronat et les jeunes technocrates.

3) Voir Inprecor n° 331 et 338 des 10 mai et 11 octobre 1993.

4) Le Parti socialiste révolutionnaire, section de la IV^{ème} Internationale au Portugal, qui a soutenu l'alliance PCP-PSP aux municipales de 1989, qui a remporté la mairie de la capitale. Les prochaines élections municipales se tiendront en décembre 1993 et le cadre de l'alliance est en cours de discussion, y compris avec deux autres forces, les Verts et l'UDP.

Le syndicalisme domestiqué ?

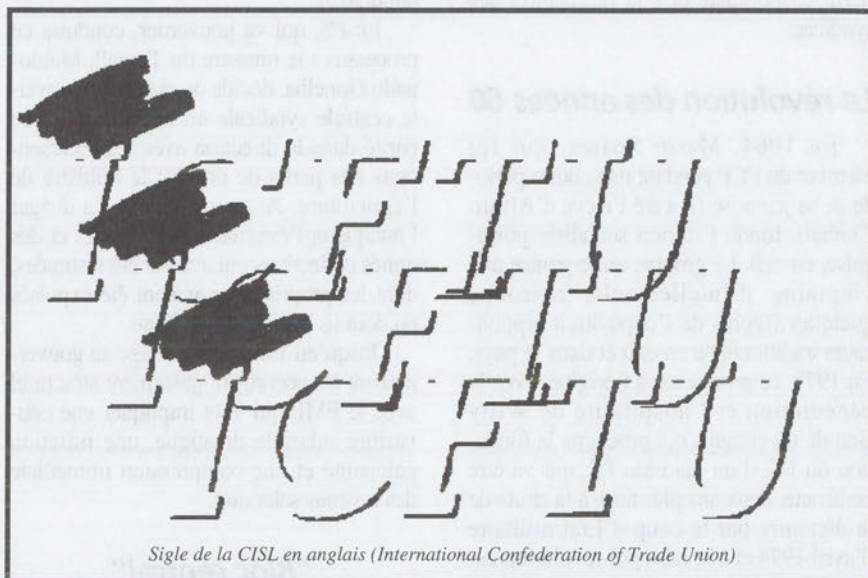
Il existe une longue tradition de solidarité et de contacts internationaux entre syndicats, mais la création d'organisations syndicales internationales est assez récente. C'est en 1945, au sortir de la guerre, qu'a été créée la Fédération syndicale mondiale (FSM) qui a vécu pendant quatre ans une période d'unité fragile au sein d'une structure internationale unique, avant que les tensions politiques Est-Ouest ne se traduisent par une scission.

Roland WOOD

En 1949, sous la pression de la fédération américaine du travail (AFL-CIO), les syndicats "non-communistes" ont quitté la FSM pour former la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (1). A de nombreux égards, le mouvement syndical international a été le premier champ de bataille de la guerre froide.

Lorsque, en mai 1983, le Syndicat national des travailleurs des mines britannique (NUM) a quitté la Fédération internationale des mineurs de la CISL (MIF) pour contribuer à la formation de l'Organisation internationale des mineurs (IMO), cela a été salué par ses partisans comme la première fracture dans le "syndicalisme" de la guerre froide (2). D'après le *Financial Times* de Londres, cela constituait, pour la première fois de puis 30 ans, une brèche « dans le rideau de fer qui séparait les fédérations syndicales des pays communistes et leurs alliés de l'ensemble de celles qui opéraient dans le cadre des économies de marché du reste du monde » (3).

Alors que la CISL n'a jamais eu de raison réelle de se sentir menacée — l'IMO n'était après tout qu'une organisation sectorielle —, il est évident que sa direction a connu des moments de frayeur. En mars 1985, juste avant le premier congrès de l'IMO de septembre de la même année, le Syndicat des travailleurs des transport et généraux britannique (TGWU) a organisé une conférence des



Signe de la CISL en anglais (International Confederation of Trade Union)

syndicats de Ford. La Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie de la CISL s'est âprement opposée à cette réunion sous le prétexte qu'elle impliquerait des syndicats d'affiliation "communiste" des usines européennes de Ford. Le dirigeant du NUM, Arthur Scargill, avait ouvertement fait des propositions concernant l'affiliation des branches de l'industrie électrique, du pétrole et de la chimie du TGWU à l'IMO.

Activement "non-alignés"

Si cela s'était produit, le retentissement des initiatives du NUM — concernant l'unification des forces syndicales "non-alignées" — aurait été bien supérieur. Il aurait peut-être suffi qu'un ou deux syndicats nationaux supplémentaires adhèrent à l'IMO pour qu'une dynamique réelle de changement soit enclenchée. Mais le NUM a quitté la MIF seul, et tandis que les syndicats de la FSM dissolvaient leur propre fédération de mineurs pour rejoindre l'IMO, cette nouvelle organisation n'a jamais dépassé les effectifs de son noyau initial.

Par contre, ce qui a pris une importance durable, c'est la centralité nouvelle de fédérations syndicales militantes dans le tiers monde : le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), la Centrale syndicale unique brésilienne (CUT), le Mouvement du premier mai philippin (KMU), le Congrès des syndicats coréens (KCTU) et l'Organisation de l'unité des syndicats

africains (OATUU) au niveau continental. Nombre des syndicats constituant de ses fédérations, le NUM sud-africain par exemple, ont été perçus comme un ingrédient de premier ordre si l'IMO venait à se renforcer. Leur importance a également été reconnue par la CISL, même si c'est, bien sûr, pour des raisons différentes.

Pourtant, malgré le statut de non-alignement de l'IMO et, en raison de l'influence personnelle de Scargill, de son orientation générale plus radicale, ces syndicats ont maintenu leurs distances (4).

Alors que ces "nouveaux" syndicats ont préféré, pour de bonnes raisons, rester neutres, ils ont développé des relations avec les secrétariats syndicaux spécifiques liés à la CISL (5). La fédération internationale des travailleurs de la métallurgie a, par exemple, expliqué clairement que ses affiliés perdraient leur qualité de membres dès lors qu'ils adhèreraient à l'IMO. Les divisions du mouvement syndical international ne pourraient disparaître qu'aux conditions posées par la CISL, ce qui impliquerait évidemment une défaite de la

1) Nous n'évoquerons pas ici, la Confédération chrétienne mondiale du travail, plus petite.

2) La MIF est un Secrétariat syndical international lié à la CISL. De tels secrétariats rassemblent des organisations nationales qui couvrent les mêmes branches industrielles.

3) Cité dans *International Labour Reports*, n° 13, Janvier-février 1986.

4) Des syndicats de pays du tiers monde qui, comme les syndicats cubain, vietnamiens et nicaraguayens, étaient affiliés à la fédération des mineurs de la FSM n'ont pas rejoint l'IMO.

5) Il n'est pas automatique qu'un membre d'un tel secrétariat soit effectivement membre de la CISL.

FSM. Pour ce qui est de l'IMO, l'attitude de la CISL revenait à prêcher l'infanticide : il fallait l'étrangler à la naissance.

Après l'effondrement du stalinisme, la FSM a plongé dans une crise prévisible : l'organisation était à la recherche d'une orientation et d'un rôle nouveaux. La vieille confrontation idéologique avec l'impérialisme a été enterrée, et des voix se sont élevées en faveur d'une dépolitisation du syndicalisme.

Une crise prévisible

Lors de son douzième congrès, en novembre 1990, la FSM a invité la CISL (ainsi que la Confédération chrétienne mondiale du travail) à la réconciliation et au développement de la coopération et de l'"unité". Le manque de coordination entre les organisations mondiales a été imputé aux « obstacles mis en place par les compagnies transnationales ».

La CISL n'était pas intéressée ; son secrétaire général d'alors, John Vanderverken, a répondu que « [le] plus grand mérite [de la CISL] en Europe de l'Est était de n'avoir jamais collaboré en aucune façon avec ceux qui étaient du côté des oppresseurs ». L'allusion était claire. La FSM n'avait plus qu'à s'effondrer.

La CISL peut-elle se targuer pour autant d'avoir remporté une victoire idéologique ? Une victoire peut-être pas, mais alors que la social-démocratie semble actuellement paralysée et impuissante, la CISL a, dans une large mesure, évité de s'embourber dans la même crise. Et ceci malgré l'impact de cette crise sur beaucoup des fédérations la constituant, en particulier dans les pays où il semblait y avoir une culture ou un consensus sociaux-démocrates stables. Pourquoi la CISL a-t-elle donc échappée à ces pressions ?

La raison essentielle réside en fait dans le caractère organisationnel et dans le cadre idéologique de la CISL — la collaboration de classes par excellence. La CISL n'a jamais été un mouvement syndical militant, c'est une organisation de directions syndicales — basées en Occident et dominées par lui. Et ce n'est pas seulement un point de sémantique car cela nous renseigne énormément sur la raison d'être de la CISL.

Malgré ses 113 millions d'adhérents, la confédération ne reçoit que 1 % des recettes des fédérations membres, ce qui revient à 70 millions de francs par an. Cela ne soutient pas la comparaison avec Greenpeace qui, par exemple, avec 4,3 millions de membres actifs reçoit plus d'un milliard de francs par an (6). Mais l'axe de travail de la CISL n'a jamais été l'organisation de campagnes internatio-

nales bien coordonnées ; au contraire, sa direction a toujours préféré les pressions discrètes sur les gouvernements et les institutions financières internationales, tout particulièrement en matière de projets de développement du tiers monde, surtout s'il y a de l'argent facile à gagner à la clef. Dans le passé, la CISL dépendait de ce type de financements à hauteur de 40 % de son revenu total.

"Développement" signifie bien entendu développement du capitalisme, une profession de foi a même été élaborée.

► L'Etat-nation possède les moyens de développer et de protéger les économies nationales — une idée évidemment ridicule aujourd'hui, avec l'émergence de blocs de libre échange commercial, comme l'Accord de libre-échange nord-américain, en plus de ceux qui sont déjà en place.

► L'Etat devrait faciliter l'accès des syndicats aux institutions telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

► Ces institutions devraient se préoccuper d'avantage des besoins des travailleurs.

Empreinte social-démocrate

Ce cadre de travail idéologique doit beaucoup au consensus social-démocrate et libéral-keynésien qui prévalait dans l'après-guerre. Bien que ce consensus commence à se fissurer, la CISL continue de soutenir les prétentions sus-mentionnées.

Des années 60 aux années 70, alors que la production industrielle de presque tous les pays du tiers monde augmentait rapidement, la CISL a été hypnotisée. Sa direction a joué le jeu du "développement", s'érigeant en conseiller, réglémentant et concevant le profil idéologique des mouvements syndicaux "indigènes" pour les adapter aux nécessités des régimes en place qui, quels que soient les griefs de leurs opposants, étaient sensés mener leur nation au bonheur et à la prospérité.

Les résultats de telles pratiques sont devenus presque légendaires chez les internationalistes et les militants syndicaux. Il est aujourd'hui de renommée publique que ce soutien financier, même lorsqu'il s'adressait à des syndicats soutenus par les gouvernements, aboutissait dans les poches de dictateurs comme Mobutu au Zaïre, Marcos aux Philippines et "Papa Doc" Duvalier en Haïti.

Des changements ont commencé à se produire, au moins au niveau de la façade, à partir du début des années 80 au moins. La CISL se rendait compte que les "nouvelles" fédérations étaient non seulement militantes mais également en pleine crois-

sance numérique ; et que cette croissance se faisait contre des fédérations syndicales, souvent soutenues par les Etats, qui étaient affiliées à la CISL ou qui en recevaient l'aide. La possibilité d'écraser ces syndicats "nouveaux" était improbable ; la CISL n'avait pas d'autre choix que d'essayer de les apprivoiser et de les capturer, mais, compte tenu du passé de ces organisations, c'était plus facile à dire qu'à faire.

N'étant pas prête à faire le saut périlleux consistant à soutenir publiquement les méthodes et pratiques politiques des "nouveaux" syndicats, la direction de la CISL a commencé à corriger, et à reconnaître ses pratiques passées, mettant en particulier l'accent sur la lutte contre les dictatures et le principe d'indépendance vis-à-vis de l'Etat, sur l'extrême importance des droits démocratiques dans les pays "en voie de développement", mais sans rejeter les fondements de son cadre idéologique (8).

Pourtant, beaucoup de ces syndicats ont été formés et ont grandi en opposition à cette idéologie. Le tournant de la CISL sur ces questions était bienvenu, mais était perçu avec raison comme essentiellement cosmétique : le scepticisme, voire l'hostilité à l'égard de la CISL, demeurait.

Néanmoins, des liens étaient tissés, pour la plupart de façon directe et bilatérale, principalement avec les fédérations nationales suédoise, danoise, norvégienne et des Pays-Bas, qui constituent l'"aile progressiste" de la CISL. Ces "progressistes" ont toujours affirmé que les "nouveaux" syndicats devaient les rejoindre pour changer la CISL de l'intérieur. Pour les "nouvelles" fédérations, il était essentiel que la solidarité et les liens soient basés sur le respect mutuel et l'intégrité. Cela a permis de dégager le temps et l'espace pour la construction de fédérations fortes et stables par les militants eux-mêmes plutôt que par des conseillers professionnels occidentaux.

De plus, cela permettait aux "nouvelles" fédérations de construire des liens entre elles, ce qui a conduit à la mise sur pieds officieuse d'un courant "non-aligné" au sein du mouvement syndical international.

Il faut dire que la CISL a su tirer profit de ces activités progressistes indépendantes. Toutes les formes d'aide et d'assistance mutuelle étaient signalées à la CISL

6) Cité par P. Waterman dans *South African Labour Bulletin*, vol 17, n° 3, Mai-juin 1993.

7) *Ibid.*

8) La CISL a affirmé que telle avait toujours été sa conception des choses alors qu'elle admettait dans le même temps que ce n'était pas le cas en pratique. La direction pensait également que les syndicats devraient être indépendants des partis.

par le biais de ses structures de coordination régionales, par exemple son Comité de coordination pour l'Afrique australe. Cette combinaison de solidarité bilatérale entre progressistes et de coordination à travers les structures de la CISL par les "conservateurs" a permis de contenir les pressions centrifuges s'exerçant dans les deux ailes de la bureaucratie, étant donné que chacune pouvait revendiquer le crédit de la solidarité.

Mais c'est surtout pour l'aile conservatrice que l'opération était avantageuse, puisque cette dernière pouvait utiliser le travail des "progressistes" comme preuve de changement réel et de sa propre pluralité. Par ailleurs, les marges de manœuvre limitées des "progressistes" au sein de la CISL, du fait de conditions spécifiques, ont été singulièrement réduites.

Alors qu'ils disposaient auparavant de ressources considérables, provenant d'une longue période de consensus social-démocrate dans leurs pays, ce n'est désormais plus le cas — si l'on ne tient pas compte de la victoire électorale récente du Parti travailliste norvégien. L'essentiel pour la CISL est que les progressistes ont instauré le dialogue, que des accords jetant les bases d'un travail en commun ont été conclus et qu'une ouverture a été réalisée dans laquelle la semence idéologique de la CISL pourrait être plantée.

Cela ne veut pas dire que l'affiliation soit synonyme de capitulation devant la CISL ou qu'elle était inévitable. La CUT brésilienne, qui a adhéré à la CISL en 1992, était jusqu'à son congrès de 1991 opposée à son affiliation. Les délégués estimaient que, ce faisant, ils s'associeraient à des syndicats "bureaucratiques" occidentaux, et pire, aux syndicats "affairistes" des Etats-Unis et ont proposé que la CUT demeure "activement non-alignée".

La CUT a cédé par usure devant la cour tenace de la CISL et il serait ridicule de supposer que cela va signifier l'abandon immédiat et sans combat de ses conceptions, activités et campagnes — une pratique politique qui est allée jusqu'à une opposition nette au paiement de la dette extérieure, aux programmes d'austérité et politiques d'ajustement structurel. La CUT reste une fédération syndicale fermement opposée au cadre idéologique de la CISL.

Pourtant, l'adhésion de la CUT n'en représente pas moins une défaite. Son affiliation représente une nouvelle fracture, mais cette fois dans les rangs du mouvement syndical "activement non-aligné". Il faut cependant noter que la CUT était désavantagée par rapport au COSATU, par exemple à au moins deux égards. D'abord, tout au long des années 80,

l'Afrique du Sud a bénéficié d'une activité de solidarité constante dans les pays occidentaux. Cela a beaucoup aidé la COSATU à construire un profil indépendant très respecté.

Ensuite, non sans difficultés, l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OATUU), s'est affirmée comme une fédération forte, de stature continentale, indépendante de la CISL (bien que certains de ses membres soient affiliés à cette dernière), et comme un outil puissant de la solidarité avec l'Afrique du Sud, disputant l'hégémonie des fédérations occidentales sur l'activité syndicale. Rien de comparable à l'OATUU n'existe en Amérique latine.

Les priorités de recrutement de la CISL vont probablement changer au profit des syndicats de l'Europe de l'Est, où Solidarité pour la Pologne et la CKOS tchèque ont déjà adhéré. Ceci explique la précipitation mise au raffermissement de liens parfois très lâches avec les "nouvelles" fédérations. La KCTU sud-coréenne a demandé son adhésion malgré l'opposition de la fédération officielle sud-coréenne, membre de la CISL. Le COSATU est bien sûr une cible évidente et, à la fin de 1992, la CISL a dépêché sa plus grosse délégation en Afrique du Sud.

Mais le COSATU est également la cible d'autres syndicats et fédérations "non-alignés", surtout en Asie, qui demandent au COSATU de ne rejoindre la CISL que si certaines conditions sont remplies.

Dans une déclaration publiée dans le *South African Labour Bulletin* de mai-juin 1993, les dirigeants ouvriers de nombre de syndicats d'Asie et du Pacifique ont souligné l'échec de la CISL à traduire en pratique sa nouvelle foi en des syndicats indépendants et démocratiques. A titre d'exemple, ils soulignaient le fait que le Comité exécutif international de la CISL accepte de considérer la demande d'adhésion de la SPSI indonésienne, qui bénéficie du soutien total de l'Organisation régionale pour l'Asie et le Pacifique de la CISL. La SPSI est une organisation soutenue par le régime militaire et a été formée à la suite du coup d'Etat de 1965 et après la suppression des syndicats indépendants. Que la direction de la CISL accepte ne serait-ce que d'envisager l'affiliation d'une telle organisation en dit long sur l'absence de changement réel dans son orientation et dans sa nature.

Cette déclaration faisait écho aux préoccupations spécifiques des militants syndicaux asiatiques et de leurs organisations. Celles-ci se rendent compte de la tournure que prennent les événements — l'unification *de facto* du mouvement syndical international. La partie non-écrite de ce messa-

ge était pourtant claire : le débauchage des "non-alignés actifs" doit cesser et l'intégration du mouvement dans la CISL ne doit pas, à ce stade, aller plus loin. Dans le cas contraire, l'unification se réaliserait dans les termes de la direction de la CISL, ce qui constituerait une défaite pour tout ce que représentent les "nouvelles" fédérations et l'essentiel de ce pour quoi elles se sont battues.

Avant l'adhésion de la CUT brésilienne, les plus importants des syndicats "activement non-alignés" — principalement la CUT, le COSATU, l'OATUU, le KMU philippin et la KCTU sud-coréenne — étaient potentiellement en position de force pour d'éventuelles négociations. Le débouché naturel au "non-alignement actif" était un internationalisme sous contrôle des travailleurs, impliquant une campagne pour la mise sur pied d'une seule organisation internationale unifiée, démocratique et comptable devant ses membres.

Mais la possibilité d'une telle initiative a toujours été limitée. Alors que les liens entre "nouvelles" fédérations devenaient plus forts, en particulier entre la CUT et le COSATU, il y a toujours eu un problème sur la quantité de ressources et de temps qui serait allouée au travail international. Il est peu probable que ce problème disparaisse. La CUT et le COSATU sont tous deux préoccupés par ce que le futur immédiat réserve à leur pays après les élections de 1994.

Même au regard de ces problèmes, avec la retraite forcée des progressistes — les alliés les plus probables des "nouvelles" fédérations, au moins pour ce qui est de la démocratisation des structures de la CISL —, il semble tristement inadéquat de se contenter de dire que le mieux qu'on puisse faire, face au rouleau compresseur triomphant de la CISL, c'est d'attendre pour adhérer qu'un changement réel ait été arraché à la bureaucratie de la CISL.

Le syndicalisme de masse, militant et indépendant restera un élément central dans les pays du tiers monde, mais à moins qu'il ne devienne une préoccupation centrale des mouvements ouvriers des pays du nord et occidentaux, le danger existe que ce syndicalisme demeure isolé au niveau international et soit neutralisé par la CISL. ★

20 septembre 1993

La dictature des "démocrates"

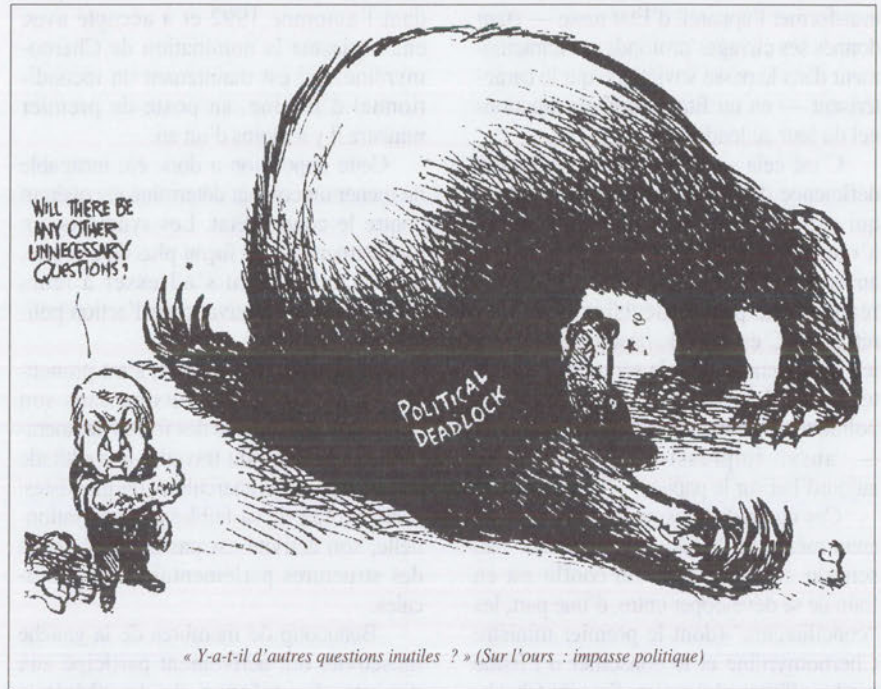
Au moment où nous bouclons ce numéro d'*Inprecor*, la situation en Russie semble stabilisée en faveur d'Eltsine. Si ce dernier — de même que tous ceux qui l'ont appuyé en Russie et au niveau international — espère pouvoir imposer son pouvoir personnel, son calcul n'est pas exempt de risques. La Russie est entrée dans une période de crise accrue et l'unité même de la Fédération russe pourrait être remise en cause. Quand à l'"économie de marché", il est peu probable qu'elle connaisse des lendemains qui chantent...

Poul FUNDER LARSEN*

Le 20 septembre 1993, Boris Eltsine, en dissolvant le Soviet suprême et en suspendant la cour constitutionnelle, a déclenché le coup d'Etat que ses partisans appelaient de leurs vœux depuis août 1991, et qu'il avait été à deux doigts de réaliser en mars de cette année (1). D'après les "eltsiniens", la période de "loi présidentielle", où les décrets du président outrepassent toutes les lois et instances élues, touchera à sa fin en décembre 1993, avec la tenue des nouvelles élections au nouveau Parlement bicamériste.

Pourtant, le quotidien "centriste", *Nezavisimaya Gazeta* remarquait dans un éditorial du 23 septembre 1993 : « *il n'y a guère que dans les contes de fées que la démocratie revient après trois mois de dictature de facto. Cela prendra plus de temps, parce que si vous dissolvez un Parlement, alors qu'est-ce qui peut vous empêcher d'en dissoudre un autre — celui qui sera élu en décembre ?* »

Eltsine essaye de maintenir une façade de légalité — alors qu'une répression à grande échelle mettrait en péril le soutien unilatéral occidental, et pourrait provoquer l'irritation de l'armée et des directions des régions — mais la censure est mise en œuvre brutalement sur les médias électroniques, qui sont revenus à leur état d'avant



« Y-a-t-il d'autres questions inutiles ? » (Sur l'ours : impasse politique)

la *glasnost*, et un des principaux journaux d'opposition, *Rossikaya Gazeta*, a déjà été interdit (2).

L'appareil d'Etat est bouleversé par des remaniements à grande échelle au fur et à mesure que des fonctionnaires et des organes élus restent fidèles au Parlement sont suspendus et remplacés.

La "démocratie" par la censure

La Fédération des syndicats russes indépendants (FNPR, les anciens syndicats "officiels") a également fait l'objet d'attaques de la part d'Eltsine. Le syndicat avait publié une prise de position contre le coup d'Etat et son porte-parole, Igor Klochkov, a déclaré : « *nous avons appelé les syndicats de Moscou à organiser des actions de protestation, y compris des grèves. Il est nécessaire de paralyser les entreprises et de descendre dans la rue pour défendre la Maison blanche (le siège du Parlement)* ».

Puis toutes les lignes téléphoniques du syndicat ont été coupées, et la rumeur affirme que le gouvernement préparerait un décret imposant un "moratoire" de six mois sur le droit de grève et les activités syndicales. Bien qu'Eltsine soit sorti en meilleure posture que prévu du premier round des escarmouches, il serait injuste

d'exagérer la force de sa position. Avec des réformes économiques en lambeaux — une chute abyssale et continue de la production, un déficit budgétaire colossal qui dépasse de loin les objectifs mis en place par le Fonds monétaire international (FMI), et une inflation de 30 % par mois —, Eltsine espérait utiliser sa victoire autoproclamée lors du référendum d'avril 1993 pour arracher des concessions aux autres forces politiques au centre et dans les régions.

Mais ni l'assemblée constituante plus ou moins inopportune convoquée en juin et juillet derniers à l'initiative d'Eltsine, ni la récente tentative de gagner les régions à sa cause avec la mise en place d'un "Conseil de la fédération" (en pratique un Parlement des élites régionales), n'ont donné de résultat probant. Et c'est confronté aux fiascos économique et politique de son gouvernement, qu'Eltsine a décidé de dis-

* Cet article a été écrit avant les événements du week-end des 3 et 4 octobre 1993, il n'en demeure pas moins éclairant sur les rapports de force et conflits politiques en Russie.

1) Voir Poul Funder Larsen, Le coup de poker menteur d'Eltsine, dans *Inprecor* n° 368 d'avril 1993.

2) En ce qui concerne les complications occidentales, plusieurs journaux russes ont fait état de consultations entre les proches d'Eltsine et l'administration américaine avant le passage à l'acte du 21 septembre. Khasboulatov, le président du Soviet suprême, a cité ce type d'article dans son discours devant la conférence des soviets le 18 septembre 1993.

soudre le Parlement. Pourtant, aucune manœuvre politique, aussi ingénieuse soit-elle ne pourra faire disparaître les contradictions inhérentes à la transition d'une économie de commande bureaucratifiée à une espèce de marché libre de type "hobbesien" (3), et aucun décret ne pourra transformer l'appareil d'Etat russe — étant donné ses clivages profonds et l'enracinement dans le passé soviétique qui le caractérisent — en un Etat bourgeois fonctionnel du jour au lendemain.

C'est cela — et non une mystérieuse déficience dans le caractère d'Eltsine — qui explique pourquoi les "démocrates" n'ont pas pu utiliser l'avantage acquis après le putsh manqué d'août 1991 pour réaliser une percée décisive pour leur réformes. C'est aussi la raison pour laquelle Eltsine rencontrera de sérieuses difficultés lorsqu'il tentera d'engranger les gains politiques obtenus dans les derniers jours — aussi impressionnants soient-ils aujourd'hui sur le papier.

Ces contradictions se font ressentir au cœur même de l'alliance "eltsinienne" : au sein du gouvernement, un conflit est en train de se développer entre, d'une part, les "conciliateurs" (dont le premier ministre Chernomyrdine et le conseiller d'Eltsine sur les affaires régionales, Sergueï Chakhraï) qui souhaitent qu'un compromis intervienne avec les régions, les industriels et l'opposition parlementaire modérée, et de l'autre, les monétaristes purs et durs (dont l'ancien Premier ministre Gaïdar et le ministre des Finances Fyodorov).

L'opposition dans l'impasse

La stratégie proposée par ce dernier secteur incluerait un gel des salaires dans l'industrie d'Etat, une libération totale des prix, la mise en route à grande échelle de faillites d'entreprises d'Etat, des réductions des dépenses et des prestations sociales et les mesures politiques "appropriées", de nature autoritaire, pour contre-carrer les résistances sociales et politiques (5). Si les différents courants libéraux ont été capables d'utiliser la présidence comme un point de ralliement et un rempart bonapartiste pour leurs intérêts, l'opposition, elle, n'a pas réussi à développer une alternative organisationnelle cohérente ou un quelconque programme politique, qui pourrait s'adresser à de larges secteurs de la classe ouvrière.

Elle reste divisée entre une douzaine de fractions parlementaires, fronts et autres partis passant leur temps à se chamailler, et dont l'engagement en faveur de la démocratie reste suspect, tant ils affichent leur nostalgie dupassé soviétique et conservent la logique (ou même les struc-

tures) de l'appareil bureaucratique. De plus, la crédibilité du Parlement en matière de résistance à la réforme libérale est loin d'être sans tâche : après tout, il a soutenu Eltsine et sa politique pendant une longue période, a ouvert les vannes pour les réformes neo-libéralistes de Gaïdar pendant l'automne 1992 et a accepté avec enthousiasme la nomination de Chernomyrdine, qui est maintenant un inconditionnel d'Eltsine, au poste de premier ministre il y a moins d'un an.

Cette opposition a donc été incapable de mener un combat déterminé et cohérent contre le coup d'Etat. Les syndicats ont globalement agi de façon plus déterminée, mais n'ont pas su s'adresser à leurs membres ni les motiver pour l'action politique.

La gauche, pour sa part, s'est prononcée contre le coup d'Eltsine dans son ensemble, du Congrès des forces démocratiques et du Parti du travail à la multitude de petits groupes anarchistes ou marxistes. Mais, du fait de sa faiblesse organisationnelle, son activité est passée par le biais des structures parlementaires ou syndicales.

Beaucoup de membres de la gauche moscovite ont activement participé aux piquets de défense de la "Maison blanche", dans lesquels des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées chaque jour pour débattre, écouter les nouvelles et les discours et éventuellement défendre le Parlement. En dépit de l'hégémonie des courants staliniens et nationalistes (avec forte audience chez les retraités) ce piquet permanent a attiré beaucoup de militants, y compris beaucoup de jeunes et de femmes, venus non pas pour soutenir les conservateurs, mais pour protester contre le régime d'Eltsine.

Quelles perspectives ?

La "latino-américanisation" de la vie sociale et politique russe au cours de ces dernières années — phénomène évident au niveau de la paupérisation de larges couches de la société, l'inflation rampante, l'absence de légalité et la menace d'un coup d'Etat plannant en permanence — a fait un nouveau pas en avant avec la "dualité" de pouvoir grotesque entre deux présidents niant réciproquement la légitimité de leur adversaire, deux gouvernements, deux pouvoirs locaux se disputant pratiquement toutes les régions et, dans quelques mois, peut-être, deux parlements.

A Moscou, les commentateurs politiques se perdent en conjectures pour savoir si la situation va évoluer à la "chilienne", option de beaucoup de libéraux, ou sur le modèle "tadjik" ou "azéri" d'une

insurrection armée et d'une guerre civile, envisagées par certains des plus sinistres conservateurs. Ce dernier développement est improbable actuellement au niveau de la fédération ; mais il pourrait être choisi dans les régions — où les confrontations du centre sont reproduites et où les forces centrifuges ont augmenté en intensité — et au sein de l'appareil répressif — débouchant sur un affrontement dont Eltsine est loin d'être certain de sortir vainqueur à moyen terme.

Situation ambiguë

Malgré la menace réelle de rétablissement d'un régime autoritaire, la situation actuelle pourrait agir comme un catalyseur pour des évolutions dans un sens plus positif au sein de l'opposition : face à l'impossibilité d'établir un compromis durable dans l'appareil (une aspiration exprimée par Khasboulatov sous le mot d'ordre de « *gouvernement national de réconciliation* »), et étant données les limites évidentes des programmes des centristes et de l'alliance nationalistes-staliniens, une aile de l'opposition — par exemple parmi les syndicalistes et une partie des communistes — cherchera une alternative.

Les socialistes révolutionnaires devront participer activement aux larges campagnes de désobéissance civile et aux grèves contre Eltsine, en insistant sur le fait que sans une mobilisation populaire, dépassant l'apathie régnant actuellement parmi les travailleurs, ce combat est voué à l'échec.

Pendant les mois à venir, la lutte pour un boycott effectif des élections truquées de décembre prochain pour le prétendu Parlement d'Eltsine, destinées à donner une victoire facile aux libéraux et à une légitimité à peu de frais pour une poursuite de la dictature présidentielle (6). ★

Moscou, 27 septembre 1993

3) *Trud*, 23 septembre 1993.

4) Hobbes est un philosophe anglais du 17^{ème} siècle, qui a prôné le premier la nécessité du pouvoir absolu en politique.

5) Le marché financier de Moscou a réagi très négativement aux mesures d'Eltsine, tandis que le rouble perdait 25 % de sa valeur en dollar en moins de deux jours (un dollar vaut 1 300 roubles).

6) Un des ingénieux détails dans la conception de ce pseudo-Parlement consiste à ce que la moitié des membres de la "Chambre fédérale" soient les chefs des administrations régionales... nommés par le président !

Après les accords de New York

Deuxième coup d'Etat

Comme le montre le témoignage que nous publions ci-dessous, la signature d'un accord le 3 juillet 1993, entre le président Aristide et le général Cédras, n'a pas eu pour conséquence une diminution de la répression, bien au contraire. Cet accord en dix points prévoit le retour d'Aristide en Haïti le 30 octobre 1993.

D'ici là, une série d'échéances ont été fixées : nomination d'un nouveau Premier ministre et d'un nouveau gouvernement, suspension des sanctions internationales, reprise de la coopération internationale, avec notamment l'envoi des personnels de l'ONU pour aider à "moderniser" l'armée et créer une nouvelle police, amnistie pour les auteurs du coup d'Etat, départ de l'armée du général Cédras, nomination d'un nouvel haut Etat-major.

Depuis l'entrée en fonction du nouveau Premier ministre, l'homme d'affaires Robert Malval, le 2 septembre 1993, et la levée de l'embargo qui a suivi, la situation a pris un cours dramatique à Port-au-Prince. Le président Aristide, dont le retour pourrait être remis en cause, parle même de « deuxième coup d'Etat ». Robert Malval, qui a placé sa politique sous le signe de la "réconciliation nationale", a appelé « les exilés de l'extérieur » à revenir à Haïti « sans exception ». Des chefs duvaliéristes ont aussitôt répondu à son invitation. Cela n'a fait que renforcer la détermination des auxiliaires civils de la police (les "attachés") à bloquer le fonctionnement du gouvernement et du Parlement. Ils multiplient les assassinats politiques, occupent la radio et la télévision d'Etat et empêchent les ministres de prendre leurs fonctions, obligeant certains à se cacher.

L'armée est totalement impliquée dans ces actions. Faut-il y voir seulement la volonté d'imposer un rapport de force aussi défavorable que possible au président Aristide et à ses partisans à la veille de son retour en Haïti ? Ou bien l'armée, et, au-delà d'elle, certains cercles au moins de l'administration nord-américaine, ont-ils l'intention d'empêcher ce retour ?

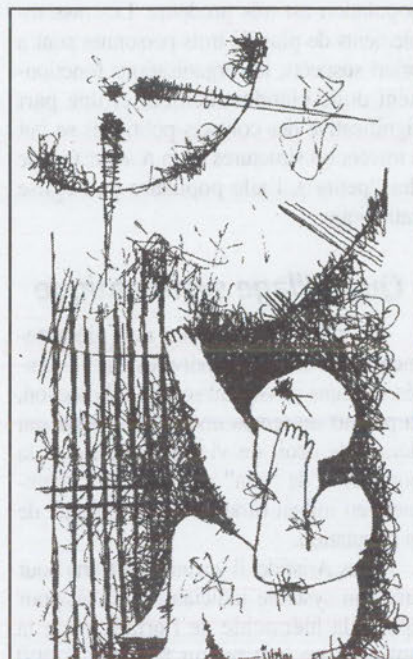
Les semaines qui viennent vont rapidement apporter une réponse à ces questions. ★

Dans une critique du roman de Jack London, *The Iron Heel*, datant de 1937, Léon Trotsky saluait la "vision prophétique" qu'avait l'auteur de l'ordre social autoritaire qui s'abattra sur l'Europe pendant la montée du fascisme. Le révolutionnaire russe exilé était particulièrement frappé par l'utilisation "audacieuse" de l'hyperbole par London pour amener les « tendances enracinées dans le capitalisme : l'oppression, la cruauté, la bestialité et la trahison à leur plus extrême expression » (1).

Alan WALD

Trotsky aurait peut-être révisé le jugement caractérisant la vision de London comme "hyperbolique" s'il avait vécu assez longtemps pour voir Haïti sous les bottes de l'oppression après le coup d'Etat réactionnaire du 30 septembre 1991, par lequel le lieutenant général Raoul Cédras a renversé le père Jean-Bertrand Aristide, président démocratiquement élu. La majorité de la population, plus de 80 %, de ce pays extraordinaire — qui est le cadre du célèbre ouvrage de CLR James, *Les jacobins noirs* —, croupit dans un enfer de misère.

Autrefois la « plus grande colonie du monde » (2) puis subséquemment brutalisée, violée et torturée par l'empire français, l'impérialisme des Etats-Unis (les marines ont occupé le pays de 1915 à 1934), et par la propre bourgeoisie néo-coloniale haïtienne, cette nation insulaire est le pays le plus pauvre du monde occidental avec un revenu annuel de 400 dol-



lars par habitant, une espérance de vie de 55 ans et un taux de mortalité infantile de 11 % (3). Lorsque le coup d'Etat a écrasé les rêves et réalisations des sept mois passés sous la direction d'Aristide et du mouvement Lavalas (4), la plus grosse partie de la population a plongé dans un Etat de terreur démoralisée (5).

Cité Soleil à l'abandon

Les pires bidonvilles, tels que la cité Soleil à Port-au-Prince, ne sont plus nettoyés par les services de la voirie et les ordures s'y empilent comme pour affirmer publiquement la vanité de tout effort d'amélioration sous le régime actuel (6).

L'orphelinat, *La fanmi sé lavi* (la famille c'est la vie), fondé par Aristide, a été attaqué par des cocktails molotov lors du coup d'Etat (trois enfants ont été tués et deux blessés) ; il n'en reste que des ruines brûlées, et le harcèlement par les "attachés" du voisinage (nervis pro-militaires)

à une averse diluvienne.

1) Ce commentaire de Trotsky a été écrit le 16 octobre 1937 et a été publié pour la première fois dans *New Internationalist*, en avril 1945 ; il a été reproduit par Paul N. Siegel, dans *Leon Trotsky on Literature and Art*, pp. 221-224, Pathfinder, New York, 1970.

2) CLR. James, *The black Jacobins*, Vintage, New York, 1989.

3) Une récente brochure rassemblant des travaux universitaires pertinents et du matériel historique sur Haïti, est disponible sous le titre de *Haiti : A Look at the Reality*, publiée par Quixote Center, PO Box 5206, Hyattsville, Md. 20782.

4) Lavalas désigne à Haïti le torrent de boue qui fait suite

5) Une analyse substantielle du coup d'Etat et de ses conséquences peut être trouvée dans les articles suivants d'Arthur Mahon : "Lavalasse orpheline" dans *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991, "Le prophète désarmé" dans *Inprecor* n° 355 du 9 juin 1992 et "La longue marche du mouvement populaire" dans *Inprecor* n° 368 d'avril 1993.

Pour une information critique sur la politique de l'administration Clinton vis-à-vis d'Haïti on peut se reporter à "An interview with Cecelia Green : Haiti, Clinton and the movement", *Against The Current*, n°44, mars-avril 1993.

6) Voir "Choke hold on Haiti", *Dissent*, été 1993.

a contraint la plupart des enfants à retourner à la rue.

La protestation n'a pas cessé, sous la forme de petites manifestations de rue ou dans les églises, bien qu'elles soient le plus souvent réprimées à coup de matraque et d'armes à feu. Pourtant, la population est très prudente. Les rassemblements de plus de trois personnes sont a priori suspects, les organisations fonctionnent donc clandestinement et une part significative des contacts politiques se fait à travers les structures de la *ti légliz* (église des "petits"), l'aile populaire de l'église catholique.

Quadrillage systématique

Le pays est divisé en neuf départements, eux-mêmes subdivisés en 500 unités, chacune possédant son chef de section, la plupart du temps une brute épaisse qui détient le droit de vie et de mort sur la population de "son" district, particulièrement en milieu rural où vit la majorité de la population.

Sous Aristide, il y a eu des efforts pour créer un système judiciaire efficace, pour épurer la hiérarchie de l'armée et de la police (une institution forte de 7 000 hommes remplit les deux rôles) en promouvant des officiers partisans de la démocratie, en améliorant les conditions de vie dans les prisons et même en s'attaquant aux chefs de section abhorrés. Depuis le coup d'Etat, ces progrès ont été grignotés, ramenant le pays à des conditions qui rappellent les pires périodes de la dictature des Duvalier.

Dans les locaux de la Commission pour la paix et la justice — qui est littéralement assiégée —, dans le centre ville de Port-au-Prince, on affirme que plus de 300 personnes vivent dans la clandestinité. Deux exemples de cette répression : le plus jeune des deux hommes était un directeur d'école accusé d'être un "personnage clef" au sein des partisans d'Aristide par le chef de section de sa localité. Il a été roué de coups et chassé de chez lui.

L'autre était un paysan plus âgé, chargé des mêmes accusations, à qui la police avait en outre ordonné de donner sa terre à un inconnu qui affirmait être son fils, venu réclamer sa juste part de l'héritage. Or le paysan ne le connaissait pas et lui a demandé des preuves. En guise de réponse, l'inconnu a dégainé une arme.

Des étudiants de l'université de Port-au-Prince sont ébranlés par les renvois en masse d'étudiants et de professeurs. Quelques unes des facultés purgées se rapprochent de l'université alternative, Quisqueya, une institution privée fondée en octobre 1990, principalement par des pro-

fesseurs renvoyés du Programme agricole de l'université d'Etat. D'autres, où travaillent des partisans d'Aristide, continuent à enseigner aux étudiants, mais en dehors de l'université.

La situation est encore pire dans l'autre partie de l'île. Dans une ville agricole proche du Cap-Haïtien, une organisation paravent a été fondée en 1990, après la démission du général Avril, elle comprend 55 groupes (chacun ayant de 25 à 50 membres) de femmes, de jeunes, de paysans et de membres de coopératives qui ont des vues proches.

Sous Aristide, ils ont réussi à remplacer l'ancien chef de section par quelqu'un qui bénéficiait de leur confiance, et un bon juge s'est même installé dans la région. La corruption a diminué et les salaires de paysans ont augmenté de 15 à 28 gourdes par jour (7). Le coup d'Etat a vu le retour de l'ancien chef de section et de nouveaux juges ont été nommés. Beaucoup de militants ont été contraints à la clandestinité, où ils demeurent encore. Trente jeunes militants ont essayé de fuir le pays en bateau et sont morts noyés.

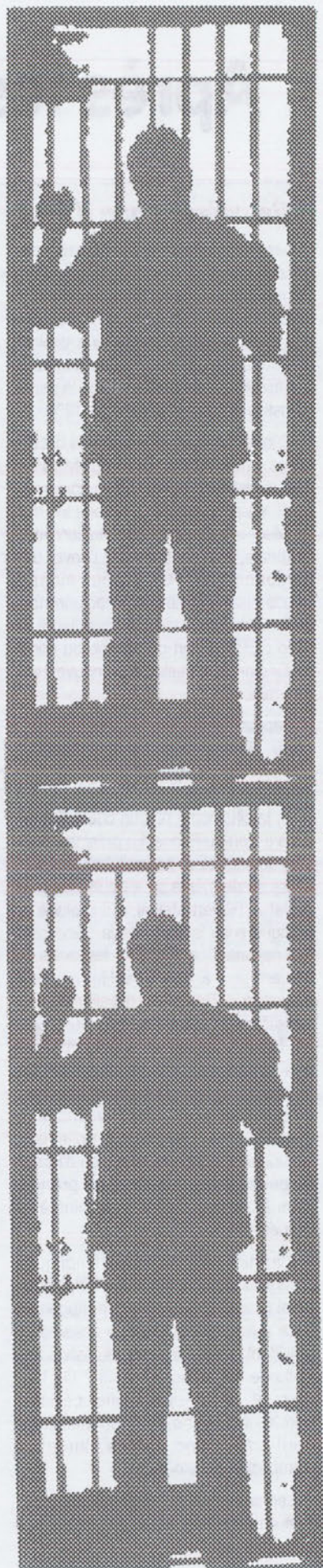
Tortionnaires, violeurs et mafieux

Dans cette ville, la liste des exactions de la police et de l'armée est interminable. Une jeune fille qui refusait d'avoir des rapports sexuels avec un associé du chef de section a été tuée. Le chef a fait arrêter un militant paysan, l'a fait battre et lui a infligé neuf mois de prison. Un autre s'est vu promettre la liberté en échange de 600 dollars ; pour rassembler les fonds, on l'a forcé à vendre tout ce qu'il possédait. Le bétail appartenant à des paysans était abattu et vendu de façon proprement illégale. Une militante a été emmenée dans une baraque et violée par dix hommes ; le chef de section a alors fait payer les violeurs puis les a laissés partir.

Des membres du syndicat enseignant, la Fédération des associations des enseignants du Nord et du Nord-est (FAENNE), basé au Cap-Haïtien, décrivent des faits analogues. Leur organisation a été fondée en 1986, après que Jean-Claude Duvalier ait quitté le pays pour son exil doré en France, et est formée de 36 associations de professeurs, enseignant pour la plupart dans le secondaire.

Durant la période de *Lavalas*, six écoles ont été ouvertes en sept mois ; Après le coup d'Etat, le secteur privé et les Tontons macoutes (des bandes réactionnaires paramilitaires) ont commencé à s'en

7) La gourde est liée au dollar américain par une parité fixe.



prendre aux partisans de *Lavalas*, contraignant les dirigeants et les militants des organisations populaires à se cacher. Des enseignants ont été arrêtés, battus et torturés. 42 membres de la FAENNE ont été brutalement renvoyés d'un même collègue. Un directeur d'école primaire a été frappé 70 fois au point de ne plus pouvoir s'asseoir. Un autre s'est échappé de justesse et a dû se cacher pendant neuf mois. Des élèves ont été tués ou ont disparu. Un des professeurs persécutés a demandé l'asile politique aux Etats-Unis, mais n'a reçu au bout de plusieurs mois qu'une lettre du département d'Etat lui informant que sa requête était rejetée.

Du côté de l'église

Les parties de l'église qui ont choisi de s'allier et de diriger la vie du peuple sont également victimes de la répression, celle-ci touchant aussi bien les Européens que les Haïtiens de naissance. Dans les alentours de Cap-Haïtien, le Père Marcel est arrivé à Haïti en 1989. Il a contribué à la construction de routes par les paysans et à l'amélioration de leurs techniques de pêche. Après octobre 1991, la police a commencé à le prendre pour cible et le 9 novembre 1991, des coups de feu ont été tirés sur son logement, heureusement en son absence. Il a vécu en cachette pendant que la police saccageait sa maison, détruisait sa machine à écrire et sa machine à stencil. Lorsqu'il a été capturé, on lui arraché la barbe et on l'a obligé à s'asseoir pendant trois jours sur un banc dans un baraquement militaire. Il n'a été libéré qu'à la condition de quitter le pays.

Depuis février 1993, les Nations-Unies et l'OEA ont mis sur pied des missions de surveillance du respect des droits humains à travers tout le pays (8). Une pléthore de personnel originaire de plusieurs pays a été employée au prix de 6 000 dollars par mois (soit 72 000 dollars par an, c'est-à-dire deux fois et demie plus en gourde haïtienne) pour remplir cette mission. La Mission est située au centre ville entre la mairie et l'antenne du ministère de l'Intérieur.

Aucun des membres de cette Mission n'a entendu parler du syndicat enseignant et de la répression qu'il subissait. La situation de la Mission, jouxtant avec les autorités, peut intimider les victimes des persécutions et les dissuader de rentrer. Par ailleurs, les membres de la Mission n'ont pas visité la région.

Un groupe local, appelé Amis des prisonniers, a été fondé en 1976 par une religieuse française qui se battait pour que les prisonniers puissent assister à la messe et participer à une chorale, et pour que les Amis aient le droit de leur faire parvenir

cadeaux et nourriture. Sous Aristide, la délégation locale des Amis a effectivement commencé à recevoir une aide de l'Etat et était autorisée à entrer dans les cellules. Après le coup d'Etat, la situation s'est détériorée au point que le surpeuplement des prisons obligeait les prisonniers à organiser un roulement pour dormir, et que des cadavres pourrissaient dans les cellules. Quant à la nourriture, elle était si rare que les prisonniers ont instauré un système de roulement incluant des jours "fastes" où certains prisonniers pouvaient manger des repas plus substantiels.

La "neutralité" des Nations-Unies

Les membres du groupe étaient horrifiés à l'idée de devoir dénoncer cette situation à la Mission des Nations-Unies — ils savaient bien par expérience qu'en vertu de la "neutralité" de la Mission, toute plainte devrait être vérifiée auprès de la police, qui remonterait aussitôt aux Amis eux-mêmes.

Dans de telles circonstances, il est à peine surprenant que très peu des Haïtiens fassent confiance aux accords signés par Cédras et Aristide à Governor's Island, dans l'Etat de New York, début juillet 1993. « *Qui pourrait contraindre l'armée à respecter ses engagements ?* », demandait un des Amis des prisonniers.

Une des lacunes évidentes de l'accord est son incapacité à régler le problème de l'élection parlementaire illégale de janvier 1993 qui a donné la majorité aux forces anti-Aristide, et à l'amnistie *de facto* qu'il donne aux responsables du coup d'Etat et à leurs complices (9).

Le peu d'espoir qui subsiste encore est basé sur le retour d'Aristide et sur l'incitation à la lutte que suscitera sa présence au poste de président. C'est pourquoi la population est prête à supporter les effets de n'importe quel embargo ou boycott de Haïti, même si elle sait que les riches y échapperont — certains en tireront même peut-être profit —, et même si cela doit ramener Haïti à l'âge de l'âne, tel est le sentiment qui prévaut. ★

Septembre 1993

8) Le 3 juin 1993, la Mission civile internationale de l'ONU et l'Organisation des Etats américains (OEA) ont édité un rapport de 15 pages couvrant la période du 9 février au 31 mai 1993. Il est possible de se le procurer auprès des Nations-Unies.

9) Le Quixote Center, dont l'adresse est donnée dans la note 3 ci-dessus, a également publié une excellente critique de l'accord, intitulée *The Challenges Ahead*.

Le dernier Quatrième internationale est paru

Le numéro 46 (septembre-novembre 1993) de la revue trimestrielle vient de paraître, avec au sommaire une série d'articles centrés sur le marxisme et sa confrontation avec les "idéologies nouvelles" (post-modernisme, structuralisme, psychanalyse et éthique notamment).

Vous pourrez y trouver, entre autres, les articles suivants :

- Visages et mirages du marxisme français par Daniel Bensaid
- Héritage et perspectives de la nouvelle gauche aux Etats-Unis par Alan Wald
- Post-modernisme et féminisme par Jane Kelly
- Le socialisme et la société complexe par Phil Hearse

Au sommaire également, une lettre inédite en français que le vieux bolchevique Nikolaï Boukharine a écrite à Staline, à la veille de son procès, en décembre 1937.



Le prix au numéro est de
50 FF – 10 FS – 215 FB

Pour vous le procurer vous pouvez le commander auprès de :

PECI, BP 85
75522 Paris cedex 11, France

Chèques bancaires ou postaux à
mettre à l'ordre de "PECI".

QUATRIEME
INTERNATIONALE
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS!

Vote sanction

Le résultat des élections du 19 septembre constitue un cinglant désaveu des élites politiques issues de Solidarité et aggrave la crise politique que traverse la jeune démocratie bourgeoise polonaise. Les résultats provisoires font apparaître une nette victoire des partis qui plongent leurs racines dans l'ancien régime (SLD et PSL), une poussée de la gauche (SLD et UP), une défaite des partis liés au gouvernement sortant et un écrasement de la droite catholique.

Les résultats pour la Diète sont les suivants (en % des suffrages exprimés et en nombre de députés) : SLD (gauche post-stalinienne) 20,41 % et 171 ; PSL (paysans post-staliniens) 15,4 % et 132 ; UD (libéraux post-Solidarité) 10,59 % et 74 ; UP (gauche post-Solidarité) 7,28 % et 41 ; KPN (droite nationaliste et populiste) : 5,77 % et 22 ; BBWR (Bloc constitué à l'initiative du président Walesa) 5,41 % et 16 ; Minorité allemande 4 sièges (non soumise au seuil de 5 %).

L'alliance électorale des catholiques traditionnalistes qui a obtenue 6,37 % des suffrages est éliminée faute d'avoir atteint le seuil de 8 % prévu pour les coalitions. Les autres partis, dont le KLD de l'ex-Premier ministre ultra-libéral Bielecki et la liste du syndicat Solidarité sont éliminés faute d'avoir atteint le seuil de 5 %.

Les électeurs ont ainsi clairement rejeté la politique néo-libérale de restauration capitaliste et les tentatives visant à imposer à tous les oukazes de l'Eglise catholique. Leur vote en faveur des partis qui avaient plus ou moins clairement défendu les acquis sociaux signifie clairement l'aspiration à une autre voie de développement économique et social, capable de garantir à la fois la démocratie politique et la justice sociale.

Ces aspirations rentrent en contradiction avec les programmes des vainqueurs comme avec ceux des vaincus. Tous les partis en effet ne jurent que par la "poursuite des réformes" et le respect des diktats du marché. Tous aspirent à un accord avec le FMI.

Enfin, confrontés à la profondeur du mécontentement social, les appareils politiques hésitent à assumer les responsabilités gouvernementales.

La constitution d'un nouveau gouvernement sera donc laborieuse et ce dernier risque fort de se heurter rapidement à la population laborieuse qui aspire à l'amélioration de son sort. ■



ETAT CANADIEN

Notre camarade, François Moreau (Hébert)

Notre camarade et notre ami François Moreau est décédé le 3 septembre dernier suite à une brève lutte contre le sarcome de Karposy, une des pires maladies associées au SIDA.

Agé de 37 ans seulement, François militait dans le mouvement trotskyste québécois, au sein de la Quatrième internationale, depuis 1975. Depuis 1979, il a toujours été membre de la direction centrale de la section de la Quatrième Internationale dans l'Etat canadien et a participé aux instances de direction et d'élaboration de l'Internationale. Il était membre du Comité exécutif international de l'Internationale.

Economiste de formation et professeur à l'université d'Ottawa, François était un être rare : un intellectuel professionnel voué corps et âme à la construction d'une organisation ouvrière marxiste-révolutionnaire. En dehors de ses écrits militants, François Moreau était l'auteur de trois livres sur l'économie québécoise et de nombreuses contributions à des revues spécialisées et ouvrages collectifs.

Au moment de sa mort, il travaillait sur un projet encore plus grandiose : l'analyse concrète, chiffrée, de l'échange inégal à l'époque de la décadence impérialiste. Même au niveau de ses écrits les plus théoriques, François n'avait rien d'un intellectuel universitaire impartial, au-dessus de la mêlée. Son but était toujours de « flétrir les fleurs qui couvrent les chaînes de l'humanité, non pas

pour que l'humanité n'ait plus de fleurs, mais pour qu'elle se rende compte qu'elle est enchaînée » (Marx).

François a joué un rôle inestimable dans l'élaboration de la ligne et de l'intervention politiques de la section de la Q.I. dans l'Etat canadien, Gauche socialiste/Socialist Challenge. Les gens qui ont pu militer avec lui savent jusqu'à quel point il était infatigable dans la lutte concrète. Mais il prenait son plus grand plaisir dans un travail inlassable de formation politique et économique de ses camarades.

François prenait tout le temps nécessaire pour travailler avec ses camarades syndiqué(e)s sur l'analyse concrète de leur branche, des positions du patronat ou des politiques des directions syndicales. Avec ses camarades jeunes, François ne faisait pas seulement des présentations sur l'histoire et les traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, il participait à l'élaboration d'une compréhension globale de l'exclusion de la jeunesse actuelle et du marché du travail et du système scolaire.

Chiffrer les besoins en garderies, critiquer les politiques gouvernementales, patronales et syndicales en matière d'équité, tout faire pour que les camarades femmes puissent jouer leur plein rôle dans l'organisation marxiste-révolutionnaire qui doit être la leur, tout cela faisait partie de la lutte quotidienne de François.

Cet été, François ne voulait pas qu'on parle de sa maladie, non parce qu'il en avait honte, loin de là, mais parce qu'il craignait que cela ne démoralise ses camarades. Il était très conscient du fait que l'ensemble des mouvements ouvrier et populaire passent par une période très difficile de luttes défensives et même de défaites. A plus forte raison, tenir haut la flamme de la lutte révolutionnaire contre cette société abominable et pour un avenir socialiste s'avère parfois pénible dans la période actuelle.

Mais François avait tort de craindre pour ses camarades. Il nous a non seulement laissé toute la richesse de ses écrits mais avant tout il nous a laissé l'exemple de sa vie mille fois plus réussie que celle de ceux qui ont abandonné le combat et sombré dans le carréisme individualiste. ■

